

CONSEIL COMMUNAL DU 23 JANVIER 2025
GEMEENTERAAD VAN 23 JANUARI 2025

REGISTRE
REGISTER

Présents
Aanwezig

Aleksandra Kokaj, *Présidente/De Voorzitster* ;
Boris Dilliès, *Bourgmestre/Burgemeester* ;
Valentine Delwart, Thibaud Wyngaard, Jonathan Biermann, Maëlle De Brouwer, Carine Gol-Lescot, Odile Margaux, Jean-Luc Vanraes, Diane Culer, *Echevin(s)/Schepen(en)* ;
Eric Sax, Marc Cools, Joëlle Maison, Emmanuel De Bock, Jérôme Toussaint, Bernard Hayette, Perrine Ledan, Marion Van Offelen, Daniel Hublet, François Jean Jacques Lambert, Michel Cohen, Aurélie Czekalski, Nicolas Clumeck, Mathias Junqué, Leïla Kabachi, Alexandre Meeus, Olivia Bodson, Céline VANDERBORGHT, Patricia Duvieusart, Marianne Gustot, Marie Borsu, Jérémie Tojerow, Yassine Assal, Lara Querton, Buss Walter, Patricia Nagelmackers, Eric Mercenier, Mavinga-Wumba Cathy, *Conseiller(s) communal(aux)/Gemeenteraadslid(liden)* ;
Thierry Bruier-Desmeth, *Le Secrétaire communal adjoint/De adjunct-gemeentesecretaris*.

Excusés
Verontschuldigd

Cécile Roba, Elisabeth Degryse, Ariane de Lobkowicz, Sarah Unger, Isabelle Sirtaine, *Conseiller(s) communal(aux)/Gemeenteraadslid(liden)*.

Ouverture de la séance à 18:30
Opening van de zitting om 18:30

SÉANCE PUBLIQUE - OPENBARE ZITTING

DÉPARTEMENT AFFAIRES GÉNÉRALES - DEPARTEMENT ALGEMENE ZAKEN

Secrétariat central - Centraal secretariaat

23.01.2025/A/0001 **Approbation du registre des séances du Conseil communal du 28 novembre 2024.**

Le Conseil approuve le point.
36 votants : 34 votes positifs, 2 abstentions.
Abstentions : Alexandre Meeus, Patricia Nagelmackers.

Goedkeuring van de register van de zittingen van de Gemeenteraad van 28 november 2024.

De Raad keurt het punt goed.
36 stemmers : 34 positieve stemmen, 2 onthoudingen.
Onthoudingen : Alexandre Meeus, Patricia Nagelmackers.

23.01.2025/A/0002 **Approbation du registre des séances du Conseil communal du 1 décembre 2024.**

Le Conseil approuve le point.
36 votants : 36 votes positifs.

Goedkeuring van de register van de zittingen van de Gemeenteraad van 1 december 2024.

De Raad keurt het punt goed.
36 stemmers : 36 positieve stemmen.

23.01.2025/A/0003 **L'urgence a été demandée et acceptée à l'unanimité. - Renouvellement du conseil d'administration de Brulocalis - Désignation d'un administrateur.**

Le Conseil,

Vu qu'il est demandé à la Commune d'Uccle de désigner un administrateur qui la représentera au Conseil d'administration de Brulocalis ;

Vu que cette administrateur doit être proposé à Brulocalis avant le 1er février 2025 pour que Brulocalis puisse compléter la composition du Conseil d'administration via les partis politiques pour atteindre les équilibres reflétant la composition de l'ensemble des Conseils communaux des communes bruxelloises ;

Considérant que le Conseil communal doit, dès lors, proposer obligatoirement un administrateur lors de sa séance de ce jour ;

Décide,

de désigner Madame Valentine Delwart comme membre du Conseil d'administration de Brulocalis pour la mandature 2024-2030.

Le Conseil approuve le point.
36 votants : 36 votes positifs.

De hoogdringendheid werd gevraagd en unaniem aangenomen. - Vernieuwing van de raad van bestuur van Brulocalis - Benoeming van een bestuurder.

De raad,

Aangezien er aan de gemeente Ukkel werd gevraagd een bestuurder aan te stellen om haar te vertegenwoordigen in de raad van bestuur van Brulocalis;

Aangezien deze bestuurder vóór 1 februari 2025 aan Brulocalis moet worden voorgedragen zodat Brulocalis de samenstelling van de raad van bestuur via de politieke partijen kan vervolledigen om een evenwicht te bereiken dat de samenstelling van alle gemeenteraden van de Brusselse gemeentes weerspiegelt;

Overwegende dat de gemeenteraad aldus vandaag tijdens zijn zitting een bestuurder moet voorstellen;

Beslist,

Mevr. Valentine Delwart te benoemen als lid van de raad van bestuur van Brulocalis voor de legislatuur.

De Raad keurt het punt goed.
36 stemmers : 36 positieve stemmen.

1 annexe / 1 bijlage
20241220_Renouvellement du conseil d'administration de Brulocalis.pdf

Nicolas Clumeck entre en séance / treedt in zitting.

Service juridique - Juridische dienst

23.01.2025/A/0004 **Bruxelles Mobilité – Enlèvement des aménagements de mobilité douce – Citation en référé devant le Tribunal de Première instance de Bruxelles. – Ordonnance prononcée par le Tribunal de première instance francophone de Bruxelles le 10 janvier 2025. - Recours en annulation et suspension devant le Conseil d'Etat à l'égard de l'arrêté de police du Bourgmestre ordonnant le placement de bacs à fleurs sur les 5 mètres qui précèdent le feu de signalisation situé à l'intersection de la Chaussée de Waterloo, de la drève des Renards et de la vieille rue du Moulin et donc à hauteur des numéros 1346 et 1351 de la Chaussée de Waterloo et ce, endéans les 24h de l'entrée en vigueur du présent arrêté adopté le 4 décembre 2024.**

Le Conseil,

Vu la citation à comparaître devant le Tribunal de première instance de Bruxelles (section francophone), statuant en référé, lors de l'audience du 6 décembre 2024 à 9h, réceptionnée ce 2 décembre 2024 par la commune d'Uccle ;

Considérant que cette citation a été déposée par la Région de Bruxelles-Capitale à l'encontre de la commune d'Uccle ;

Qu'elle énonce dans son exposé des faits que, dans le cadre de ses compétences de gestion de la voirie régionale et de sécurité routière, en ce compris de sécurisation des usagers faibles tels que les cyclistes, la Région de Bruxelles-Capitale a décidé de réaliser des aménagements de sécurisation de la chaussée de Waterloo sous la forme de dropzones devant accueillir des vélos/trottinettes/scooters partagés ;

Que selon les autorités régionales la mise en place de ces aménagements permettaient de supprimer des espaces de stationnement illégaux devant les numéros 1346-1348 et 1349-1351 de la chaussée de Waterloo ;

Que l'article 24 du Code de la Route dispose en effet qu'il est interdit de stationner sur la chaussée à moins de 5 mètres en amont d'un passage pour piétons et à moins de 20 mètres en amont d'un feu de circulation à un carrefour, ce qui n'était pas respecté ;

Que les aménagements envisagés par la Région se situant en amont d'un feu de signalisation placé à un carrefour et d'un passage pour piétons, aucune place de stationnement n'aurait théoriquement dû être supprimée, puisqu'aucun véhicule n'était autorisé à stationner entre la zone de livraison déjà existante et le feu de signalisation ;

Que compte tenu de l'objectif de sécurisation d'une voirie régionale, le retrait des aménagements matérialisant lesdites dropzones réalisés par la Région causerait un risque immédiat et sérieux de mise en danger des usagers faibles ;

Que le caractère urgent des demandes de la Région se justifie donc par le risque immédiat et réel d'un accident en raison d'un stationnement illégal sur les zones concernées, et ainsi de la visibilité réduite dont seraient victimes les usagers faibles empruntant tant les passages piétons que les infrastructures cyclables à proximité ;

Que la Région n'a donc eu d'autre choix, en sa qualité de gardien des voiries régionales et de la sécurité routière, de procéder à l'installation d'arceaux matérialisant des dropzones qui s'avèreraient suffisants pour empêcher le stationnement illégal sur les emplacements considérés ;

Que l'affaire doit être traitée à bref délai pour éviter toute conséquence préjudiciable à la Région et aux usagers faibles, en ce compris une atteinte à leur intégrité physique, de la chaussée de Waterloo;

Qu'en effet, la Région estime qu'il est urgent et impératif que les aménagements soient rétablis sans délai afin de faire respecter le Code de la route, et de permettre la sécurisation de la chaussée de Waterloo et plus particulièrement des piétons et cyclistes empruntant cet axe routier régional ;

Que la Région a demandé à ce qu'il soit:

- Ordonné à la Commune de remettre dans leur pristin état les aménagements de la Région de Bruxelles-Capitale détruits illégalement sans titre ni droit par la Commune d'Uccle sur la chaussée de Waterloo à hauteur des numéros 1346-1348, 1349-1351 et donc replacer les arceaux à vélo, sous peine d'astreintes d'un montant de 5.000,00 EUR par jour mis à se conformer à l'ordonnance à intervenir à partir de la signification de cette dernière;

- interdit à la Commune de, directement ou indirectement, détruire et/ou désinstaller tout aménagement et infrastructures installés par la Région de Bruxelles-Capitale et/ou installés pour le compte de celle-ci sur la chaussée de Waterloo (et en particulier et sans que cette énumération soit limitative, à hauteur des numéros 1346-1348, 1349-1351), à dater de la signification de l'ordonnance à intervenir, sous peine d'astreintes de 50.000,00 EUR par infraction à cette interdiction ;

- interdit à la Commune de, directement ou indirectement, remplacer les Aménagements par des emplacements de stationnement automobile sur la chaussée de Waterloo à hauteur des numéros 1346-1348, 1349-1351, à dater de la signification de l'ordonnance à intervenir, sous peine d'astreintes de 50.000,00 EUR par infraction à cette interdiction ;

Considérant qu'eu égard à ces éléments, il y a eu lieu de désigner un avocat afin de représenter les intérêts de la Commune dans ce contentieux ;

Que lors de sa séance de ce 3 décembre 2024, le Collège des Bourgmestre et Echevins a décidé de désigner Me Kaiser afin de défendre les intérêts de la Commune d'Uccle dans ce nouveau contentieux et, notamment, de la représenter à l'audience en référé devant le tribunal de première instance de Bruxelles prévue ce vendredi 6 décembre à 9h ;

Considérant qu'en date du 4 décembre 2024, le Bourgmestre a adopté un arrêté de police ordonnant le placement de bacs à fleurs sur les 5 mètres qui précèdent le feu de signalisation situé à l'intersection de la Chaussée de Waterloo, de la drève des Renards et de la vieille rue du Moulin et donc à hauteur des numéros 1346 et 1351 de la Chaussée de Waterloo et ce, endéans les 24h de l'entrée en vigueur du présent arrêté ;

Que cet arrêté a été notifié le 4 décembre 2024 par courrier recommandé et par

courriel au gestionnaire de la voirie concerné, à savoir la région de Bruxelles-Capitale ;

Qu'il a également été apposé devant les emplacements susmentionnés en un endroit bien visible en date du 5 décembre 2024 ;

Que par une requête du 28 décembre 2024, la Région de Bruxelles-Capitale a introduit devant le Conseil d'Etat un recours en suspension et en annulation contre l'arrêté de police du 4 décembre 2024 de Monsieur le Bourgmestre d'Uccle ;

Qu'en date du 8 janvier 2025, l'administration communale a accusé réception de cette requête en annulation et demande en suspension introduite devant le Conseil d'Etat par la région de Bruxelles-Capitale (Bruxelles Mobilité), représenté par Mes Charles-Henri de La Vallée Poussin, Timothy Baete, Victor Ghazouani et Josué Ngarukiyinka Habayo, à l'encontre de l'arrêté de police du Bourgmestre de la commune d'Uccle du 4 décembre 2024, ordonnant « le placement de bacs à fleurs sur les 5 mètres qui précèdent le feu de signalisation situé à l'intersection de la Chaussée de Waterloo, de la drève des Renards et de la vieille rue du Moulin et donc à hauteur des numéros 1346 et 1351 de la Chaussée de Waterloo et ce, en date de l'entrée en vigueur du présent arrêté » ;

Considérant que l'administration communale dispose d'un délai de 15 jours à dater de la notification de la demande pour faire parvenir au Greffe du Conseil d'Etat une note d'observations ainsi que le dossier administratif de l'affaire ;

Que lors de sa séance du 14 janvier 2024, le Collège des Bourgmestre et Echevins désigne Me Kaiser afin de défendre les intérêts de la Commune d'Uccle dans ce nouveau contentieux devant le Conseil d'Etat ;

Qu'en ce qui concerne la procédure judiciaire devant le Tribunal de première instance de Bruxelles, ce dernier a rendu une Ordonnance le 10 janvier 2025, suite à l'échange de conclusions ayant eu lieu entre les parties ;

Que la chambre des référés du Tribunal de première instance de Bruxelles décrète que l'urgence au sens de l'article 584, al. 1, du Code judiciaire, est admise ;

Que par le Tribunal déclare l'action de la Région de Bruxelles-Capitale formée contre la Commune d'Uccle redevable et fondée dans la mesure précisée ci-dessous ;

Que l'arrête de police du 4 décembre 2024 du Bourgmestre d'Uccle est constaté illégal et, conformément à l'article 159 de la Constitution, est dit dépourvu d'effet vis-à-vis de la Région ;

Que le Tribunal ordonne à la Commune de remettre dans leur état initial les aménagements réalisés au plus tard en octobre 2024 par la Région à hauteur des numéros 1210 (et un peu avant le 1222), 1346-1348 et 1349-1351 de la chaussée de Waterloo ;

Que cette injonction implique notamment, dans un délai de 5 jours calendrier suivant la signification de la présente ordonnance de :

- retirer les bacs à fleurs installés à hauteur des numéros 1346-1348 et 1349-1351 de la chaussée de Waterloo et de ;
- remplacer les aménagements détruits à ces deux endroits et à hauteur du numéro 1210 (et un peu avant le numéro 1222) par des équipements identiques à ceux détruits et de les placer aux mêmes endroits ;

Que la Commune est condamnée à faire ce qui précède sous peine d'une astreinte de 5.000 euros par jour de retard, avec un maximum de 500.000 euros ;

Qu'il est fait interdiction à la commune de, directement ou indirectement, par elle-même ou en donnant son concours à un tiers, détruire et/ou désinstaller et/ou remplacer tout aménagement ou infrastructure installés par la Région et/ou pour le compte de celle-ci sur la chaussée de Waterloo (et en particulier, sans que cette énumération soit limitative, à hauteur des numéros 1210-1222, 1346-1348, 1349-1351 de la chaussée de Waterloo), à dater de la signification de la présente ordonnance, sous peine d'une astreinte de 50.000 euros par violation de cette interdiction, avec un maximum de 500.000 euros ;

Que l'action reconventionnelle formée par la Commune contre la Région est rejetée comme non fondée ;

Que la Commune doit prendre en charge les dépens de la procédure, fixés dans le chef de la Région à 2.519,62 euros (indemnité de procédure comprise) ;

Que la Commune est redevable de 165 euros envers l'Etat belge (SPF Finances) en termes de droit de mise au rôle ;

Considérant qu'en date du 14 janvier 2025, la Commune n'a pas encore réceptionné la signification de cette Ordonnance ; qu'il est probable que cette dernière soit signifiée à la Commune prochainement ;

Considérant ces éléments,

Décide :

De prendre connaissance de l'Ordonnance de la chambre des référés du Tribunal de première instance francophone de Bruxelles prononcée le 10 janvier 2025.

***Mme la Première Echevine** a expliqué en commission que l'urgence est demandée en raison du délai imparti entre l'ordonnance et la décision. Elle suppose que le Conseil va valider cette inscription en urgence. Le Collège propose au Conseil d'acquiescer à l'ordonnance de la Chambre des référés sans préjudice d'une éventuelle contestation future quant au fond.*

***M. le Bourgmestre** précise que la décision dans l'affaire des arceaux, rendue ce 10 janvier dernier, ordonne à la commune de retirer les bacs à fleurs et de replacer les dropzones matérialisées par les arceaux vélos dans un délai de 5 jours calendrier suivant la signification de la décision, sous peine d'une astreinte de 5.000 € par jour pour les emplacements concernés et de 50.000 € par infrastructure dans le futur.*

Le Collège a pris acte de la décision et, dès lors que c'est la Région qui a initié la procédure en justice, il ne souhaite pas interjeter appel contre la décision en référé et demande au Conseil d'acquiescer, même si certains pans de cette décision sont tout à fait contestables. Le Collège se réserve le droit de soumettre au Conseil une prochaine procédure au fond pour faire respecter la sécurité des piétons dans notre commune, vu que la Région est toujours incapable de délimiter correctement les dropzones et les empêcher de déborder.

La décision n'a pas encore été signifiée car le Collège est intervenu auprès de la Région pour lui indiquer qu'il avait commandé les arceaux et que ceux-ci seraient remplacés d'ici deux semaines. Il n'est donc pas nécessaire de faire courir des astreintes. La Région a marqué son accord, le coût de remplacement est de 4.500 €, ce qui d'ailleurs démontre, comme l'avait fort judicieusement rappelé M. De Bock, le caractère assez démesuré des astreintes.

Il faut rappeler que c'est une procédure en référé et donc que la décision est de savoir s'il y a urgence ou pas ; le fond n'est pas abordé. Le tribunal a donc considéré que la décision de remplacer les dropzones par des bacs à fleurs pour plus de sécurité sur base d'un arrêté pris par le Bourgmestre avant l'introduction de la procédure est disproportionnée. Le 9 septembre dernier, Bruxelles-Mobilité a envoyé un procès-verbal indiquant que les trois emplacements sont destinés à être entièrement des dropzones. Bruxelles-Mobilité conteste en disant que ce ne seront qu'en partie des dropzones. Cela ne change strictement rien puisque, dès qu'il y a une dropzone, les véhicules partagés envahissent précisément tous les emplacements jusqu'à 10 mètres aux alentours dans certains cas. C'est d'ailleurs confirmé par Bruxelles-Mobilité. Ceux qui pensent que les propriétaires de vélos privés pourront bénéficier de ces infrastructures se trompent lourdement. Il suffit de le constater, notamment dans différents emplacements de notre commune, entre autres au Vert Chasseur, où on observe le contraire, et on le voit d'ailleurs sur la quasi-totalité des dropzones. Le tribunal considère que c'est à la commune de gérer les débordements des trottinettes, même sur les voiries régionales, et de les faire enlever si elles posent un problème de sécurité. Et c'est là que l'on voit la limite du référé : le tribunal ne se rend pas compte de l'ampleur du phénomène et de la charge non désirée qu'il entraîne pour les communes. Il y a d'ailleurs une autre incohérence puisque la justification de l'urgence se fonde sur la sécurisation des carrefours et des passages pour piétons alors qu'une astreinte de 50.000 € est prévue pour tout enlèvement d'infrastructures sur voiries régionales, et ce peu importe où elles se trouvent sur la voirie. Autre originalité de l'ordonnance : un des arceaux semble avoir été enlevé par erreur par la Région ou par les services communaux sur l'un des emplacements et le tribunal y voit plutôt la main d'un particulier qui aurait voulu suivre l'exemple du Bourgmestre, et ceci sans la moindre preuve - c'est dire le caractère douteux et peu sérieux de certains passages de cette décision.

M. le Bourgmestre regrette depuis le début, bien avant la procédure et même pendant, le manque de dialogue des autorités régionales et la judiciarisation de ce dossier. Le Collège a plusieurs fois tendu la main mais en vain. La Région s'est montrée hermétique à toute sortie amiable de ce litige.

Le Collège va donc maintenant tabler sur un texte qui opérerait soit pour une interdiction de ces dropzones sur le territoire communal soit pour une taxation des trottinettes partagées.

Ce qui est assez regrettable dans cette affaire, c'est que cela fait plus de 5 ans que le Collège demande à la Région de faire son job sur les axes régionaux, notamment la chaussée de Waterloo, la chaussée d'Alseberg et l'avenue Winston Churchill, à savoir sécuriser les passages pour piétons, dont certains n'ont absolument aucune lumière et donc ne sécurisent pas les piétons. Prétendre que ce serait une mesure anticycliste est évidemment grotesque : au Fort-Jaco, il y a trois emplacements pour les cyclistes, qui d'ailleurs ne sont pas saturés, et que la commune a soutenus puisque sous la précédente législature, 300 emplacements pour cyclistes ont été installés, mais de manière à éviter les suppressions de stationnement chaque fois que c'était possible.

Ce qui est aussi déplorable, c'est que cela fait 5 ans que le Collège demande à la Région de veiller à l'embellissement. L'avenue Winston Churchill, censée être une des avenues les plus prestigieuses de la région, est dans un état lamentable, avec des fils qui pendent de tous les côtés, et il en est de même de la chaussée de Waterloo, qui ne compte pas moins de 4 types de poteau différents et où l'aménagement de l'espace est ignoble.

M. Cools estime que ce qui est peu sérieux, ce qui est déplorable, ce n'est pas la décision de justice, c'est l'action du Bourgmestre. Celui-ci a annoncé très largement dans la presse qu'il procédait à l'enlèvement d'arceaux parce que ceux-ci

supprimaient des places de parking et parce qu'il n'y avait pas eu de concertation avec la Région.

Ces arceaux ne suppriment aucune place de parking ; d'ailleurs, M. le Bourgmestre a demandé que des bacs de fleurs soient mis à la place des arceaux.

Quant à la concertation avec la Région, elle a eu lieu. M. Cools est allé consulter le dossier : il y a eu des réunions, de nombreux échanges de courrier entre la commune et la Région, et la Région a en partie pris en compte l'opposition au placement de certains arceaux émise par la commune, vu qu'elle n'en a placés que là où cela ne supprimait pas de places de stationnement.

En outre, M. le Bourgmestre a demandé explicitement que, si des arceaux étaient placés, ils le soient après le 13 octobre. C'est d'ailleurs pour ça que la Région a pris contact après le 13 octobre pour annoncer le placement de ces arceaux.

Le placement de ces arceaux ne se fonde ni sur une délibération du Collège ni sur un arrêté de police. Ces décisions administratives n'ayant pas été prises, il y a eu une voie de fait sur une voirie régionale.

Qui va supporter les frais ? Le placement des arceaux a requis une somme de 4.500 € et leur enlèvement va également entraîner des frais. M. le Bourgmestre va-t-il supporter personnellement ces dépenses et rembourser à la commune ce qui n'a pas été couvert par des décisions administratives en bonne et due forme ?

Les documents mentionnent un recours de la Région au Conseil d'Etat contre un arrêté du Bourgmestre pris le 4 décembre imposant la pose de bacs de fleurs. Le Collège retire-t-il cet arrêté de police ou non ?

M. Cools pense que dans ce dossier, il faut siffler la fin de la récréation, abandonner tous les recours et ouvrir un dialogue.

Ce point 4 invite le Conseil à acquiescer à l'ordonnance de la chambre des référés du Tribunal de 1ère instance francophone prononcée le 10 janvier, sans préjudice d'une éventuelle contestation future quant au fond.

« Acquiescer à l'ordonnance » semble signifier qu'on ne veuille pas interjeter appel contre celle-ci. Le 2ème segment de la phrase, « sans préjudice d'une contestation future », signifie-t-il que le Collège envisage quand même à un moment donné de continuer des procédures au fond dans ce dossier ?

Selon M. Cools, refuser des zones pour les trottinettes électriques est une erreur. Il faut organiser ce mode de déplacement de manière à ce que ceux qui ne respectent pas les règles du jeu soient sanctionnés le cas échéant par l'enlèvement de leur trottinette. Il y a des dropzones qui fonctionnent très bien sur le territoire communal.

M. Tojerow précise que le groupe PS n'a aucune difficulté à reconnaître que la coordination des différents modes de transport à Uccle est un défi complexe. Mais il faut que le débat ait lieu dans un climat serein.

Quel est le coût global de ce dossier ? La destruction des premiers arceaux a-t-elle été réalisée par les services de la commune ou un sous-traitant ? Quel est le coût de l'achat de et de la pose des bacs à fleurs ? Quel est le coût des honoraires en justice ? Quel est le coût du remplacement des 17 à 20 arceaux qui ont été détruits ?

Ce coût est-il bien à charge du budget de la commune ?

Les arrêtés de police pris par le Bourgmestre font-ils l'objet d'un contrôle juridique ?

Dans un courriel envoyé à l'ensemble des conseillers ce matin, une citoyenne suggérait une action symbolique d'apaisement, au moment où les arceaux seront remplacés, pour montrer que tous les modes de déplacement sont les bienvenus dans la commune. M. Tojerow trouve qu'il s'agit là d'une proposition constructive.

Mme Duvieusart signale que son groupe est heureux que les discussions puissent reprendre, que le dialogue soit renoué mais surtout que les abords de ce

carrefour puissent être sécurisés et que les installations facilitant et en encourageant la mobilité douce puissent continuer à se développer.

Cette sécurisation accrue est en effet particulièrement nécessaire au Fort-Jaco, qui mérite réellement davantage d'investissements, car ce quartier a relativement peu évolué par rapport au reste de la commune

En effet, la politique du « tout à la voiture », héritée des années 60, semble encore dominer l'espace public, et les croyances sur le lien obligé entre la fréquentation des commerces et les déplacements en voiture ont la vie dure.

A la suite de plusieurs grandes villes européennes, Bruxelles prend lentement conscience qu'elle doit préserver la qualité de l'air en facilitant les déplacements à pied, en vélo et en transports en commun. Paris, Londres et Copenhague l'ont compris depuis un certain temps. Bruxelles doit encore progresser dans ce sens pour la santé de ses habitants.

Même si nombre de cyclistes uclois et bruxellois se sont sentis trahis et déçus par leur Bourgmestre, le GRACQ Uccle fait contre mauvaise fortune bon cœur et organise une opération de gardiennage pour aider les cyclistes à faire leur shopping au Fort-Jaco.

Mme Duvieusart attend qu'il y ait davantage d'arceaux à vélos dans les espaces disponibles et que l'on permette tout autant aux automobilistes de se garer en toute légalité aux emplacements qui leur sont dédiés.

La Région doit s'investir davantage dans l'aménagement de la chaussée de Waterloo, en la végétalisant et en améliorant le confort des piétons par la création des nouveaux passages piétons demandés depuis un certain temps entre le Vivier d'Oie et le Fort-Jaco.

M. De Bock déplore particulièrement l'absence de concertation avec les habitants, de la part de l'administration régionale.

M. Junqué rappelle que de manière générale, les écologistes sont favorables à la concertation.

Il remarque que les arceaux sont remplis et que les box vélos font l'objet de listes d'attente sur plusieurs années. Il en conclut que les citoyens sont favorables à ce qu'il y ait davantage d'arceaux.

M. Sax demande si l'on a sollicité l'avis des habitants pour mettre 3 boîtes à vélos dans l'avenue Bel-Air, qui ne compte que des immeubles avec garage.

Il souligne toutefois qu'il est favorable à la pose des arceaux vélos.

M. le Bourgmestre rappelle qu'il demande la concertation depuis plus de 5 ans. Mais pour se concerter, il faut être deux : il n'y a pas de vraie concertation lorsqu'un des interlocuteurs veut imposer son point de vue.

L'argument de Mme le Ministre de la Mobilité relatif aux accidents est contestable vu que, dans le cadre d'une question parlementaire, elle n'a pas été en mesure de donner un chiffre concernant ces accidents.

M. le Bourgmestre, qui s'est beaucoup investi pour la mobilité douce, n'est pas contre les trottinettes en tant que telles mais considère que les trottinettes partagées, d'ailleurs prosrites par Paris et Copenhague, s'avèrent un modèle très polluant.

Mme la Première Echevine répond que les honoraires d'avocat s'élèvent pour l'instant à un peu plus de 17.900 €.

Pour ce qui concerne une éventuelle requête au Conseil d'Etat, on analyse pour le moment s'il convient d'y mettre fin par l'abrogation de l'arrêté ou son retrait.

Pour la question du « sans préjudice d'une éventuelle contestation future

quant au fond », il ne s'agit évidemment pas de reconnaître l'illégalité de l'arrêté : on acquiesce à l'ordonnance, on la met en œuvre, il ne s'agit en aucun cas d'être contraint de payer les astreintes, mais le fond du problème demeure, puisque cette dropzone va exister et qu'on constate à d'autres endroits très proches de la chaussée qu'elle génère des problèmes de sécurité. Dès lors, M. le Bourgmestre et le Collège pourraient être amenés à agir quant au fond sur cette problématique. Il ne s'agit donc pas d'acquiescer quant au fond suite à cette procédure en référé.

En matière de commerce, le cas de cette dropzone est assez illustratif, puisque loin d'offrir des espaces supplémentaires de stationnement pour les cyclistes, il s'agit d'une dropzone pour les véhicules partagés.

Les décisions prises par les autorités communales font toujours l'objet d'une évaluation juridique.

M. Cools évoque le procès-verbal d'une réunion entre la commune et la Région mentionnant une installation après le 13 octobre. Ceci a été confirmé par un courrier de la Région fin octobre et la commune ne l'a pas contesté.

Le dossier consulté par M. Cools à l'administration atteste la réalité d'une concertation : la Région a envoyé les photos d'une quarantaine d'emplacements, le Collège a rendu un avis négatif pour 37 d'entre eux et la Région n'a installé qu'une partie des 37 emplacements concernés, en l'occurrence ceux qui ne supprimeraient pas des places de parking pour les voitures.

M. Cools est évidemment favorable à une consultation des habitants, qui porterait sur un plan d'ensemble.

Le groupe Uccle en avant s'abstiendra sur la délibération proposée.

M. Tojerow remarque que la plupart des arceaux détruits concernaient davantage des vélos privés que des dropzones et des vélos partagés.

M. De Bock remarque que le groupe socialiste s'inquiétait beaucoup moins du coût des procédures pour le contribuable ucclois lorsqu'il était question de la fermeture unilatérale du Bois de la Cambre par la Ville de Bruxelles et son Bourgmestre socialiste, Philippe Close.

Le Conseil prend connaissance.

Brussel Mobiliteit - Verwijdering van zachte mobiliteitsvoorzieningen - Dagvaarding in kort geding voor de rechtbank van eerste aanleg te Brussel. - Beschikking van de Franstalige rechtbank van eerste aanleg van Brussel van 10 januari 2025. - Beroep tot nietigverklaring en schorsing bij de Raad van State van het politiebepalend van de burgemeester tot plaatsing van bloembakken op 5 meter voor de verkeerslichten op het kruispunt van de Waterlooosesteenweg, de Vossendreef en de Oude Molenstraat, namelijk ter hoogte van de nummers 1346 en 1351 van de Waterlooosesteenweg, binnen 24 uur na de inwerkingtreding van dit besluit, vastgesteld op 4 december 2024.

De raad,

Gelet op de dagvaarding om te verschijnen voor de rechtbank van eerste aanleg van Brussel (Franstalige afdeling), uitspraak in kort geding, op de zitting van 6 december 2024 om 9 uur, ontvangen op 2 december 2024 door de gemeente Ukkel;

Overwegende dat deze dagvaarding werd ingediend door het Brussels Hoofdstedelijk Gewest tegen de gemeente Ukkel;

Dat het in zijn uiteenzetting van de feiten stelt dat het Brussels Hoofdstedelijk Gewest,

in het kader van zijn bevoegdheden inzake het beheer van de gewestwegen en de verkeersveiligheid, met inbegrip van de veiligheid van kwetsbare weggebruikers zoals fietsers, heeft beslist om de Waterlooosesteenweg veiliger te maken in de vorm van dropzones voor deelfietsen/steps;

Dat, volgens de gewestelijke autoriteiten, dankzij de aanleg van deze voorzieningen de illegale parkeerplaatsen voor de nummers 1346-1348 en 1349-1351 op de Waterlooosesteenweg konden worden opgeheven;

Dat artikel 24 van de wegcode bepaalt dat het verboden is op de rijbaan te parkeren op minder dan 5 meter vóór een voetgangersoversteekplaats en op minder dan 20 meter vóór een verkeerslicht op een kruispunt, wat niet werd gerespecteerd;

Aangezien de door het gewest geplande voorzieningen zich vóór een verkeerslicht op een kruispunt en een voetgangersoversteekplaats bevinden en er theoretisch geen parkeerplaatsen zouden moeten worden opgeheven, aangezien geen enkel voertuig tussen de bestaande afleveringszone en het verkeerslicht mag parkeren;

Aangezien, gelet op de doelstelling om een gewestweg veiliger te maken, het opheffen van de door het Gewest gecreëerde dropzones een onmiddellijk en ernstig gevaar voor de zwakke weggebruiker oplevert;

Aangezien het dringende karakter van de verzoeken van het Gewest bijgevolg gerechtvaardigd wordt door het onmiddellijke en reële risico op een ongeval ten gevolge van illegaal parkeren in de betrokken zones, en dus door de verminderde zichtbaarheid die zou worden ondervonden door zwakke weggebruikers die zowel de voetgangersoversteekplaatsen als de nabijgelegen fietspaden gebruiken;

Aangezien het Gewest bijgevolg geen andere keuze had dan als beheerder van de gewestwegen en de verkeersveiligheid dropzones aan te leggen die voldoende zouden blijken om het illegaal parkeren in de betrokken zones te verhinderen;

Aangezien deze kwestie zo snel mogelijk moet worden opgelost om te vermijden dat het Gewest en de zwakke weggebruikers van Waterlooosesteenweg nadeel ondervinden, zelfs lichamelijk letsel;

Dat het gewest van oordeel is dat de voorzieningen dringend en absoluut onverwijld moeten worden hersteld om de naleving van de wegcode te garanderen en de Waterlooosesteenweg veiliger te maken, met name voor voetgangers en fietsers die deze gewestweg gebruiken;

Aangezien het Gewest heeft verzocht:

- de gemeente te belasten de voorzieningen van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest die door de gemeente Ukkel onwettig en zonder titel of recht zijn vernield op de Waterlooosesteenweg ter hoogte van de nummers 1346-1348, 1349-1351, in hun oorspronkelijke staat te herstellen en bijgevolg de fietsbogen terug te plaatsen, op straffe van een dwangsom van 5.000,00 EUR per dag om gevolg te geven aan de beschikking vanaf de betekeningdatum ervan;
- verbiedt de gemeente om, vanaf de betekeningdatum van de op te leggen beschikking, rechtstreeks of onrechtstreeks alle door het Brussels Hoofdstedelijk Gewest en/of voor zijn rekening geplaatste voorzieningen en infrastructuur op de datum Waterlooosesteenweg (en in het bijzonder, zonder dat deze opsomming limitatief is, op de nummers 1346-1348, 1349-1351) te vernielen en/of te verwijderen, op straffe van een dwangsom van 50.000,00 EUR per overtreding van dit verbod;

- de gemeente te verbieden om, direct of indirect, de voorzieningen te vervangen door parkeerplaatsen op de Waterlooosesteenweg ter hoogte van de nummers 1346-1348, 1349-1351, vanaf de betekendingsdatum van de op te leggen beschikking, op straffe van betaling van een dwangsom van 50 000,00 EUR per overtreding van dit verbod;

Overwegende dat het gelet op deze elementen noodzakelijk was een advocaat aan te stellen om de belangen van de gemeente in dit geschil te verdedigen;

Overwegende dat het college van burgemeester en schepenen in zitting van 3 december 2024 heeft besloten meester Kaiser aan te stellen om de belangen van de gemeente Ukkel in dit nieuwe geschil te verdedigen en in het bijzonder om haar te vertegenwoordigen op de zitting in kort geding voor de rechtbank van eerste aanleg te Brussel, gepland is op vrijdag 6 december om 9 uur;

Overwegende dat de burgemeester op 4 december 2024 een politiebepsluit heeft uitgevaardigd waarbij de plaatsing van bloembakken op 5 meter voor de verkeerslichten op het kruispunt van de Waterlooosesteenweg, de Vossendreef en de oude Molenstraat, en dus ter hoogte van de nummers 1346 en 1351 van de Waterlooosesteenweg, wordt bevolen binnen 24 uur na de inwerkingtreding van dit besluit;

Dat dit besluit op 4 december 2024 werd betekend per aangetekend schrijven en per e-mail aan de betrokken wegbeheerder, namelijk het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;

Dat het op 5 december 2024 eveneens werd aangebracht op een duidelijk zichtbare plaats vóór de voormelde plaatsen;

Dat, per verzoekschrift van 28 december 2024 ; het Brussels Hoofdstedelijk Gewest bij de Raad van State een vordering tot schorsing en nietigverklaring heeft ingesteld van het politiebepsluit van 4 december 2024, uitgevaardigd door de burgemeester van Ukkel;

Dat het gemeentebestuur op 8 januari 2025 de ontvangst heeft bevestigd van dit verzoek tot nietigverklaring en schorsing dat bij de Raad van State werd ingediend door het Brussels Hoofdstedelijk Gewest (Brussel Mobiliteit), vertegenwoordigd door Charles-Henri de La Vallée Poussin, Timothy Baete, Victor Ghazouani en Josué Ngarukiyinka Habayo, tegen het politiebepsluit van 4 december 2024 uitgevaardigd door de burgemeester van Ukkel, waarbij “het plaatsen van bloembakken op 5 meter voor de verkeerslichten op het kruispunt van de Waterlooosesteenweg, de Vossendreef en de Oude Molenstraat, dat wil zeggen op de nummers 1346 en 1351 van de Waterlooosesteenweg, wordt bevolen binnen 24 uur na de inwerkingtreding van dit besluit”;

Overwegende dat het gemeentebestuur over een termijn van 15 dagen vanaf de datum van kennisgeving van het verzoek beschikt om de griffie van de Raad van State een nota van opmerkingen en het administratieve dossier van de zaak toe te zenden;

Dat het college van burgemeester en schepenen in zitting van 14 januari 2024 meester Kaiser heeft aangesteld om de belangen van de gemeente Ukkel te verdedigen in dit nieuwe geschil voor de Raad van State;

Wat de gerechtelijke procedure voor de rechtbank van eerste aanleg te Brussel betreft, heeft deze laatste op 10 januari 2025 een beschikking uitgevaardigd na de uitwisseling van memories tussen de partijen;

Dat de kortgedingrechter van de rechtbank van eerste aanleg te Brussel de zaak als hoogdringend heeft aangemerkt in de zin van artikel 584, lid 1, van het Gerechtelijk

Wetboek;

Dat de rechtbank het beroep van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest tegen de gemeente Ukkel ontvankelijk en gegrond verklaart in de mate zoals hierna bepaald;

Dat het politiebepaling van 4 december 2024 van de burgemeester van Ukkel onwettig wordt verklaard en, overeenkomstig artikel 159 van de Grondwet, buiten werking wordt gesteld ten aanzien van het Gewest;

Dat de rechtbank de gemeente gelast om de voorzieningen die het Gewest uiterlijk in oktober 2024 heeft aangebracht aan de nummers 1210 (en iets voor 1222), 1346-1348 en 1349-1351 van de Waterlooosesteenweg, in hun oorspronkelijke staat te herstellen;

Dat dit bevel impliceert, in het bijzonder, binnen 5 kalenderdagen na de betekening van dit bevel om:

- de bloembakken geïnstalleerd op 1346-1348 en 1349-1351 van de Waterlooosesteenweg te verwijderen en;
- de bloembakken die op deze twee plaatsen en op nummer 1210 (en iets voor nummer 1222) zijn vernield, te vervangen door identiek materiaal als het vernielde en ze op dezelfde plaatsen te plaatsen;

Dat de gemeente wordt bevolen om het bovenstaande te doen op straffe van een boete van 5.000 euro per dag vertraging, met een maximum van 500.000 euro;

Dat het de gemeente verboden is om, rechtstreeks of onrechtstreeks, zelf of met de hulp van een derde, alle door het Gewest en/of voor haar rekening op de Waterlooosesteenweg (en in het bijzonder, zonder dat deze opsomming limitatief is, op de nummers 1210-1222, 1346-1348, 1349-1351 van de Waterlooosesteenweg) geïnstalleerde voorzieningen of infrastructures te vernielen en/of te verwijderen en/of te vervangen, vanaf de betekeningdatum van onderhavige beschikking, op straffe van een dwangsom van 5.000 euro per overtreding van dit verbod, met een maximum van 500.000 euro;

Dat de tegenvordering van de gemeente tegen het Gewest ongegrond wordt verklaard;

Dat de gemeente de kosten van het geding ten laste dient te nemen, die door het Gewest worden vastgesteld op 2.519,62 euro (incl. de procedurele vergoeding);

Dat de gemeente 165 euro rolrechten verschuldigd is aan de Belgische Staat (FOD Financiën);

Overwegende dat de gemeente op 14 januari 2025 nog geen betekening van deze beschikking heeft ontvangen; dat het waarschijnlijk is dat deze in de nabije toekomst aan de gemeente zal worden betekend;

Gelet op het bovenstaande,

Beslist:

Kennis te nemen van de beschikking van de kamer van kort geding van de Franstalige rechtbank van eerste aanleg te Brussel van 10 januari 2025.

De eerste schepen legde in de commissie uit dat het verzoek om de urgentie was ingediend vanwege de tijd tussen het vonnis en de beslissing. Zij ging ervan uit dat de raad deze urgentie zou bekrachtigen. Het college stelde voor dat de raad de beschikking van de

kortgedingrechter zou aanvaarden, onverminderd een eventuele toekomstige betwisting ten gronde.

De burgemeester wijst erop dat de beslissing in de zaak van de bogen, uitgesproken op 10 januari, de gemeente gelastte om de bloembakken te verwijderen en de dropzones gemarkeerd door de fietsbogen te vervangen binnen 5 kalenderdagen na betekening van de beslissing, op straffe van een boete van € 5.000 per dag voor de betreffende locaties en € 50.000 per infrastructuur in de toekomst.

Het college heeft kennis genomen van de beslissing en aangezien het Gewest de gerechtelijke procedure heeft ingeleid, wenst het niet in beroep te gaan tegen het kort geding en vraagt het de raad zich erbij neer te leggen, ook al zijn bepaalde delen van de beslissing zeer twijfelachtig. Het college behoudt zich het recht voor om een volgende procedure ten gronde aan de raad voor te leggen om ervoor te zorgen dat de veiligheid van voetgangers in onze gemeente wordt gerespecteerd, aangezien het Gewest nog steeds niet in staat is om de dropzones naar behoren af te bakenen en te voorkomen dat ze overvol staan.

De beslissing is nog niet meegedeeld, aangezien het college contact heeft opgenomen met het Gewest om hen te informeren dat het de bogen heeft besteld en dat ze binnen de komende twee weken zullen worden vervangen. Er zijn dus geen dwangsommen nodig. Het gewest heeft hiermee ingestemd en de vervangingskosten bedragen € 4.500, wat, zoals de h. De Bock terecht opmerkte, het buitensporige karakter van dwangsommen aantoont

Er wordt aan herinnerd dat dit een kortgedingprocedure is, dus de beslissing is of er al dan niet sprake is van urgentie; de grond van de zaak komt niet aan bod. De rechtbank was dan ook van oordeel dat de beslissing om de dropzones te vervangen door bloembakken voor meer veiligheid op basis van een beslissing dat de burgemeester had uitgevaardigd voordat de procedure was ingeleid, onevenredig was. Op 9 september heeft Mobiel Brussel een pv gestuurd waarin wordt aangegeven dat de drie locaties volledig uit dropzones zullen bestaan. Mobiel Brussel betwist dit en zegt dat het slechts gedeeltelijk dropzones zullen zijn. Dit verandert helemaal niets want zodra er een dropzone is, dringen de deelvoertuigen alle ruimtes binnen, in sommige gevallen tot 10 meter rondom. Dit is bevestigd door Mobiel Brussel. Wie denkt dat particuliere fietseigenaars van deze infrastructuur kunnen profiteren, heeft het helaas mis. Je hoeft maar te kijken naar verschillende locaties in onze gemeente, waaronder Groene Jager, waar het tegenovergestelde waar is, en zelfs bijna alle dropzones. De rechtbank is van mening dat het aan de gemeente is om overvolle dropzones aan te pakken, zelfs op gewestwegen, en ze te laten verwijderen als ze een veiligheidsprobleem vormen. En daar zien we de grenzen van het kort geding: de rechtbank realiseert zich niet de omvang van het fenomeen en de ongewenste last die het legt op gemeentes. Er is nog een andere inconsistentie, aangezien de rechtvaardiging voor de urgentie is gebaseerd op het

veiliger maken van kruispunten en zebrapaden, terwijl er een dwangsom van € 50.000 is voorzien voor elke verwijdering van infrastructuur op gewestwegen, ongeacht waar deze zich op de weg bevindt. Een ander origineel aspect van het vonnis is dat een van de bogen per ongeluk lijkt te zijn verwijderd door het Gewest of door de gemeentediensten van een van de locaties, en de rechtbank ziet dit als het werk van een particulier die het voorbeeld van de burgemeester wilde volgen, zonder enig bewijs - wat het dubieuze en onserieuze karakter van bepaalde delen van deze beslissing aantoont.

Vanaf het begin, ruim voor en zelfs tijdens de procedure, heeft de burgemeester het gebrek aan dialoog van de kant van de gewestelijke autoriteiten betreurd, evenals het feit dat deze zaak via de rechter wordt behandeld. Het college heeft verschillende keren contact gezocht, maar tevergeefs. Het gewest heeft zich ongevoelig getoond voor een minnelijke oplossing van dit geschil.

Bijgevolg zal het college zich nu baseren op een tekst die zou kiezen voor een verbod op deze dropzones op gemeentelijk grondgebied of voor een belasting op deelsteps.

Het spijtige aan deze zaak is dat het college het Gewest al meer dan 5 jaar vraagt om zijn werk te doen op de gewestwegen, in het bijzonder de Waterlooosesteenweg, de Alsebergsesteenweg en de Winston Churchilllaan, namelijk de zebrapaden veiliger maken, waarvan sommige absoluut geen verlichting hebben en dus niet veilig zijn voor voetgangers. Beweren dat dit een fietsvijandige maatregel zou zijn, is natuurlijk absurd: in Fort-Jaco zijn er drie plaatsen voor fietsers, die niet verzadigd zijn, en die de gemeente heeft gesteund sinds er onder de vorige legislatuur 300 plaatsen voor fietsers werden aangelegd, maar op zo'n manier dat er zo weinig mogelijk parkeerplaatsen werden opgeheven.

Wat ook betreurenswaardig is, is dat het college het Gewest al 5 jaar vraagt om de omgeving te verfraaien. De Winston Churchilllaan, die een van de meest prestigieuze lanen in het gewest zou moeten zijn, verkeert in een deplorabele staat, met aan alle kanten naar beneden hangende draden, en hetzelfde geldt voor de Waterlooosesteenweg, waar niet minder dan 4 verschillende soorten palen staan en waar de inrichting van de ruimte verachtelijk is.

De h. Cools is van mening dat wat niet ernstig is, wat betreurenswaardig is, niet de uitspraak van de rechtbank is, maar het optreden van de burgemeester. Hij kondigde in de pers zeer uitgebreid aan dat hij de bogen verwijderde omdat ze parkeerplaatsen wegnamen en omdat er geen overleg was geweest met het Gewest.

Deze bogen nemen geen parkeerplaatsen weg; bovendien heeft de burgemeester gevraagd om bloembakken op de plaats van de bogen te plaatsen.

Er is al overleg geweest met het Gewest. De h. Cools heeft het dossier geraadpleegd: er zijn vergaderingen en talrijke briefwisselingen geweest tussen de gemeente en het Gewest en het Gewest heeft gedeeltelijk rekening gehouden met het verzet van de gemeente tegen de plaatsing van bepaalde bogen, aangezien het Gewest enkel bogen heeft geplaatst die geen parkeerplaatsen opheffen.

Bovendien heeft de burgemeester uitdrukkelijk gevraagd om na 13 oktober eventuele parkeervakken te plaatsen. Daarom heeft het Gewest ons na 13 oktober gecontacteerd om de installatie van deze bogen aan te kondigen.

De installatie van deze parkeervakken is niet gebaseerd op een beslissing van het college of een politiebepaling. Aangezien deze administratieve beslissingen niet zijn genomen, is er sprake van een inneming op een gewestweg.

Wie draagt de kosten? Het plaatsen van de bogen kost € 4.500 en ook het verwijderen ervan brengt kosten met zich mee. Zal de burgemeester deze kosten persoonlijk dragen en de gemeente vergoeden voor wat niet gedekt is door de juiste administratieve beslissingen?

In de documenten wordt melding gemaakt van een beroep van het Gewest bij de Raad van State tegen een besluit van de burgemeester van 4 december waarbij de plaatsing van bloembakken verplicht werd gesteld. Trekt het college dit politiebepaling in of niet?

De h. Cools is van mening dat het tijd is om deze zaak een halt toe te roepen, alle beroepen te laten vallen en de dialoog aan te gaan.

In punt 4 wordt de raad verzocht zich neer te leggen bij het vonnis van de kortgedingrechter van de Franstalige rechtbank van 10 januari, onverminderd een eventuele toekomstige betwisting ten gronde.

“Zich neerleggen bij het vonnis ” lijkt te betekenen dat we er niet tegen in beroep willen gaan. Betekent het tweede deel van de zin, “onverminderd een eventuele toekomstige betwisting”, dat het college niettemin overweegt om op een bepaald moment de procedure ten gronde voort te zetten?

Volgens de h. Cools is het weigeren van zones voor elektrische steps een vergissing. Dit vervoermiddel moet zo worden georganiseerd dat degenen die zich niet aan de spelregels houden worden gestraft, desnoods door hun steps weg te halen. Er zijn dropzones die heel goed werken in de gemeente.

De h. Tojerow wijst erop dat de PS-fractie er geen moeite mee heeft om te erkennen dat het coördineren van de verschillende vervoerswijzen in Ukkel een complexe uitdaging is. Maar het debat moet in een rustige sfeer plaatsvinden.

Wat zijn de totale kosten van dit project? Werd de vernietiging van de eerste parkeervakken uitgevoerd door de gemeentediensten of door een onderaannemer? Wat waren de kosten voor de aankoop en plaatsing van de bloembakken? Wat zijn de kosten van de juridische kosten? Hoeveel heeft het gekost om de 17 tot 20 vernielde bogen te vervangen?

Worden deze kosten gedekt door de gemeentebegroting?

Zijn de door de burgemeester uitgevaardigde politiebepalingen onderworpen aan juridische controle?

In een e-mail die vanmorgen naar alle raadsleden werd gestuurd, stelde een burger voor om een symbolische daad van verzoening te stellen wanneer de parkeervakken worden vervangen, om te laten zien dat alle vormen van vervoer welkom zijn in de gemeente. De h. Tojerow vindt dit een constructieve suggestie.

***Mevr. Duvieusart** zegt dat haar fractie blij is dat de discussie hervat kan worden, dat de dialoog hervat kan worden, maar vooral dat de toegangswegen tot dit kruispunt veiliger gemaakt kunnen worden en dat voorzieningen die zachte mobiliteit faciliteren en stimuleren zich verder kunnen ontwikkelen.*

Meer veiligheid is vooral nodig in Fort-Jaco, dat echt meer investeringen verdient, omdat dit gebied relatief weinig veranderd is in vergelijking met de rest van de gemeente.

Het "alles voor de auto"-beleid uit de jaren '60 lijkt nog steeds de openbare ruimte te domineren en de overtuigingen over het onvermijdelijke verband tussen naar de winkel gaan en met de auto reizen zijn hardnekkig.

In navolging van verschillende grote Europese steden begint Brussel stilaan te beseffen dat het de luchtkwaliteit moet beschermen door reizen te voet, met de fiets en met het openbaar vervoer te vergemakkelijken. Parijs, Londen en Kopenhagen hebben dit al langer begrepen. Voor de gezondheid van haar inwoners moet Brussel nog steeds vooruitgang boeken in deze richting.

Hoewel veel fietsers in Ukkel en Brussel zich verraden en teleurgesteld voelen door hun burgemeester, maakt GRACQ Uccle het beste van een slechte situatie en organiseert een bewakingsactie om fietsers te helpen boodschappen te doen in Fort-Jaco.

Mevr. Duvieusart verwacht dat er meer fietsbogen komen op de beschikbare plaatsen en dat automobilisten legaal kunnen parkeren op de plaatsen die voor hen gereserveerd zijn.

Het Gewest zou meer moeten investeren in de ontwikkeling van de Waterlooosesteenweg, door er groen aan te leggen en het comfort voor voetgangers te verbeteren door nieuwe zebrapaden aan te leggen tussen

Diesdelle en Fort-Jaco.

De h. De Bock betreft met name het gebrek aan overleg met de omwonenden door het gewestelijke bestuur.

De h. Junqué wijst erop dat de ecologen over het algemeen voorstander zijn van overleg.

Hij merkt op dat de fietsbogen vol zijn en dat er al jaren wachtlijsten zijn voor de fietsboxen. Hij concludeert dat het publiek voorstander is van meer fietsbogen.

De h. Sax vraagt of de mening van bewoners is gevraagd over het plaatsen van 3 fietsbogen in de Schoon Uitzichtlaan, waar alleen gebouwen met garages staan.

Hij benadrukt echter dat hij voorstander is van het plaatsen van fietsbogen.

De burgemeester wijst erop dat hij al meer dan 5 jaar oproept tot overleg. Maar om te overleggen moet je met twee zijn: er kan geen sprake zijn van echt overleg als een van de partijen zijn standpunt wil opdringen.

Het argument van de minister van Mobiliteit over ongevallen is betwistbaar aangezien ze in antwoord op een parlementaire vraag geen cijfer kon geven.

De burgemeester, die veel waarde hecht aan zachte mobiliteit, is niet tegen steps als zodanig maar vindt dat deelsteps, die in Parijs en Kopenhagen verboden zijn, een zeer vervuilend model zijn.

De eerste schepen antwoordt dat de juridische kosten momenteel iets meer dan €17.900 bedragen.

Wat een eventueel beroep bij de Raad van State betreft, onderzoeken we momenteel of het opportuun is om er een einde aan te maken door het besluit op te heffen of in te trekken.

Wat betreft de vraag "onverminderd een mogelijk toekomstig beroep ten gronde", gaat het er natuurlijk niet om de onwettigheid van het besluit te erkennen: we leggen ons neer bij het vonnis, we voeren het uit, er is geen sprake van dat we gedwongen worden de dwangsommen te betalen, maar de kern van het probleem blijft bestaan, aangezien deze dropzone blijft bestaan en we op andere plaatsen zeer dicht bij de weg kunnen zien dat het veiligheidsproblemen veroorzaakt. Als gevolg

daarvan moeten de burgemeester en het college mogelijk actie ondernemen met betrekking tot de kern van dit probleem. Het is dus geen kwestie van berusten inzake de grond van dit kort geding.

Wat de handel betreft, is het geval van deze dropzone zeer illustratief, aangezien het hier niet gaat om extra parkeerplaatsen voor fietsers maar om een dropzone voor deelvoertuigen.

Beslissingen van de gemeentelijke autoriteiten worden altijd juridisch getoetst.

De h. Cools verwijst naar het pv van een vergadering tussen de gemeente en het Gewest, waarin sprake is van een installatie na 13 oktober. Dit werd bevestigd in een brief van het Gewest van eind oktober en de gemeente heeft dit niet betwist.

Het dossier dat de h. Cools bij het bestuur heeft geraadpleegd, getuigt van de realiteit van het overleg: het Gewest heeft foto's van een veertigtal plaatsen opgestuurd, het college heeft over 37 ervan een negatief advies gegeven en het Gewest heeft slechts enkele van de 37 betrokken plaatsen geïnstalleerd, namelijk die waar geen parkeerplaatsen voor auto's werden opgeheven.

De h. Cools is duidelijk voorstander van overleg met de bewoners over een totaalplan.

De fractie Uccle en avant zal zich onthouden over de voorgestelde beraadslaging.

De h. Tojerow merkt op dat de meeste vernielde bogen voor privéfietsen zijn en niet voor dropzones en deelfietsen.

De h. De Bock merkt op dat de socialistische fractie zich veel minder zorgen maakt over de kosten van de procedures voor de belastingbetaler in Ukkel als het gaat om de eenzijdige sluiting van het Ter Kamerenbos door Brussel-Stad en haar socialistische burgemeester Philippe Close.

De Raad neemt kennis.

3 annexes / 3 bijlagen

Ordonnance du 10 janvier 2025.pdf, Citation en référé reçue 2.12.24.pdf, Recours au Conseil d'Etat.pdf

**Tribunal de première instance francophone de Bruxelles le 10 janvier 2025. –
Acquiescement à l’Ordonnance prononcée par le Tribunal de première instance
francophone de Bruxelles le 10 janvier 2025.**

Le Conseil,

Vu la citation à comparaître devant le Tribunal de première instance de Bruxelles (section francophone), statuant en référé, lors de l’audience du 6 décembre 2024 à 9h, réceptionnée ce 2 décembre 2024 par la commune d’Uccle ;

Considérant que cette citation a été déposée par la Région de Bruxelles-Capitale à l’encontre de la commune d’Uccle ;

Qu’elle énonce dans son exposé des faits que, dans le cadre de ses compétences de gestion de la voirie régionale et de sécurité routière, en ce compris de sécurisation des usagers faibles tels que les cyclistes, la Région de Bruxelles-Capitale a décidé de réaliser des aménagements de sécurisation de la chaussée de Waterloo sous la forme de dropzones devant accueillir des vélos/trottinettes/scooters partagés ;

Que selon les autorités régionales la mise en place de ces aménagements permettaient de supprimer des espaces de stationnement illégaux devant les numéros 1346-1348 et 1349-1351 de la chaussée de Waterloo ;

Que l’article 24 du Code de la Route dispose en effet qu’il est interdit de stationner sur la chaussée à moins de 5 mètres en amont d’un passage pour piétons et à moins de 20 mètres en amont d’un feu de circulation à un carrefour, ce qui n’était pas respecté ;

Que les aménagements envisagés par la Région se situant en amont d’un feu de signalisation placé à un carrefour et d’un passage pour piétons, aucune place de stationnement n’aurait théoriquement dû être supprimée, puisqu’aucun véhicule n’était autorisé à stationner entre la zone de livraison déjà existante et le feu de signalisation ;

Que compte tenu de l’objectif de sécurisation d’une voirie régionale, le retrait des aménagements matérialisant lesdites dropzones réalisés par la Région causerait un risque immédiat et sérieux de mise en danger des usagers faibles ;

Que le caractère urgent des demandes de la Région se justifie donc par le risque immédiat et réel d’un accident en raison d’un stationnement illégal sur les zones concernées, et ainsi de la visibilité réduite dont seraient victimes les usagers faibles empruntant tant les passages piétons que les infrastructures cyclables à proximité ;

Que la Région n’a donc eu d’autre choix, en sa qualité de gardien des voiries régionales et de la sécurité routière, de procéder à l’installation d’arceaux matérialisant des dropzones qui s’avéreraient suffisants pour empêcher le stationnement illégal sur les emplacements considérés ;

Que l’affaire doit être traitée à bref délai pour éviter toute conséquence préjudiciable à la Région et aux usagers faibles, en ce compris une atteinte à leur intégrité physique, de la chaussée de Waterloo;

Qu’en effet, la Région estime qu’il est urgent et impératif que les aménagements soient rétablis sans délai afin de faire respecter le Code de la route, et de permettre la sécurisation de la chaussée de Waterloo et plus particulièrement des piétons et cyclistes empruntant cet axe routier régional ;

Que la Région a demandé à ce qu’il soit:

1. Ordonné à la Commune de remettre dans leur pristin état les aménagements de la

Région de Bruxelles-Capitale détruits illégalement sans titre ni droit par la Commune d'Uccle sur la chaussée de Waterloo à hauteur des numéros 1346-1348, 1349-1351 et donc replacer les arceaux à vélo, sous peine d'astreintes d'un montant de 5.000,00 EUR par jour mis à se conformer à l'ordonnance à intervenir à partir de la signification de cette dernière;

2. interdit à la Commune de, directement ou indirectement, détruire et/ou désinstaller tout aménagement et infrastructures installés par la Région de Bruxelles-Capitale et/ou installés pour le compte de celle-ci sur la chaussée de Waterloo (et en particulier et sans que cette énumération soit limitative, à hauteur des numéros 1346-1348, 1349-1351), à dater de la signification de l'ordonnance à intervenir, sous peine d'astreintes de 50.000,00 EUR par infraction à cette interdiction ;

3. interdit à la Commune de, directement ou indirectement, remplacer les Aménagements par des emplacements de stationnement automobile sur la chaussée de Waterloo à hauteur des numéros 1346-1348, 1349-1351, à dater de la signification de l'ordonnance à intervenir, sous peine d'astreintes de 50.000,00 EUR par infraction à cette interdiction ;

Considérant qu'eu égard à ces éléments, il y a eu lieu de désigner un avocat afin de représenter les intérêts de la Commune dans ce contentieux ;

Que lors de sa séance de ce 3 décembre 2024, le Collège des Bourgmestre et Echevins a décidé de désigner Me Kaiser afin de défendre les intérêts de la Commune d'Uccle dans ce nouveau contentieux et, notamment, de la représenter à l'audience en référé devant le tribunal de première instance de Bruxelles prévue ce vendredi 6 décembre à 9h ;

Considérant qu'en date du 4 décembre 2024, le Bourgmestre a adopté un arrêté de police ordonnant le placement de bacs à fleurs sur les 5 mètres qui précèdent le feu de signalisation situé à l'intersection de la Chaussée de Waterloo, de la drève des Renards et de la vieille rue du Moulin et donc à hauteur des numéros 1346 et 1351 de la Chaussée de Waterloo et ce, endéans les 24h de l'entrée en vigueur du présent arrêté ;

Que cet arrêté a été notifié le 4 décembre 2024 par courrier recommandé et par courriel au gestionnaire de la voirie concerné, à savoir la région de Bruxelles-Capitale ;

Qu'il a également été apposé devant les emplacements susmentionnés en un endroit bien visible en date du 5 décembre 2024 ;

Que par une requête du 28 décembre 2024, la Région de Bruxelles-Capitale a introduit devant le Conseil d'Etat un recours en suspension et en annulation contre l'arrêté de police du 4 décembre 2024 de Monsieur le Bourgmestre d'Uccle ;

Qu'en date du 8 janvier 2025, l'administration communale a accusé réception de cette requête en annulation et demande en suspension introduite devant le Conseil d'Etat par la région de Bruxelles-Capitale (Bruxelles Mobilité), représenté par Mes Charles-Henri de La Vallée Poussin, Timothy Baete, Victor Ghazouani et Josué Ngarukiyinka Habayo, à l'encontre de l'arrêté de police du Bourgmestre de la commune d'Uccle du 4 décembre 2024, ordonnant « le placement de bacs à fleurs sur les 5 mètres qui précèdent le feu de signalisation situé à l'intersection de la Chaussée de Waterloo, de la drève des Renards et de la vieille rue du Moulin et donc à hauteur des numéros 1346 et 1351 de la Chaussée de Waterloo et ce, endéans les 24h de l'entrée en vigueur du présent arrêté » ;

Considérant que l'administration communale dispose d'un délai de 15 jours à dater de la notification de la demande pour faire parvenir au Greffe du Conseil d'Etat une note d'observations ainsi que le dossier administratif de l'affaire ;

Que lors de sa séance du 14 janvier 2025, le Collège des Bourgmestre et Echevins a désigné Me Kaiser afin de défendre les intérêts de la Commune d'Uccle dans ce nouveau contentieux devant le Conseil d'Etat ;

Qu'en ce qui concerne la procédure judiciaire devant le Tribunal de première instance de Bruxelles, ce dernier a rendu une Ordonnance le 10 janvier 2025, suite à l'échange de conclusions ayant eu lieu entre les parties ;

Que la chambre des référés du Tribunal de première instance de Bruxelles décrète que l'urgence au sens de l'article 584, al. 1, du Code judiciaire, est admise ;

Que le Tribunal déclare l'action de la Région de Bruxelles-Capitale formée contre la Commune d'Uccle recevable et fondée dans la mesure précisée ci-dessous ;

Que l'arrêté de police du 4 décembre 2024 du Bourgmestre d'Uccle est constaté illégal et, conformément à l'article 159 de la Constitution, est dit dépourvu d'effet vis-à-vis de la Région ;

Que le Tribunal ordonne à la Commune de remettre dans leur état initial les aménagements réalisés au plus tard en octobre 2024 par la Région à hauteur des numéros 1210 (et un peu avant le 1222), 1346-1348 et 1349-1351 de la chaussée de Waterloo ;

Que cette injonction implique notamment, dans un délai de 5 jours calendrier suivant la signification de l'ordonnance en question de :

1. retirer les bacs à fleurs installés à hauteur des numéros 1346-1348 et 1349-1351 de la chaussée de Waterloo et de ;

2. remplacer les aménagements détruits à ces deux endroits et à hauteur du numéro 1210 (et un peu avant le numéro 1222) par des équipements identiques à ceux détruits et de les placer aux mêmes endroits ;

Que la Commune est condamnée à faire ce qui précède sous peine d'une astreinte de 5.000 euros par jour de retard, avec un maximum de 500.000 euros ;

Qu'il est fait interdiction à la commune de, directement ou indirectement, par elle-même ou en donnant son concours à un tiers, détruire et/ou désinstaller et/ou remplacer tout aménagement ou infrastructure installés par la Région et/ou pour le compte de celle-ci sur la chaussée de Waterloo (et en particulier, sans que cette énumération soit limitative, à hauteur des numéros 1210-1222, 1346-1348, 1349-1351 de la chaussée de Waterloo), à dater de la signification de la présente ordonnance, sous peine d'une astreinte de 50.000 euros par violation de cette interdiction, avec un maximum de 500.000 euros ;

Que l'action reconventionnelle formée par la Commune contre la Région est rejetée comme non fondée ;

Que la Commune doit prendre en charge les dépens de la procédure, fixés dans le chef de la Région à 2.519,62 euros (indemnité de procédure comprise) ;

Que la Commune est redevable de 165 euros envers l'Etat belge (SPF Finances) en termes de droit de mise au rôle ;

Considérant que l'Ordonnance du président du Tribunal de première instance francophone de Bruxelles du 10 janvier 2025 n'a pas encore été signifiée à la Commune ;

Considérant qu'après conseils pris auprès de Me Kaiser, il est opportun de renoncer irrévocablement à faire appel de l'Ordonnance du président du Tribunal de première

instance francophone de Bruxelles du 10 janvier 2025 (24/484/C) ;

Que l'administration communale se réserve le droit, le cas échéant, de faire valoir ses prétentions dans le cadre d'une nouvelle action en référé, si la situation en fait sur les lieux litigieux ou ailleurs devait le justifier, ou par le biais d'une action au fond ;

Que l'acquiescement à l'Ordonnance précitée du 10 janvier 2025 est dès lors faite sans préjudice d'une éventuelle contestation future quant au fond ;

Que s'agissant de la remise des choses dans leur pristin état et spécifiquement du remplacement des arceaux, notre commune est en contact direct avec le directeur général de Bruxelles mobilité qui a marqué son accord sur les modalités de remplacement ;

Qu'eu égard à ce qui précède, il convient que la Commune verse à la Région le montant des dépens correspondant à une somme de 2.519,62 euros ;

Vu l'urgence découlant de la situation actuelle ;

Considérant ces éléments,

Décide :

d'acquiescer à l'Ordonnance de la chambre des référés du Tribunal de première instance francophone de Bruxelles prononcée le 10 janvier 2025, sans préjudice d'une éventuelle contestation future quant au fond.

Le Conseil approuve le point.

37 votants : 27 votes positifs, 10 abstentions.

Abstentions : Eric Sax, Marc Cools, Leïla Kabachi, Alexandre Meeus, Jérémie Tojerow, Yassine Assal, Buss Walter, Patricia Nagelmackers, Eric Mercenier, Mavinga-Wumba Cathy.

De hoogdringendheid werd gevraagd en unaniem aangenomen. - Brussel Mobiliteit - Verwijdering van zachte mobiliteitsvoorzieningen - Dagvaarding in kort geding voor de rechtbank van eerste aanleg te Brussel. - Beschikking van de Franstalige rechtbank van eerste aanleg van Brussel van 10 januari 2025. – Instemming met de beschikking van de Franstalige rechtbank van eerste aanleg van Brussel van 10 januari 2025.

De raad,

Gelet op de dagvaarding om te verschijnen voor de rechtbank van eerste aanleg van Brussel (Franstalige afdeling), uitspraak in kort geding, op de zitting van 6 december 2024 om 9 uur, ontvangen op 2 december 2024 door de gemeente Ukkel;

Overwegende dat deze dagvaarding werd ingediend door het Brussels Hoofdstedelijk Gewest tegen de gemeente Ukkel;

Dat het in zijn uiteenzetting van de feiten stelt dat het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, in het kader van zijn bevoegdheden inzake het beheer van de gewestwegen en de verkeersveiligheid, met inbegrip van de veiligheid van kwetsbare weggebruikers zoals fietsers, heeft beslist om de Waterlooosesteenweg veiliger te maken in de vorm van dropzones voor deelfietsen/steps;

Dat, volgens de gewestelijke autoriteiten, dankzij de aanleg van deze voorzieningen de illegale parkeerplaatsen voor de nummers 1346-1348 en 1349-1351 op de Waterlooosesteenweg konden worden opgeheven;

Dat artikel 24 van de wegcode bepaalt dat het verboden is op de rijbaan te parkeren op minder dan 5 meter vóór een voetgangersoversteekplaats en op minder dan 20 meter vóór een verkeerslicht op een kruispunt, wat niet werd gerespecteerd;

Aangezien de door het gewest geplande voorzieningen zich vóór een verkeerslicht op een kruispunt en een voetgangersoversteekplaats bevinden en er theoretisch geen parkeerplaatsen zouden moeten worden opgeheven, aangezien geen enkel voertuig tussen de bestaande afleveringszone en het verkeerslicht mag parkeren;

Aangezien, gelet op de doelstelling om een gewestweg veiliger te maken, het opheffen van de door het Gewest gecreëerde dropzones een onmiddellijk en ernstig gevaar voor de zwakke weggebruiker oplevert;

Aangezien het dringende karakter van de verzoeken van het Gewest bijgevolg gerechtvaardigd wordt door het onmiddellijke en reële risico op een ongeval ten gevolge van illegaal parkeren in de betrokken zones, en dus door de verminderde zichtbaarheid die zou worden ondervonden door zwakke weggebruikers die zowel de voetgangersoversteekplaatsen als de nabijgelegen fietspaden gebruiken;

Aangezien het Gewest bijgevolg geen andere keuze had dan als beheerder van de gewestwegen en de verkeersveiligheid dropzones aan te leggen die voldoende zouden blijken om het illegaal parkeren in de betrokken zones te verhinderen;

Aangezien deze kwestie zo snel mogelijk moet worden opgelost om te vermijden dat het Gewest en de zwakke weggebruikers van Waterlooosesteenweg nadeel ondervinden, zelfs lichamelijk letsel;

Dat het gewest van oordeel is dat de voorzieningen dringend en absoluut onverwijld moeten worden hersteld om de naleving van de wegcode te garanderen en de Waterlooosesteenweg veiliger te maken, met name voor voetgangers en fietsers die deze gewestweg gebruiken;

Aangezien het Gewest heeft verzocht:

- de gemeente te belasten de voorzieningen van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest die door de gemeente Ukkel onwettig en zonder titel of recht zijn vernield op de Waterlooosesteenweg ter hoogte van de nummers 1346-1348, 1349-1351, in hun oorspronkelijke staat te herstellen en bijgevolg de fietsbogen terug te plaatsen, op straffe van een dwangsom van 5.000,00 EUR per dag om gevolg te geven aan de beschikking vanaf de betekeningsdatum ervan;

- verbiedt de gemeente om, vanaf de betekeningsdatum van de op te leggen beschikking, rechtstreeks of onrechtstreeks alle door het Brussels Hoofdstedelijk Gewest en/of voor zijn rekening geplaatste voorzieningen en infrastructuur op de datum Waterlooosesteenweg (en in het bijzonder, zonder dat deze opsomming limitatief is, op de nummers 1346-1348, 1349-1351) te vernielen en/of te verwijderen, op straffe van een dwangsom van 50.000,00 EUR per overtreding van dit verbod;

- de gemeente te verbieden om, direct of indirect, de voorzieningen te vervangen door parkeerplaatsen op de Waterlooosesteenweg ter hoogte van de nummers 1346-1348, 1349-1351, vanaf de betekeningsdatum van de op te leggen beschikking, op straffe van betaling van een dwangsom van 50 000,00 EUR per overtreding van dit verbod;

Overwegende dat het gelet op deze elementen noodzakelijk was een advocaat aan te stellen om de belangen van de gemeente in dit geschil te verdedigen;

Overwegende dat het college van burgemeester en schepenen in zitting van 3

december 2024 heeft besloten meester Kaiser aan te stellen om de belangen van de gemeente Ukkel in dit nieuwe geschil te verdedigen en in het bijzonder om haar te vertegenwoordigen op de zitting in kort geding voor de rechtbank van eerste aanleg te Brussel, gepland is op vrijdag 6 december om 9 uur;

Overwegende dat de burgemeester op 4 december 2024 een politiebepsluit heeft uitgevaardigd waarbij de plaatsing van bloembakken op 5 meter voor de verkeerslichten op het kruispunt van de Waterlooosesteenweg, de Vossendreef en de oude Molenstraat, en dus ter hoogte van de nummers 1346 en 1351 van de Waterlooosesteenweg, wordt bevolen binnen 24 uur na de inwerkingtreding van dit besluit;

Dat dit besluit op 4 december 2024 werd betekend per aangetekend schrijven en per e-mail aan de betrokken wegbeheerder, namelijk het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;

Dat het op 5 december 2024 eveneens werd aangebracht op een duidelijk zichtbare plaats vóór de voormelde plaatsen;

Dat, per verzoekschrift van 28 december 2024 ; het Brussels Hoofdstedelijk Gewest bij de Raad van State een vordering tot schorsing en nietigverklaring heeft ingesteld van het politiebepsluit van 4 december 2024, uitgevaardigd door de burgemeester van Ukkel;

Dat het gemeentebestuur op 8 januari 2025 de ontvangst heeft bevestigd van dit verzoek tot nietigverklaring en schorsing dat bij de Raad van State werd ingediend door het Brussels Hoofdstedelijk Gewest (Brussel Mobiliteit), vertegenwoordigd door Charles-Henri de La Vallée Poussin, Timothy Baete, Victor Ghazouani en Josué Ngarukiyinka Habayo, tegen het politiebepsluit van 4 december 2024 uitgevaardigd door de burgemeester van Ukkel, waarbij “het plaatsen van bloembakken op 5 meter voor de verkeerslichten op het kruispunt van de Waterlooosesteenweg, de Vossendreef en de Oude Molenstraat, dat wil zeggen op de nummers 1346 en 1351 van de Waterlooosesteenweg, wordt bevolen binnen 24 uur na de inwerkingtreding van dit besluit”;

Overwegende dat het gemeentebestuur over een termijn van 15 dagen vanaf de datum van kennisgeving van het verzoek beschikt om de griffie van de Raad van State een nota van opmerkingen en het administratieve dossier van de zaak toe te zenden;

Dat het college van burgemeester en schepenen in zitting van 14 januari 2024 meester Kaiser heeft aangesteld om de belangen van de gemeente Ukkel te verdedigen in dit nieuwe geschil voor de Raad van State;

Wat de gerechtelijke procedure voor de rechtbank van eerste aanleg te Brussel betreft, heeft deze laatste op 10 januari 2025 een beschikking uitgevaardigd na de uitwisseling van memories tussen de partijen;

Dat de kortgedingrechter van de rechtbank van eerste aanleg te Brussel de zaak als hoogdringend heeft aangemerkt in de zin van artikel 584, lid 1, van het Gerechtelijk Wetboek;

Dat de rechtbank het beroep van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest tegen de gemeente Ukkel ontvankelijk en gegrond verklaart in de mate zoals hierna bepaald;

Dat het politiebepsluit van 4 december 2024 van de burgemeester van Ukkel onwettig wordt verklaard en, overeenkomstig artikel 159 van de Grondwet, buiten werking wordt gesteld ten aanzien van het Gewest;

Dat de rechtbank de gemeente gelast om de voorzieningen die het Gewest uiterlijk in oktober 2024 heeft aangebracht aan de nummers 1210 (en iets voor 1222), 1346-1348 en 1349-1351 van de Waterlooosesteenweg, in hun oorspronkelijke staat te herstellen;

Dat dit bevel impliceert, in het bijzonder, binnen 5 kalenderdagen na de betekening van de beschikking in kwestie om:

- de bloembakken geïnstalleerd op 1346-1348 en 1349-1351 van de Waterlooosesteenweg te verwijderen en;
- de bloembakken die op deze twee plaatsen en op nummer 1210 (en iets voor nummer 1222) zijn vernield, te vervangen door identiek materiaal als het vernielde en ze op dezelfde plaatsen te plaatsen;

Dat de gemeente wordt bevolen om het bovenstaande te doen op straffe van een boete van 5.000 euro per dag vertraging, met een maximum van 500.000 euro;

Dat het de gemeente verboden is om, rechtstreeks of onrechtstreeks, zelf of met de hulp van een derde, alle door het Gewest en/of voor haar rekening op de Waterlooosesteenweg (en in het bijzonder, zonder dat deze opsomming limitatief is, op de nummers 1210-1222, 1346-1348, 1349-1351 van de Waterlooosesteenweg) geïnstalleerde voorzieningen of infrastructures te vernielen en/of te verwijderen en/of te vervangen, vanaf de betekeningdatum van onderhavige beschikking, op straffe van een dwangsom van 5.000 euro per overtreding van dit verbod, met een maximum van 500.000 euro;

Dat de tegenvordering van de gemeente tegen het Gewest ongegrond wordt verklaard;

Dat de gemeente de kosten van het geding ten laste dient te nemen, die door het Gewest worden vastgesteld op 2.519,62 euro (incl. de procedurele vergoeding);

Dat de gemeente 165 euro rolrechten verschuldigd is aan de Belgische Staat (FOD Financiën);

Overwegende dat de beschikking van de Franstalige rechtbank van eerste aanleg van Brussel van 10 januari 2025 nog niet aan de gemeente betekend is;

Overwegende dat het na advies ingewonnen te hebben bij meester Kaiser wenselijk is onherroepelijk af te zien van beroep aan te tekenen tegen de beschikking van de voorzitter van de Franstalige rechtbank van eerste aanleg van Brussel van 10 januari 2025 (24/484/C);

Dat het gemeentebestuur zich het recht voorbehoudt om zich desgevallend te doen gelden in het kader van een nieuwe zaak in kort geding, indien de feitelijke toestand op de betwiste plaatsen of elders het rechtvaardigt, of door middel van een vordering in de hoofdzaak;

Dat de instemming met de voornoemde beschikking van 10 januari 2025 bijgevolg tot stand komt onverminderd een eventuele toekomstige betwisting van de hoofdzaak ;

Dat aangezien het gaat om de herstelling van de zaken in hun oorspronkelijke toestand en specifiek over de terugplaatsing van de bogen de gemeente rechtstreeks in contact staat met de algemeen directeur van Brussel Mobiliteit, die zijn goedkeuring verleend heeft aan de terugplaatsingsmodaliteiten;

Dat de gemeente gezien het voorgaande aan het gewest het bedrag van de uitgaven moet storten, dat overeenkomt met een som van 2.519,62 euro;

Gelet op de hoogdringendheid die voortvloeit uit de huidige toestand;

Overwegende deze elementen;

Beslist:

In te stemmen met de beschikking van de kamer van kort geding van de Franstalige rechtbank van eerste aanleg van Brussel van 10 januari 2025, onverminderd een eventuele toekomstige betwisting van de hoofdzaak.

De Raad keurt het punt goed.

37 stemmers : 27 positieve stemmen, 10 onthoudingen.

Onthoudingen : Eric Sax, Marc Cools, Leïla Kabachi, Alexandre Meeus, Jérémie Tojerow, Yassine Assal, Buss Walter, Patricia Nagelmackers, Eric Mercenier, Mavinga-Wumba Cathy.

2 annexes / 2 bijlagen

Ordonnance du 10 janvier 2025.pdf, Citation en référé reçue 2.12.24.pdf

DÉPARTEMENT AFFAIRES CULTURELLES ET RÉCRÉATIVES - DEPARTEMENT CULTURELE EN RECREATIEVE ZAKEN

Parascolaire - Bijschoolse activiteiten

23.01.2025/A/0006 **A.S.B.L. Le Parascolaire d'Uccle.- Rapport d'évaluation et ses annexes.**

Le Conseil,

Vu l'Ordonnance du 5 juillet 2018 relative aux modes spécifiques de gestion communale et à la coopération intercommunale ; notamment les articles 38 à 40 de cette Ordonnance;

Vu la Convention de gestion approuvée par le Conseil en sa séance du 16 décembre 2021 et signée entre la Commune et l'ASBL le Parascolaire d'Uccle, ASBL communale au sens de l'ordonnance du 5 juillet 2018 susmentionnée, le 21 février 2022;

Vu que l'Ordonnance dispose à son article 39, § 2 que la Convention et son exécution sont évaluées chaque année sur base d'un rapport écrit par le Conseil communal en présence du président du Conseil d'administration de l'ASBL ou de son représentant;

Vu l'article 27 de la Convention disposant que « Le rapport d'évaluation est rédigé sur base des tâches et des missions reprises aux articles 6 et 7 de la convention de gestion ainsi que sur base, au minimum, des indicateurs suivants :

- le budget de l'ASBL relatif à l'exercice évalué;
- les comptes annuels de l'ASBL relatifs à l'exercice évalué;
- le budget prévisionnel afférent à l'exercice suivant;
- le rapport d'activité;
- le procès-verbal de l'assemblée générale approuvant les comptes annuels et le budget prévisionnel;
- le cas échéant, les tarifs appliqués tant aux membres qu'aux personnes n'étant pas membre de l'ASBL;
- le cas échéant, le planning des occupations des bâtiments de la Commune »;

Vu ces articles 6 et 7 résumant les missions de l'ASBL telles que reprises dans les statuts;

Considérant que l'ASBL a remis, le 16 décembre 2024, son rapport d'évaluation relatif à l'année 2023 au Secrétariat central de la Commune contre réceptionné;
Considérant que, conformément à l'article 28 de la Convention, le Collège des Bourgmestre et échevins a inscrit ce point à l'ordre du jour du prochain Conseil soit à la séance de ce jour et a invité le président du Conseil d'administration, ou son représentant, à y être présent et ce, dans les délais prévus par la Convention;
Considérant que ce rapport d'évaluation est conforme aux objectifs qui lui sont fixés par la Convention de gestion;

Considérant que ce rapport d'évaluation contient dans ses annexes les comptes 2023 ainsi que le budget 2024 telles qu'approuvés par l'Assemblée Générale de l'ASBL,

Décide :

- d'approuver le rapport d'évaluation 2023 de l'ASBL le Parascolaire d'Uccle en annexe;
- de prendre connaissance des comptes 2023 et du budget 2024 de l'ASBL tels que joints en annexe du rapport d'évaluation.

Le Conseil approuve le point.

37 votants : 37 votes positifs.

V.Z.W. Le Parascolaire d'Uccle.- Evaluatieverslag en de bijlagen.

De Raad,

Gelet op de ordonnantie van 5 juli 2018 betreffende de specifieke gemeentelijke bestuursvormen en de samenwerking tussen gemeenten, en meer bepaald artikels 38 tot 40 van deze ordonnantie;

Gelet op de beheersovereenkomst goedgekeurd door de raad in zitting van 16 december 2021 en ondertekend tussen de gemeente en vzw le Parascolaire d'Uccle, een gemeentelijke vzw in de zin van bovenvermelde ordonnantie van 5 juli 2018, op 21 februari 2022;

Aangezien artikel 39, § 2 van de ordonnantie bepaalt dat de overeenkomst en de uitvoering ervan elk jaar worden geëvalueerd op basis van een schriftelijk verslag van de gemeenteraad in aanwezigheid van de voorzitter van de raad van bestuur van de vzw of zijn vertegenwoordiger;

Aangezien artikel 27 het volgende bepaalt : "Het evaluatieverslag wordt opgesteld op basis van de taken en opdrachten die in artikels 6 en 7 van deze overeenkomst zijn omschreven en op basis van ten minste de volgende indicatoren:

- de begroting van de VZW voor het begrotingsjaar dat wordt geëvalueerd;
- de jaarrekeningen van de VZW voor het begrotingsjaar dat wordt geëvalueerd;
- de voorlopige begroting voor het volgende begrotingsjaar;
- het activiteitenverslag;

- het proces-verbaal van de algemene vergadering waarin de jaarrekeningen en de voorlopige begroting worden goedgekeurd;

- desgevallend de tarieven zowel voor leden als niet-leden van de VZW; desgevallend de planning van de bezetting van de gebouwen van de Gemeente.";

Gelet op deze artikels 6 en 7 die de opdrachten van de vzw zoals bepaald in de statuten samenvatten;

Overwegende dat de vzw op 16 december 2024 haar evaluatieverslag met betrekking tot het jaar 2023 tegen ontvangstbewijs heeft overgemaakt aan het centraal secretariaat van de gemeente;

Overwegende, overeenkomstig artikel 28 van de overeenkomst, dat het college van burgemeester en schepenen dit punt op de agenda van de volgende raad heeft gezet en de voorzitter van de raad van bestuur, of zijn vertegenwoordiger, heeft opgeroepen voor deze raad op binnen de in de overeenkomst vastgestelde termijnen;

Overwegend dat dit evaluatieverslag voldoet aan de doelstellingen die zijn vastgelegd in de beheersovereenkomst;

Overwegende dat dit evaluatierapport in zijn bijlagen de rekeningen 2023 en de begroting 2024 bevat zoals goedgekeurd door de algemene vergadering van de

vzw,

Beslist :

- zijn goedkeuring te verlenen aan het bijgevoegde evaluatieverslag 2023 van vzw le Parascolaire d'Uccle;
- kennis te nemen van de jaarrekening 2022 en de begroting 2023 van de vzw zoals toegevoegd in de bijlage van de evaluatieverslag.

De Raad keurt het punt goed.

37 stemmers : 37 positieve stemmen.

8 annexes / 8 bijlagen

Annexe - PV AG 25 novembre 2024 et 24 juin 2024.pdf, Annexe - Planning des occupations et tarifs.pdf, Annexe - Comptes et budgets prévisionnels.pdf, Annexe - Rapport d'activité.pdf, Annexe - Calendrier des activités.pdf, Annexe - Comptes 2023.pdf, Annexe - PV AG 25 novembre 2024.pdf, Rapport d'évaluation.pdf

DÉPARTEMENT AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE ET POLITIQUE FONCIÈRE - DEPARTEMENT RUIMTELIJKE ORDENING EN GRONDBELEID

Propriétés communales - Gemeente-eigendommen

23.01.2025/A/0007 **Propriétés communales : Bâtiment rue des Fidèles, 32 (Voirie) : occupation précaire et temporaire d'une partie du rez-de-chaussée par l'association de fait « Chats errants de Forest et d'Uccle »**

Le Conseil,

Vu la nouvelle loi communale et notamment les articles 117 et 232 ;

Considérant que le bâtiment précédemment occupé par la voirie rue des Fidèles est désormais inoccupé ;

Considérant que plusieurs projets pour la réhabilitation des lieux sont en cours d'étude ;

Considérant que l'association de fait « Chats errants de Forest et d'Uccle » a contacté le Service des Propriétés communales compte tenu du fait qu'elle cherchait de toute urgence un lieu pour pouvoir stériliser les chats errants ;

Qu'un espace de 20 m² avec un point d'eau suffit ;

Qu'un tel espace est disponible dans le bâtiment sis rue des Fidèles, 32 ;

Que l'association de fait « Chats errants de Forest et d'Uccle » s'acquittera d'une redevance mensuelle de 35,00€ pour le paiement des charges (eau, gaz et électricité) ;

Considérant que la stérilisation des chats est une obligation et une nécessité et que cette intervention permet de limiter la surpopulation ;

Qu'une convention précaire et temporaire prenant cours le 1^{er} février 2025 pourrait être signée par les représentantes de l'association ;

Sur la proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins.

Décide

D'autoriser la mise à disposition d'une partie du rez-de-chaussée (voir plan annexé) du bâtiment sis rue des Fidèles, 32 à l'association de fait « Chats errants de Forest et d'Uccle » représentée par Mesdames Dominique Van Leemput, domiciliée avenue Stuart Merrill, 47 à 1190 Forest et Karine Ghysbrecht domiciliée avenue de Fré, 7 à 1180 Uccle ;

D'approuver la convention d'occupation précaire d'une année renouvelable, en sa faveur, aux conditions suivantes : redevance forfaitaire de 35,00€/mois pour les charges (chauffage/eau/électricité), résiliation possible moyennant un délai de préavis d'un mois.

Le Conseil approuve le point.

37 votants : 37 votes positifs.

Gemeente-eigendommen: gebouw Gelovigenstraat 32 (Wegen): preciaire en tijdelijke bezetting van een deel van de gelijkvloerse verdieping door feitelijke vereniging "Chats errants de Forest et d'Uccle"

De raad,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet en in het bijzonder artikel 117 en 232;

Overwegende dat het gebouw in de Gelovigenstraat dat vroeger gebruikt werd door de Wegendienst voortaan leegstaat;

Overwegende dat er meerdere projecten voor de herstelling van de plaatsen bestudeerd worden ;

Overwegende dat feitelijke vereniging "Chats errants de Forest et d'Uccle" contact opgenomen heeft met de dienst Gemeente-eigendommen aangezien ze hoogdringend een plaats zoekt om zwerfkatten te kunnen steriliseren;

Dat een ruimte van 20 m² met een tappunt volstaat;

Dat een dergelijke ruimte beschikbaar is in het gebouw in de Gelovigenstraat 32;

Dat feitelijke vereniging "Chats errants de Forest et d'Uccle" een maandelijkse retributie van € 35,00 zal betalen voor de lasten (water, gas en elektriciteit);

Overwegende dat de sterilisatie van katten een verplichting en een noodzaak is en dat deze handeling het mogelijk maakt de overbevolking te beperken;

Dat er een precaire en tijdelijke overeenkomst die aanvangt op 1 februari 2025 ondertekend zou kunnen worden door de vertegenwoordigsters van de vereniging;

Op voorstel van het college van burgemeester en schepenen,

Beslist:

De terbeschikkingstelling van een deel van de gelijkvloerse verdieping (zie bijgevoegd plan) van het gebouw in de Gelovigenstraat 32 aan feitelijke vereniging "Chats errants de Forest et d'Uccle", vertegenwoordigd door mevrouw Dominique Van Leemput, woonachtig Stuart Merrillaan 47 te 1190 Vorst, en mevrouw Karine Ghysbrecht, woonachtig De Frélaan 7 te 1180 Ukkel, toe te staan;

De precaire gebruiksovereenkomst met een duur van een jaar, verlengbaar, hiervoor goed te keuren op de volgende voorwaarden: forfaitaire retributie van € 35,00/maand voor de lasten (verwarming/water/elektriciteit), opzegging mogelijk met een opzegtermijn van een maand.

De Raad keurt het punt goed.
37 stemmers : 37 positieve stemmen.

3 annexes / 3 bijlagen

2025 convention chats errant local voirie_nl.pdf, plan annexe pour chats errants.pdf, 2025 convention chats errant local voirie.pdf

23.01.2025/A/0008 **Projet d'installation d'un point « Cash » de distribution automatique de billets de banque dans une partie du complexe omnisports sis Place de Saint-Job.-
Approbation du contrat de bail commercial.**

Le Conseil,

Vu la nouvelle loi communale, spécialement l'article 232 ;

Vu la délibération n° 016/15.12.2022/A/0056 du 15 décembre 2022, par laquelle le Conseil communal a adopté, face au projet du secteur bancaire de diminuer de moitié le nombre de distributeurs, une motion par laquelle il a notamment été demandé au Collège de prendre toutes les actions possibles afin de garantir à tous les citoyens un accès facile à l'argent liquide ;

Considérant la fermeture des distributeurs de billets de banque dans le secteur de la place Saint-Job, depuis plusieurs mois ;

Considérant que la Place Saint-Job est au cœur d'un quartier commerçant dense, pour lequel il y a un besoin de conserver un point « Cash » ;

Considérant qu'eu égard à ce qui précède, l'installation d'un point « Cash » Bancontact dans ce quartier commerçant très fréquenté, permettant notamment aux

citoyens d'accéder à de l'argent liquide et d'en déposer, relève d'une mission d'intérêt général;

Considérant que le complexe omnisports de Saint-Job comprend l'ancien bâtiment rénové, en façade avant, et la salle de sports construite à l'arrière de celui-ci ;

Considérant la volonté d'implanter un point « Cash » de distribution de billets de banque à côté de l'entrée principale, dans une partie de l'aile droite (actuellement fermée sur l'extérieur par une ancienne porte de garage) du bâtiment avant, vu de face depuis la place Saint-Job, sur une surface d'environ 42 m² ;

Que cet espace comprendrait l'espace de self-service, l'espace dédié aux terminaux bancaires électroniques (bunker), un sas d'accès et une entrée latérale séparée ;

Vu la délibération n°016/30.11.2023/A/0009 du 30 novembre 2023, par laquelle le Conseil communal a décidé de désaffecter préalablement du domaine public une portion d'environ 42 m², partie de la parcelle cadastrée 2e division, section D, anciennement sous le numéro 411 P (terrain), actuellement cadastrée (parcelle bâtie) sous le numéro 411 X, destinée comme salle omnisports, en vue d'y implanter un point « Cash » de distribution de billets de banque ;

Considérant qu'en vue de réaliser le projet exposé ci-avant et compte tenu de la désaffectation de la portion concernée du domaine public vers le domaine privé, il a semblé opportun de recourir à un instrument juridique de droit commun et, en l'espèce, à un bail commercial ;

Que dans un souci d'égalité et de transparence, un courrier a été envoyé par courrier recommandé et par email aux établissements bancaires présents sur le territoire de la Commune d'Uccle ;

Que par ce courrier de prise de contact, les établissements bancaires ont été informés du projet de la Commune d'Uccle d'installer un distributeur de billets dans le complexe sportif situé Place de Saint-Job ; qu'il était précisé que la volonté de la Commune était de mettre un espace situé dans ledit complexe sportif à disposition d'un établissement bancaire et ce, moyennant notamment paiement d'un loyer ; que les établissements bancaires intéressés par ce projet étaient invités à en faire part à la Commune dans un délai de trois semaines ;

Que le courrier mentionné ci-avant a été envoyé, en date du 23 octobre 2023, aux établissements bancaires suivants : Belfius, Somafi, Beobank, BNP Paribas Fortis, Crelan, Deutsche Bank, Eb Finance, Europabank, Finance And Solutions, ING, KBC et le consortium Batopin, qui réunit les banques Belfius, BNP Paribas Fortis, ING et KBC ;

Que par courriel du 30 octobre 2023, l'établissement Axa/Crelan a invité la Commune à prendre contact avec le transporteur de valeurs Loomis ; que Loomis est une société qui gère notamment des automates bancaires dans le monde ; que le courrier de prise de contact mentionné ci-avant a été transmis à la société Loomis en date du 13 novembre 2023 par courrier recommandé et par email ;

Que les établissements bancaires Europabank, BNP Paribas Fortis, Belfius, Beobank, Axa/Crelan et ING ne se sont pas portés candidats ;

Que les établissements bancaires KBC, Finance and Solutions, Eb Finance, Deutsche Bank et Somafi n'ont pas réservé suite audit courrier ; Qu'à leur égard, le délai de réponse est expiré depuis le 14 novembre 2023 ;

Que le consortium Batopin a fait part, par courrier du 24 octobre 2023, de leur volonté d'installer, dans ledit complexe sportif, 4 distributeurs de billets offrant les fonctions de retrait d'argent et de changement du code pin à tous les utilisateurs, quelle que soit leur banque, et les fonctions de consultation du solde et de dépôt d'argent, pour les clients des banques Belfius, BNP Paribas Fortis, Fintro, CBC/KBC et ING ;

Que par courriel du 13 novembre 2023, la société Loomis a également manifesté son intérêt pour le projet ; qu'un fascicule d'informations concernant leur solution Cash 24/7 a été transmis ;

Que tant la société Loomis que le consortium Batopin ont proposé la possibilité, pour tous les utilisateurs, de retirer de l'argent liquide ;

Que néanmoins, la proposition du consortium Batopin a inclus le dépôt d'argent pour les clients des banques Belfius, BNP Paribas Fortis, Fintro, CBC/KBC et ING, contrairement à la société Loomis qui n'a pas offert la possibilité pour les utilisateurs de déposer de l'argent liquide ;

Que de surcroît, la société Loomis a précisé ne pas pouvoir fournir le service gratuitement ; que la réalisation de ce projet aurait donc été onéreuse dans le chef de la Commune ;

Considérant que la proposition du consortium Batopin correspondait à l'offre la plus avantageuse pour la Commune ;

Qu'au vu de ce qui précède, le Collège des Bourgmestre et Echevins a décidé, lors de sa séance du 13 février 2024, de décliner la proposition transmise par la société Loomis et de débiter les négociations commerciales avec le consortium Batopin en vue de la conclusion, le cas échéant, d'un bail commercial dans le cadre du projet d'installation d'un point « Cash » de distribution automatique de billets de banque dans une partie du complexe omnisports sis Place de Saint-Job ;

Considérant qu'il est prévu que le consortium Batopin installe un point « Cash In and Out », permettant dès lors notamment le dépôt d'argent liquide pour les clients des banques énumérées dans leur offre et susmentionnées, et le retrait d'argent pour tous les utilisateurs ;

Considérant que vu la complexité de ce dossier, l'intérêt financier et les spécificités techniques, il a semblé opportun de désigner un avocat pour défendre les intérêts de la Commune dans le présent dossier ;

Que lors de sa séance du 13 février 2023, le Collège a dès lors désigné Maître Sophie BERETZE afin de débiter les négociations commerciales avec le consortium Batopin et de rédiger, le cas échéant, une convention de bail commercial, dans le cadre du projet ci-avant mentionné ;

Que des discussions et négociations ont eu lieu entre le consortium Batopin et l'administration communale d'Uccle, par le biais de Me BERETZE, et ont abouti au projet de contrat de bail commercial ci -annexé ;

Considérants ces éléments,

Décide :

De marquer son accord sur le contrat de bail commercial, ci-annexé.

Le Conseil approuve le point.
37 votants : 37 votes positifs.

Project om een CASH-punt met geldautomaat te installeren in een deel van het sportcomplex op het Sint-Jobsplein.- Goedkeuring van de handelshuurovereenkomst.

De raad,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet, inzonderheid artikel 232;

Gelet op beraadslaging 016/15.12.2022/A/0056 van 15 december 2022, waardoor de gemeenteraad in het licht van het project van de banksector om het aantal geldautomaten met de helft te verminderen een motie aangenomen heeft waardoor meer bepaald aan het college gevraagd werd om alle mogelijke acties te ondernemen om alle burgers een vlotte toegang tot contant geld te garanderen;

Overwegende de sluiting van de bankautomaten in de sector van het Sint-Jobsplein de laatste maanden;

Overwegende dat het Sint-Jobsplein in het hart van een dichte handelswijk ligt, waarvoor de noodzaak bestaat om een CASH-punt te bewaren;

Overwegende gezien het voorgaande dat de installatie van een CASH-punt Bancontact in deze zeer drukke handelswijk, waardoor de burgers toegang krijgen tot contant geld en het kunnen storten, een opdracht van algemeen belang is;

Overwegende dat sportcomplex Sint-Job het gerenoveerde oude gebouw aan de voorgevel en de sportzaal erachter omvat;

Overwegende de wens om een CASH-punt met geldautomaat in te planten naast de hoofdingang, in een deel van de rechtervleugel (momenteel afgesloten aan de buitenkant door een oude garagepoort) van het gebouw vooraan, van voren gezien vanaf het Sint-Jobsplein, op een oppervlakte van ongeveer 42 m²;

Dat deze ruimte de zelfbedieningsruimte, de ruimte voor de elektronische bankterminals (bunker), een toegangssas en een aparte zij-ingang zou omvatten;

Gelet op beraadslaging 016/30.11.2023/A/0009 van 30 november 2023, waardoor de gemeenteraad beslist heeft om een deel van ongeveer 42 m², deel van het gekadastrerd perceel 2e afdeling, sectie D, vroeger onder nummer 411 P (terrein), momenteel gekadastrerd (bebouwd perceel) onder nummer 411 X, bestemd als sporthal, voorafgaand te onttrekken aan het openbaar domein om er een CASH-punt met geldautomaat te vestigen;

Overwegende dat het wenselijk leek een beroep te doen op een juridisch instrument van het gemeenrecht en in dit geval op een handelshuur om het hierboven uiteengezette project te verwezenlijken en rekening houdend met de bestemmingswijziging van het betrokken deel van openbaar naar privédomein;

Dat er in een streven naar gelijkheid en transparantie een aangetekende brief en een e-mail verstuurd werden naar de bankinstellingen die aanwezig zijn op het grondgebied van de gemeente Ukkel;

Dat de bankinstellingen via deze brief geïnformeerd werden over het project van de gemeente Ukkel om een geldautomaat te installeren in het sportcomplex op het Sint-Jobsplein; dat verduidelijkt werd dat het de wens van de gemeente was om een ruimte in dit sportcomplex ter beschikking te stellen van een bankinstelling, en dit middels betaling van een huur; dat de bankinstellingen die interesse toonden voor dit project verzocht werden om dit binnen een termijn van drie weken mee te delen aan de gemeente;

Dat de voornoemde brief op 23 oktober 2023 verstuurd werd naar de volgende bankinstellingen: Belfius, Somafi, Beobank, BNP Paribas Fortis, Crelan, Deutsche Bank, Eb Finance, Europabank, Finance And Solutions, ING, KBC en het consortium Batopin, dat de banken Belfius, BNP Paribas Fortis, ING en KBC verenigt;

Dat de instelling Axa/Crelan de gemeente in een e-mail van 30 oktober 2023 verzocht heeft om contact op te nemen met waardentransport Loomis; dat Loomis een firma is die meer bepaald bankautomaten over de hele wereld beheert; dat de voornoemde brief op 13 november 2023 per aangetekende brief en via e-mail bezorgd werd aan de firma Loomis;

Dat de bankinstellingen Europabank, BNP Paribas Fortis, Belfius, Beobank, Axa/Crelan en ING zich geen kandidaat gesteld hebben;

Dat de bankinstellingen KBC, Finance and Solutions, Eb Finance, Deutsche Bank en Somafi geen gevolg gegeven hebben aan deze brief; dat de antwoordtermijn voor hen verstreken is sinds 14 november 2023;

Dat het consortium Batopin in een brief van 24 oktober 2023 zijn wens meegedeeld heeft om in dit sportcomplex 4 geldautomaten te installeren waaraan alle gebruikers, ongeacht hun bank, geld kunnen afhalen en hun pincode kunnen wijzigen en waaraan klanten van de banken Belfius, BNP Paribas Fortis, Fintro, CBC/KBC en ING hun saldo kunnen raadplegen en geld kunnen storten;

Dat de firma Loomis in een e-mail van 13 november 2023 ook belangstelling voor het project getoond heeft; dat er een infobundel over hun Cash 24/7-oplossing bezorgd werd;

Dat zowel de firma Loomis als het consortium Batopin de mogelijkheid aanbiedt voor alle gebruikers om contant geld af te halen;

Dat het voorstel van het consortium Batopin echter de geldstorting voor klanten van de banken Belfius, BNP Paribas Fortis, Fintro, CBC/KBC en ING inhoudt, in tegenstelling tot de firma Loomis, die de mogelijkheid voor de gebruikers om contant geld te storten niet aanbiedt;

Dat de firma Loomis bovendien verduidelijkt de dienst niet gratis te kunnen verschaffen; dat de verwezenlijking van dit project dus duur zou zijn voor de gemeente;

Overwegende dat het voorstel van het consortium Batopin de voordeligste offerte is voor de gemeente;

Dat het college van burgemeester en schepenen gezien het voorgaande in zitting van 13 februari 2024 beslist heeft om het voorstel van de firma Loomis af te wijzen en de commerciële onderhandelingen met het consortium Batopin aan te vatten om desgevallend een handelshuur te sluiten in het kader van het project om een CASH-punt met geldautomaat te vestigen in een deel van het sportcomplex op het Sint-Jobsplein;

Overwegende dat het de bedoeling is dat het consortium Batopin een CASH IN AND OUT-punt installeert waaraan de klanten van de banken die in hun offerte opgesomd zijn en hierboven vermeld zijn contant geld kunnen storten en waaraan alle gebruikers geld kunnen afhalen;

Overwegende dat het wegens de complexiteit van dit dossier, het financieel belang en de technische specifieke kenmerken wenselijk leek om een advocaat aan te stellen om de belangen van de gemeente in dit dossier te behartigen;

Dat het college in zitting van 13 februari 2024 bijgevolg meester Sophie BERETZE aangesteld heeft om de commerciële onderhandelingen met het consortium Batopin aan te vatten en desgevallend een handelshuurovereenkomst op te stellen in het kader van het voornoemde project;

Dat er besprekingen en onderhandelingen plaatsgevonden hebben tussen het consortium Batopin en het gemeentebestuur van Ukkel, door middel van meester BERETZE, die geleid hebben tot het bijgevoegde ontwerp van handelshuurovereenkomst;

Overwegende deze elementen,

Beslist:

Zijn akkoord te verlenen aan de bijgevoegde handelshuurovereenkomst.

De Raad keurt het punt goed.

37 stemmers : 37 positieve stemmen.

3 annexes / 3 bijlagen

0231D-Uccle Place St Job - Liste des travaux 03.pdf, bail commercial Commune d'Uccle Batopin version 31 12 2024_nl.docx, bail commercial Commune d'Uccle Batopin version 31 12 2024.docx

23.01.2025/A/0009 **L'urgence a été demandée et acceptée à l'unanimité. - Propriétés communales – locaux pour les Cours de Promotion Sociale d'Uccle : proposition de location d'un nouveau bâtiment suite à la fin de la convention avec l'école HEB – renom bâtiment avenue Winston Churchill 108.**

Le Conseil,

Vu la nouvelle loi communale, spécialement l'article 232 ;

Considérant que le Collège a validé en sa séance du 24 octobre 2019, le choix d'installer les cours du CPSU du jour et du soir dans le bâtiment situé rue Danse 25, après la libération des lieux de ceux-ci ;

Considérant que des travaux lourds doivent être effectués dans l'immeuble pour recevoir de manière correcte des étudiants ;

Considérant qu'il est prévu que ces travaux se terminent pour le début de l'année 2028 ;

Que les cours du jour sont dispensés depuis 2020 dans un bâtiment situé avenue Winston Churchill, suite à une convention signée le 18 décembre 2019, pour un loyer annuel de 71.040 € ;

Que les cours du soir sont dispensés depuis 30 ans à l'école HEB, avenue De Frémoyennant le paiement d'un montant annuel de 37.000 € ;

Que la HEB nous a envoyé un préavis de 6 mois se terminant en août 2025 ;

Considérant que le CPSU accueille environ 1.300 étudiants et 20 professeurs en plus de l'équipe de direction ;

Considérant qu'une solution pérenne doit être trouvée avant la rentrée scolaire 2025/2026 soit le 25 août (date des inscriptions) ;

Qu'un bâtiment est disponible avenue Kersbeek, 306 et que le propriétaire accepte que la location débute au 1er avril 2025 ;

Que le loyer demandé est de 9.350 € par mois (neuf mille trois cent cinquante euros) soit 112.200 € par an ;

Que la direction du CPSU a visité le bâtiment et qu'il pourrait accueillir les 11 classes et les bureaux moyennant la pose de quelques cloisons, ce que le propriétaire a accepté ;

Que le propriétaire accepte de louer le bien pour 3 ans, avec un bail de droit commun et une garantie locative s'élevant à 30.000 euros ;

Qu'une modification budgétaire sera demandée pour pouvoir assurer le paiement des différents loyers pendant la durée des préavis ;

Considérant qu'un congé sera envoyé au propriétaire de l'avenue Winston Churchill, 108 ;

Sur la proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins.

Décide :

de marquer un son accord quant à la prise en location du bâtiment situé avenue de Kersbeek, 306 pour un montant de 9.350 € (neuf mille trois cents cinquante euros) par mois pour une durée de 3 ans ;

d'adopter le projet de bail ;

d'envoyer le congé pour le bâtiment avenue Winston Churchill, 108 à la société « Le Guépard », avenue Maréchal Ney, 143 à 1180 Uccle ;

d'imputer la dépense relative aux loyers, à l'article 735/126-01/87 du budget communal.

Le Conseil approuve le point.
37 votants : 37 votes positifs.

De hoogdringendheid werd gevraagd en unaniem aangenomen. - Gemeente-

eigendommen - lokalen voor de Cours de Promotion Sociale d'Uccle: voorstel om een nieuw gebouw te huren na het einde van de overeenkomst met school HEB - opzegging gebouw Winston Churchilllaan 108.

De raad,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet, inzonderheid op artikel 232;

Overwegende dat het college in zitting van 24 oktober 2019 de keuze goedgekeurd heeft om de dag- en avondlessen van de CPSU te laten doorgaan in het gebouw in de Auguste Dansestraat 25, na vrijgave van de lokalen ervan;

Overwegende dat er in het gebouw grote werken verricht moeten worden om studenten correct te ontvangen;

Overwegende dat deze werken begin 2028 afgerond zouden moeten zijn;

Dat de daglessen sinds 2020 gegeven worden in een gebouw in de Winston Churchilllaan ingevolge een overeenkomst ondertekend op 18 december 2019, voor een jaarlijkse huur van € 71.040;

Dat de avondlessen al 30 jaar gegeven worden in school HEB in de De Frélaan middels de betaling van een jaarlijks bedrag van € 37.000;

Dat de HEB ons een opzegging van 6 maanden opgestuurd heeft, die eindigt in augustus 2025;

Overwegende dat de CPSU ongeveer 1.300 studenten en 20 leerkrachten tellen, bovenop het directieteam;

Overwegende dat er een duurzame oplossing gevonden moet worden voor de start van schooljaar 2025/2026, hetzij 25 augustus (inschrijvingsdatum);

Dat er een gebouw beschikbaar is in de Kersbeeklaan 306 en dat de eigenaar aanvaardt dat de huur aanvangt op 1 april 2025;

Dat de gevraagde huurprijs € 9.350 (negenduizend driehonderdvijftig euro) per maand bedraagt, hetzij € 112.200 per jaar;

Dat de directie van de CPSU het gebouw bezocht heeft en dat het onderdak zou kunnen bieden aan de 11 klassen en de kantoren, middels de plaatsing van enkele tussenschotten, wat de eigenaar aanvaardt heeft;

Dat de eigenaar aanvaardt het goed voor 3 jaar te verhuren met een gemeenrechtelijke huurovereenkomst en een huurwaarborg van 30.000€;

Dat er een begrotingswijziging gevraagd zal worden om de betaling van de verschillende huren tijdens de duur van de opzegtermijnen te kunnen verzekeren;

Overwegende dat er een opzegging verstuurd zal worden naar de eigenaar van de Winston Churchilllaan 108;

Op voorstel van het college van burgemeester en schepenen,

Beslist:

Zijn goedkeuring te verlenen aan de huur van het gebouw in de Kersbeeklaan 306 voor een bedrag van € 9.350 (negenduizend driehonderdvijftig euro) per maand voor een duur van 3 jaar;

Het ontwerp van huurovereenkomst goed te keuren;

Een opzegging voor het gebouw in de Winston Churchillaan 108 te versturen naar firma Le Guépard, Maarschalk Neylaan 143 te 1180 Ukkel;

De uitgave voor de huur te boeken op artikel 735/126-01/87 van de gemeentebegroting.

De Raad keurt het punt goed.

37 stemmers : 37 positieve stemmen.

4 annexes / 4 bijlagen

*2025_01_21_projet de bail version DEFINITIVE.pdf, 2019 10 24 Délib CC-
approb.cond.+proj.bail-FR.pdf, 2020 bail signé Churchill 108.pdf,
2025_01_21_projet de bail version NL.pdf*

Urbanisme - Stedenbouw

23.01.2025/A/0010 **Requête en annulation introduite par la société anonyme Immobilière du Bois contre l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 19 septembre 2024 relatif au recours au Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale contre la décision du Collège des Bourgmestre et Echevins de la Commune d'Uccle SV-149-2023 de délivrer de manière conditionnelle le permis d'urbanisme tendant à abattre 21 arbres et à réaménager un jardin sur un bien sis 1180 UCCLE, Drève des Gendarmes 145 - Demande en intervention de la Commune d'Uccle**

Le Conseil communal,

Considérant qu'en date du 3 décembre 2024 l'administration communale a accusé réception d'une requête en annulation introduite par la société anonyme Immobilière du Bois contre l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 19 septembre 2024 relatif au recours au Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale contre la décision du Collège des Bourgmestre et Echevins de la Commune d'Uccle SV-149-2023 de délivrer de manière conditionnelle le permis d'urbanisme tendant à abattre 21 arbres et à réaménager un jardin sur un bien sis 1180 UCCLE, Drève des Gendarmes 145 ;

Considérant que le Conseil d'Etat interroge la commune afin de savoir si elle veut intervenir dans la procédure;

Qu'elle dispose pour ce faire d'un délai de 60 jours ;

Considérant que la commune a octroyé un permis d'urbanisme conditionnel en refusant certains abattages au motif notamment que les érables sycomores (sujet n°1 et

3) sont en bonne condition sanitaire et qu'ils se sont développés en fonction des conditions du site, par la proximité du site avec la zone Natura 2000 de la forêt de Soignes ;

Considérant que les moyens invoqués par la partie requérante sont :

Les sujets n°1 et n°3 doivent être abattus et remplacés par des espèces indigènes par voie d'expert au regard de l'étude phytosanitaire en annexe de la demande de permis d'urbanisme et sa géolocalisation sur le site, proche de biens voisins ;

Le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale n'a pas convoqué régulièrement la partie requérante au regard des principes du contradictoire et des droits de la défense.

Considérant que la commune a intérêt à la résolution de cette affaire et qu'il est opportun d'intervenir dans cette procédure ;

Décide :

De prendre connaissance de la requête en annulation introduite par la société anonyme Immobilière du Bois contre l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 19 septembre 2024 relatif au recours au Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale contre la décision du Collège des Bourgmestres et Echevins de la Commune d'Uccle SV-149-2023 de délivrer de manière conditionnelle le permis d'urbanisme tendant à abattre 21 arbres et à réaménager un jardin sur un bien sis 1180 UCCLE, Drève des Gendarmes 145 ;

De charger le service juridique de l'urbanisme du suivi de cette affaire et de représenter ses intérêts en la présente affaire .

Le Conseil approuve le point.

37 votants : 37 votes positifs.

Vordering tot nietigverklaring, ingesteld door de naamloze vennootschap Immobilière du Bois tegen het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 19 september 2024 betreffende het beroep bij de Brusselse Hoofdstedelijke Regering tegen het besluit van het College van Burgemeester en Schepenen van de gemeente Ukkel SV-149-2023 tot het verlenen van een stedenbouwkundige vergunning voor het kappen van 21 bomen en het heraanleggen van een tuin op een eigendom gelegen te 1180 Ukkel, Drève des Gendarmes 145 - Verzoek om interventie van de gemeente Ukkel

De gemeenteraad

Overwegende dat het gemeentebestuur op 3 december 2024 een verzoekschrift tot nietigverklaring ontvangen heeft, ingediend door de naamloze vennootschap Immobilière du Bois tegen het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 19 september 2024 met betrekking tot het beroep van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering tegen de beslissing van het college van burgemeester en schepenen van de gemeente Ukkel SV-149-2023 om de stedenbouwkundige vergunning die ertoe strekt 21 bomen te rooien en een tuin heraan te leggen op een goed gelegen Gendarmendreef 145 te 1180 Ukkel voorwaardelijk af te leveren;

Overwegende dat de Raad van State de gemeente bevraagt om te weten of ze tussenbeide wil komen in de procedure;

Dat ze hiervoor over een termijn van 60 dagen beschikt;

Overwegende dat de gemeente een voorwaardelijke stedenbouwkundige vergunning afgeleverd heeft door bepaalde kapwerkzaamheden te weigeren, meer bepaald omdat de gewone esdoorns (boom 1 en 3) in goede gezondheid verkeren en gegroeid zijn naargelang de omstandigheden op het terrein, door de nabijheid van het terrein met het Natura 2000-gebied van het Zoniënwoud;

Overwegende dat de eisende partij de volgende middelen inroept:

- Boom 1 en 3 moeten door een deskundige gerooid en door inheemse soorten

vervangen worden ten aanzien van de fytosanitaire studie in de bijlage bij de aanvraag tot stedenbouwkundige vergunning en de geolocatie ervan op het terrein, dicht bij naburige goederen;

- De Brusselse Hoofdstedelijke Regering heeft de eisende partij niet regelmatig opgeroepen ten aanzien van de principes van de tegenspraak en van het recht op verdediging.

Overwegende dat de gemeente belang heeft bij de oplossing van deze zaak en dat het wenselijk is tussenbeide te komen in deze procedure;

Beslist:

Kennis te nemen van het verzoekschrift tot nietigverklaring ingediend door de naamloze vennootschap Immobilière du Bois tegen het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 19 september 2024 met betrekking tot het beroep van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering tegen de beslissing van het college van burgemeester en schepenen van de gemeente Ukkel SV-149-2023 om de stedenbouwkundige vergunning die ertoe strekt 21 bomen te rooien en een tuin eraan te leggen op een goed gelegen Gendarmendreef 145 te 1180 Ukkel voorwaardelijk af te leveren;

De Juridische dienst van de Stedenbouw te belasten met de opvolging van deze zaak en hem de opdracht te geven zijn belangen in deze zaak te behartigen.

De Raad keurt het punt goed.

37 stemmers : 37 positieve stemmen.

2 annexes / 2 bijlagen

Requête en annulation C.E. de SA Immobilière du Bois - Abattage d'arbres drève des Gendarmes 145 (00000002).pdf, Projet de délibération Immobilière du Bois_nl.docx

Eric Sax quitte la séance / verlaat de zitting.

DÉPARTEMENT ESPACE PUBLIC - DEPARTEMENT OPENBARE RUIJTE

Mobilité - Mobiliteit

23.01.2025/A/0011 **L'urgence a été demandée et acceptée à l'unanimité. - Règlement sur l'octroi d'une prime à l'achat d'un vélo à assistance électrique neuf, d'un kit d'adaptation électrique pour vélo neuf, d'un vélo-cargo neuf ou d'un vélo-cargo à assistance électrique neuf.**

Le Conseil,

Vu le Règlement « 2022-2023-2024 » octroyant aux citoyens ucclois une prime d'un montant maximum de 250€ par ménage tous les trois ans, à l'achat d'un vélo à assistance électrique (VAE), d'un kit d'adaptation électrique pour vélo, d'un vélo-cargo ou d'un vélo-cargo à assistance électrique, dans la limite des crédits disponibles au budget ;

Vu l'adoption du plan communal de mobilité en septembre 2023 ;

Considérant que ce Règlement était d'application jusqu'au 31 décembre 2024 ;

Considérant le succès rencontré par ce dispositif depuis plusieurs années ;

Considérant qu'il semble opportun d'adopter un nouveau règlement en 2025 pour prolonger l'octroi de cette prime;

Que l'article 5 du Règlement permet d'accueillir les demandes de primes introduites entre le 1er janvier 2025 et l'entrée en vigueur du nouveau règlement, sous réserve de la réunion des autres conditions ;

Que pour le surplus, les conditions et modalités d'octroi de la prime énoncées sont identiques à celles reprises dans le précédent règlement;

Considérant l'article budgétaire 410/522-51/95 à hauteur de 100.000 € pour l'exercice budgétaire de 2025 ;

Décide :

D'approuver le règlement sur l'octroi d'une prime à l'achat d'un vélo à assistance électrique neuf, d'un kit d'adaptation électrique pour vélo neuf, d'un vélo-cargo neuf ou d'un vélo-cargo à assistance électrique neuf, ainsi que le formulaire y relatif, tels que ci-annexés.

Le Conseil approuve le point.

36 votants : 32 votes positifs, 4 abstentions.

Abstentions : Leïla Kabachi, Jérémie Tojerow, Yassine Assal, Eric Mercenier.

De hoogdringendheid werd gevraagd en unaniem aangenomen. - Toekenning van een gemeentelijke premie bij de aankoop van een elektrische fiets, een elektrische aanpassingskit voor fietsen, een bakfiets of een elektrische bakfiets.

De raad,

Gelet op reglement "2022-2023-2024" inzake de toekenning aan de Ukkelse burgers van een premie van max. 250 per gezin om de drie jaar voor de aankoop van een fiets met elektrische ondersteuning, een elektrische aanpassingskit voor een fiets, een bakfiets of een bakfiets met elektrische ondersteuning, binnen de grenzen van de beschikbare kredieten in de begroting;

Gelet op de goedkeuring van het gemeentelijk mobiliteitsplan in september 2023;

Overwegende dat dit reglement van toepassing was tot 31 december 2024;

Gelet op het succes van deze regeling in de afgelopen jaren;

Overwegende dat het passend lijkt om in 2025 een nieuw reglement goed te keuren om de toekenning van deze premie te verlengen;

Overwegende dat artikel 5 van het reglement premieaanvragen aanvaardt die worden ingediend tussen 1 januari 2025 en de inwerkingtreding van het nieuwe reglement, mits aan de overige voorwaarden wordt voldaan;

Overwegende dat de voorwaarden en toekenningsmodaliteiten van de premie bovendien identiek aan die van het vorige reglement;

Gelet op begrotingsartikel 410/522-51/95 ter hoogte van een bedrag van € 100.000 voor het begrotingsjaar 2025;

Beslist:

Zijn goedkeuring te verlenen aan het reglement inzake de toekenning van een premie voor de aankoop van een nieuwe fiets met elektrische ondersteuning, een elektrische aanpassingskit voor een nieuwe fiets, een nieuwe bakfiets of een nieuwe bakfiets met elektrische ondersteuning, en aan het daarbij horende formulier, zoals bijgevoegd.

De Raad keurt het punt goed.

36 stemmers : 32 positieve stemmen, 4 onthoudingen.

Onthoudingen : Leïla Kabachi, Jérémie Tojerow, Yassine Assal, Eric Mercenier.

4 annexes / 4 bijlagen

REGLEMENT VAE 2025_NL.DOCX, FORMULAIRE Primes VAE 2025-FR.DOCX, FORMULIER Premie VAE 2025-NL.DOCX, REGLEMENT VAE 2025-FR.docx

Aleksandra Kokaj entre en séance / treedt in zitting.

Aleksandra Kokaj préside la séance / zit de zitting voor.

Service vert - Groendienst

23.01.2025/A/0012 **Mise à disposition d'un espace de stockage de broyat sur le site du Service vert pour WORMS asbl – convention d'occupation précaire – adoption du principe et fixation des conditions - approbation du projet de convention.**

Le Conseil,

Considérant que WORMS asbl s'est vue confier par Bruxelles Environnement la mission de facilitateur biodéchets pour les ménages, laquelle inclue la gestion de stocks de broyat sur le territoire de la région bruxelloise et la livraison de ce broyat aux composts de quartier;

Considérant que, dans ce cadre, WORMS asbl cherche à diversifier géographiquement ses sites de stockage de broyat;

Considérant que la commune d'Uccle compte 16 composts collectifs accompagnés par WORMS dont 6 supplémentaires depuis 2019;

Considérant le projet d'étude « Analyse et cartographie des lieux potentiels pour la création de composts collectifs » d'étudiants et d'étudiantes de l'Université Libre de Bruxelles (ULB) pour la Commune afin de favoriser la création de composts collectifs sur le territoire communal;

Considérant que, pour fonctionner, un compost a besoin de 30% de matière carbonée - le broyat - pour la structure et l'aération du compost, et 70% de matière azotée - les déchets alimentaires;

Considérant que depuis 2022, WORMS asbl stocke du broyat sur le site du Service vert;

Considérant qu'il y a lieu de formaliser l'occupation de cet espace à travers une convention d'occupation à titre précaire entre la Commune et WORMS asbl ;

Vu le projet de convention d'occupation précaire en annexe de ce rapport;

Considérant qu'une évaluation des aspects juridiques a été réalisée par WORMS asbl conjointement au cabinet SPHERE, à Bruxelles Environnement, à Bruxelles Mobilité et à un représentant du projet Carbone en date du 24 octobre 2023;

Considérant que seuls WORMS asbl et son réseau d'élagueurs et d'élagueuses peuvent avoir accès au site et que WORMS asbl contactera le Service vert avant tout dépôt ou collecte de broyat;

Considérant que les activités de WORMS asbl, assurant le bon fonctionnement des composts de quartier, sont alignées avec les objectifs de la fiche ZD1 : « Réduire et valoriser localement les déchets ressources du territoire » du volet territoire du Programme d'Actions Climat (PAC) adopté par Conseil communal le 19 octobre 2023;

Décide :

d'approuver le principe d'une occupation à titre précaire par WORMS asbl d'un espace sur le site du Service vert pour le stockage de broyat;

d'approuver la convention entre la commune d'Uccle et WORMS asbl;

de charger le Bourgmestre ou son(sa) délégué(e), assisté de la Secrétaire communale, aux fins de représenter valablement la Commune d'Uccle lors de la signature de la convention.

Le Conseil approuve le point.

37 votants : 37 votes positifs.

Terbeschikkingstelling van opslagruimte voor snippers op de site van de Groendienst voor WORMS vzw - preciaire bezettingsovereenkomst - goedkeuring van het principe en vaststelling van de voorwaarden - goedkeuring van de ontwerpovereenkomst.

De raad,

Overwegende dat WORMS vzw door Leefmilieu Brussel werd belast met de opdracht van bioafval facilitator voor gezinnen, die het beheer van snippervoorraden op het grondgebied van het Brussels Gewest en de levering van deze snippers aan buurtcomposteringen omvat;

Overwegende dat WORMS vzw in deze context zijn opslagsites voor snippers geografisch wil diversifiëren;

Overwegend dat de gemeente Ukkel 16 collectieve composteringen heeft die door WORMS worden ondersteund, waaronder 6 bijkomende composteringen sinds 2019;

Gezien het studieproject "Analyse et cartographie des lieux potentiels pour la création de composts collectifs" door studenten van de Université Libre de Bruxelles (ULB) voor de gemeente om de oprichting van collectieve composteringen in de gemeente aan te moedigen;

Overwegende dat een compostering, om te kunnen functioneren, 30% koolstofhoudend materiaal - de snippers - nodig heeft voor de structuur en de beluchting van de compost, en 70% stikstofhoudend materiaal - het voedselafval;

Overwegende dat WORMS vzw sinds 2022 snippers opslaat op de site van de Groendienst;

Overwegende dat het nodig is om het gebruik van deze ruimte te formaliseren door middel van een preciaire bezettingsovereenkomst tussen de gemeente en WORMS vzw;

Gelet op het bij dit verslag gevoegde ontwerp van de preciaire bezettingsovereenkomst;

Overwegende dat er op 24 oktober 2023 een evaluatie van de juridische aspecten werd uitgevoerd door WORMS vzw samen met SPHERE, Leefmilieu Brussel, Brussel Mobiliteit en een vertegenwoordiger van het Koolstofproject;

Overwegend dat enkel WORMS vzw en haar netwerk van snoeiers toegang hebben tot de site en dat WORMS vzw contact zal opnemen met de Groendienst alvorens snippers te deponeren of op te halen;

Overwegende dat de activiteiten van WORMS vzw, die zorgen voor de goede werking van de buurtcompostering, in overeenstemming zijn met de doelstellingen van fiche ZD1: “De afvalbronnen van het grondgebied beperken en lokaal opwaarderen” van het luik grondgebied van het Klimaatactieprogramma (KAP) dat op 19 oktober 2023 door de gemeenteraad werd goedgekeurd;

Beslist:

het principe goed te keuren van een preciaire bezetting door WORMS vzw van een ruimte op de site van de Groendienst voor de opslag van snippers;

de overeenkomst tussen de gemeente Ukkel en WORMS vzw goed te keuren;

de burgemeester of zijn gemachtigde, bijgestaan door de gemeentesecretaris, ermee te belasten om de gemeente Ukkel rechtsgeldig te vertegenwoordigen bij de ondertekening van de overeenkomst.

De Raad keurt het punt goed.

37 stemmers : 37 positieve stemmen.

2 annexes / 2 bijlagen

Uccle-Worms_convention d'occupation.docx, Stockage_broyat_WORMS.pdf

DÉPARTEMENT AFFAIRES ÉDUCATIVES - DEPARTEMENT EDUCATIEVE ZAKEN

Education - Onderwijs

23.01.2025/A/0013 **Cours de Promotion Sociale d'Uccle.- Convention de location HE2B.- Année scolaire 2024-2025**

Le Conseil,

Attendu qu'en séance du 6 octobre 1987, le Collège a décidé d'installer les cours communaux de promotion sociale dans les locaux de la Haute Ecole de Bruxelles - département De Fré - contre paiement d'un loyer fixé à 600.000 francs par an;

Que la HE2B nous a transmis la convention d'occupation pour l'année scolaire 2024-2025;

Que le montant du loyer pour l'année scolaire 2024-2025 est de 31.346,88 €,

Décide,

De marquer son accord sur les conventions d'occupation, le montant du loyer pour l'année scolaire 2024-2025, d'autoriser la dépense et la liquidation.

Le Conseil approuve le point.
37 votants : 37 votes positifs.

Cours de Promotion Sociale d'Uccle.- Huurovereenkomst HE2B.- Schooljaar 2024-2025

De Raad,

Aangezien in zitting van 6 oktober 1987 het College beslist heeft om de gemeentelijke cursussen voor sociale promotie onder te brengen in de lokalen van de Haute Ecole de Bruxelles - département De Fré - tegen de betaling van een huur vastgesteld op 600.000 frank per jaar;

Dat het HE2B de bezettingsovereenkomst voor de schooljaar 2024-2025 heeft doorgestuurd.

Dat het bedrag van de huur voor het schooljaar 2024-2025 31.346,88 € bedraagt,

Beslist,

Zich akkoord te verklaren met de bezettingsovereenkomst, het bedrag van de huur voor de jaar 2024-2025, de uitgave en de betaling ervan toe te laten.

De Raad keurt het punt goed.
37 stemmers : 37 positieve stemmen.

1 annexe / 1 bijlage
HE2B-CPSU_Convention 2024-2025.pdf

23.01.2025/A/0014 Enseignement communal – Garderie – Convention d'accueil de stagiaires de l'Institut Saint-Vincent de Paul

Le Conseil,

Attendu que l'Institut Saint-Vincent de Paul – 25 Place Vander Elst à 1180 Uccle - a proposé à la commune la mise en place d'un accord-cadre pour l'accueil de stagiaires de 4^e Technique de Qualification d'Agent d'Education au sein des écoles communales ;

Que cela concernerait une quarantaine de stagiaires pour l'année 2024-2025 pour une période de 5 jours : du 7 au 11/04/2025 ;

Que ces stagiaires seront sous la responsabilité de M. Martin BINON, le Coordinateur garderie du service Education, et la supervision des animateurs de garderie des écoles communales ;

Que l'objectif de ces stages est l'observation des pratiques professionnelles, l'analyse et l'acquisition de compétences en participant aux activités sous la supervision du maître de stage ;

Que le projet de convention en annexe a été préparé afin d'encadrer ces demandes de stage ;

Que cet accord-cadre ne dispense pas les stagiaires de signer une convention de

stage individuelle et de s'engager à respecter les conditions particulières qui y sont énoncées ;

Que cette convention concerne cette année scolaire 2024-2025 mais qu'elle pourrait être renouvelée ultérieurement si l'expérience est positive ;

Décide,

De marquer son accord sur cette convention et la prise en charge d'une quarantaine de stagiaires de l'Institut Saint-Vincent de Paul au sein des écoles communales pour l'année scolaire 2024-2025.

Le Conseil approuve le point.
37 votants : 37 votes positifs.

Gemeentelijk onderwijs – Opvang – Gastovereenkomst van stagiairs van Institut Saint-Vincent de Paul

De raad,

Aangezien Institut Saint-Vincent de Paul – Jean Vander Elstplein 25 te 1180 Ukkel – de gemeente voorgesteld heeft een raamovereenkomst in te voeren voor het onthaal van stagiairs van het 4e technische van de richting opvoedingsagent in de gemeentescholen;

Aangezien dat betrekking zou hebben op een veertigtal stagiairs voor het jaar 2024-2025 voor een periode van 5 dagen: van 07 tot 11/04/2025;

Aangezien deze stagiairs onder de verantwoordelijkheid staan van dhr. Martin BINON, de opvangcoördinator van de dienst Opvoeding, en onder toezicht van de animatoren van de kinderopvang van de gemeentescholen;

Aangezien de doelstelling van deze stages de observatie van de beroepspraktijken, de analyse en de verwerving van vaardigheden is door deel te nemen aan de activiteiten onder toezicht van de stagemeeester;

Aangezien het ontwerp van overeenkomst in de bijlage voorbereid werd om deze stageaanvragen te omkaderen;

Aangezien deze raamovereenkomst de stagiairs er niet van ontheft een individuele stageovereenkomst te ondertekenen en zich ertoe te verbinden de bijzondere voorwaarden die erin vermeld zijn in acht te nemen;

Aangezien deze overeenkomst betrekking heeft op schooljaar 2024-2025 maar later vernieuwd zou kunnen worden indien de ervaring positief is;

Beslist:

Zijn akkoord te verlenen aan deze overeenkomst en de tenlasteneming van een veertigtal stagiairs van Institut Saint-Vincent de Paul in de gemeentescholen voor

schooljaar 2024-2025.

De Raad keurt het punt goed.
37 stemmers : 37 positieve stemmen.

1 annexe / 1 bijlage
Convention ISVDP 2024-2025.pdf

DÉPARTEMENT AFFAIRES GÉNÉRALES - DEPARTEMENT ALGEMENE ZAKEN

Centrale des marchés - Opdrachtcentrale

23.01.2025/A/0015 **Marchés publics - Nouvelle loi communale, article 234 § 3 - Prise pour information des décisions du Collège échevinal**

Le Conseil,

Vu la nouvelle loi communale, notamment les articles 234, § 3 et 236,
Prend pour information les décisions du Collège des Bourgmestre et Echevins
suivantes :

- 8 octobre 2024 : Accord-cadre relatif à l'acquisition, la livraison et l'installation de mobilier à destination des écoles, des crèches, et de divers sites communaux entre 2024 et 2026 - Lot 2 (Mobilier scolaire à destination des élèves et des professeurs)
- Approbation commande 1 - Engagement de la dépense - Mode de financement - 16.703,40 € Article : 721/741-51/40 - 22.356,59 € Article : 722/741-51/40 - 1.256,05 € Article : 75101/741-51/40 - 284,86 € Article : 75101/744-98/40 - 7.430,21 € Article : 75102/741-51/40.
- 10 décembre 2024 : Levés topographiques de l'espace public – exercice 2024 – approbation de la dépense, des documents et de la date de passation du marché, de la liste des géomètres à consulter et de la date d'ouverture des offres - articles 234 §4 et 236 de la nouvelle loi communale - 20.000 € TVAC - Article : 421/747-60/82.
- 10 décembre 2024 : Ferme Rose - Mise en peinture des façades - Marché de travaux - Approbation du projet, du cahier spécial des charges, de l'estimation, du mode de passation et de la liste des entrepreneurs à consulter - Prise pour information par le Conseil communal - 46.000,00 € HTVA, soit 55.660,00 € TVAC - Article : 773/723-60/96.
- 10 décembre 2024 : Parking Saint-Pierre : Peinture RF et finitions diverses - Marché de travaux - Procédure négociée sans publication préalable - Approbation des conditions du marché - Prise pour information par le Conseil. - 388.553,50 € (majoration 10 %, TVA 21 % autoliquidation et option comprises), soit 291.926,00 € (hors majoration et TVA 21 % autoliquidation), soit 321.118,60 € (majoration 10 % comprise et hors TVA 21 % autoliquidation) + 67.434,91 € (montant TVA 21 % à verser au SPF Finances) - Article : 424/724-60/85.
- 10 décembre 2024 : Mission d'étude et de conseil : accompagnement énergétique et technique des services communaux pour 2025 (et reconductible jusqu'au 31 décembre 2028 au plus tard) - Approbation des conditions du marché public - Prise pour information par le Conseil communal - 82.644,63 € HTVA, soit 100.000 € TVAC 21 % - Article : 137/747-60/85.
- 10 décembre 2024 : Parking Saint-Pierre : installation d'un système de détection et d'alarme incendie - Marché public de travaux - Procédure négociée sans publication préalable - Approbation des conditions du marché - Prise pour information par le Conseil communal - 42.350,00 € (TVA 21 % autoliquidation comprise), soit 35.000 € (hors TVA 21 % autoliquidation) + 7.350,00 € (montant TVA 21 % à verser au SPF Finances) - Article : 424/724-60/85.
- 10 décembre 2024 : Parking Saint-Pierre : relighting et installation de caméras de surveillance - Marché public de travaux - Procédure négociée sans publication

préalable - Approbation des conditions du marché - Prise pour information par le Conseil communal - 52.635,00 € (TVA 21 % autoliquidation comprise), soit 43.500,00 € (hors TVA 21 % autoliquidation) + 9.135,00 € (montant TVA 21 % à verser au SPF Finances) - Article : 424/724-60/85.

- 10 décembre 2024 : Vallon du Gaesbeek et cimetière de Verrewinkel: gestion de la renouée du Japon - Désignation et engagement de la dépense - Mode de financement - Prise pour information par le Conseil - 30.000 € TVAC - Article : 879/732-60/93.

- 10 décembre 2024 : Signalétique pour les aires de jeux - Approbation de la dépense, du mode de passation du marché, désignation de la firme adjudicataire et engagement de la dépense - Mode de financement - Prise pour information par le Conseil - 25.800,00 € + 5.418,00 € TVA - Article : 766/725-60/83.

- 17 décembre 2024 : Aménagement du skatepark de la rue Egide Van Ophem - exercice 2024 - approbation de l'avant-projet, de la dépense, des documents et du mode de passation du marché, de la liste des firmes à consulter et de la date d'ouverture des offres - articles 234 §4 et 236 de la nouvelle loi communale - 117.975,00 € - Article : 764/665-52/12 - 24.402,00 € TVAC, dont 4.235,00 € (montant TVA à payer au SPF Finances) - Article 000/724-60/2020/17.

- 17 décembre 2024 : Conception d'un projet d'ameublement et aménagement du nouveau centre administratif communal - Lot 1 (Espaces disposant d'un inventaire exhaustif) - Approbation de l'avenant 17 et du marché subséquent relatif à la commande 18 - Engagement de la dépense - Mode de financement - Application des articles 234, § 3 et 236 de la nouvelle loi communale - 8.650,29 € TVAC - Article : 137/741-51/58.

- 17 décembre 2024 : Accord-cadre relatif à l'acquisition, la livraison et l'installation de mobilier à destination des écoles, des crèches, et de divers sites communaux entre 2024 et 2026 - Lot 3 (Autre mobilier pour les collectivités) - Approbation commande 2 - Engagement de la dépense - Mode de financement - Application de l'article 234 §3 de la NLC - 1.485,47 € TVAC - Article : 832/741-51/58.

- 17 décembre 2024 : Matériel destiné aux enfants à besoins spécifiques dans le cadre des aménagements raisonnables – Ajout d'une commande supplémentaire et engagement de la dépense- Application de l'article 234§3 de la Nouvelle loi communale - Mode de financement - 3.560,40 €, dont TVA de 617,92 € à reverser au SPF Finances) - Article : 75102/744-98/40.

- 17 décembre 2024 : Livraison et service "Prêt de matériel" - Approbation des conditions et de l'attribution - Application de l'article 234 §3 de la Nouvelle loi communale - Engagement de la dépense - Mode de financement - 5.960,80 € hors TVA, soit 7.212,57 € TVAC 21 %, dont 1.251,77 € (montant TVA à verser au SPF Finances) - 76301/744-98/-/58.

- 17 décembre 2024 : Achat de viennoiseries destinées aux réunions des services communaux 2025 - Approbation des conditions et de l'attribution, engagement de la dépense - Application des articles 234 §4 et 236 de la Nouvelle loi communale - Articles : .../123-48... et.../123-16...

- 17 décembre 2024 : Remplacement d'un réfrigérateur professionnel pour l'école du Val Fleuri - Approbation des conditions et de l'attribution - Application des articles 234 §3 et 236 de la Nouvelle loi communale – Prise pour information par le Conseil - Mode de financement - 2.507,42 € TVAC 21 % - Article : 722/744-51/40.

- 17 décembre 2024 : Mise en place et exécution d'un plan de lutte contre les nuisibles. - Approbation des conditions, de la procédure de passation et des firmes à consulter - Application de l'article 234 §3 de la Nouvelle loi communale - 36.000 € par an, 144.000 € sur 4 ans - Exercices 2024 à 2027 - Article : 875/124-48/85.

- 17 décembre 2024 : Prévention – Barnum pour l'antenne du service au Melkriek – Détermination du mode de passation, désignation de l'adjudicataire et engagement des dépenses - Mode de financement - Prise pour information par le Conseil - 783,35 € - Article : 300/744-98/97.

- 17 décembre 2024 - Mission de cartographie pour 2025 (et reconductible jusqu'au 31 décembre 2028 au plus tard) - Marché de services - Approbation des conditions du marché public - Prise pour information par le Conseil communal - 115.000,00 € HTVA, soit 139.150,00 € TVAC 21 % - Article : 137/747-60/85.

- 17 décembre 2024 : Divers sites : uniformisation des contrôles d'accès, vidéophonie et extension réseau data - Marché de travaux - Procédure négociée

sans publication préalable - Approbation des conditions du marché - Prise pour information par le Conseil communal - 96.800,00 € (majoration +/- 10 % et TVA 21 % autoliquidation comprises), soit 72.450,00 € (hors majoration et TVA), soit 80.000,00 € (majoration +/- 10 % comprise et hors TVA) + 16.800,00 € (montant TVA à verser au SPF Finances) - Article : 84401/724-60/85.

- 17 décembre 2024 : Informatisation des services - Acquisition de matériel biométrique pour les guichets du service de la population - Approbation de l'engagement de la dépense, du mode de passation du marché et du mode de financement de la dépense - (INF493). Prise pour information par le Conseil communal - 35.788,35 € - Article : 104/742-53/53.

- 17 décembre 2024 : Confection, fourniture et mise en place d'une signalétique – Engagement de la dépense - Mode de financement - Prise pour information par le Conseil - 15.000,00 € - Article : 137/723-60/80.

- 17 décembre 2024 : Aménagement hydraulique et paysager du vallon du Gaesbeek - Exercice 2017 - Approbation de l'état d'avancement n° 9 - mode de financement - engagement de la dépense - paiement de la facture - prise pour information par le Conseil - 194.768,38 € - Article : 879/732-60/93 (2017) - 72.862,24 € TVAC, soit 60.216,73 € HTVA + 12.645,51 € (montant TVA à reverser au SPF Finances) - Article : 879/732-60/93 (2024).

- 17 décembre 2024 : Fourniture et livraison de table pique-nique pour le parc de Wolvendael - Approbation de la dépense, du mode de passation du marché, désignation de la firme adjudicataire et engagement de la dépense - Mode de financement - Prise pour information par le Conseil - 5.094,10 € TVAC - Article : 766/741-51/83.

- 17 décembre 2024 : Réparation de ganivelles en châtaigner au parc du Wolvendael - Conditions du marché - Désignation de la firme adjudicataire et engagement de la dépense - Mode de financement - Prise pour information par le Conseil communal - 28.589,80 € HTVA + 6.003,85 € (montant TVA à reverser au SPF Finances) - Article : 766/725-60/83.

- 17 décembre 2024 : Achat et installation d'une ligne lave-vaisselle à l'école de Messidor. - Approbation des conditions et de l'attribution – Prise pour information par le Conseil - Mode de financement - 15.469,80 € TVAC 21 % - Article : 722/744-51/40.

- 17 décembre 2024 : Remplacement d'un réfrigérateur professionnel pour l'école du Val Fleuri - Approbation des conditions et de l'attribution - Application des articles 234 §3 et 236 de la Nouvelle loi communale – Prise pour information par le Conseil - Mode de financement - 2.507,42 € TVAC 21 % - Article : 722/744-51/40.

- 30 décembre 2024 : Mission d'assistance technique – Mission d'étude - Approbation des conditions du marché - Application de l'article 234 §3 de la nouvelle loi communale - 100.000 € - Article : 137/122-02/80.

- 30 décembre 2024 : Coordination sécurité-santé – Mission d'étude – Approbation des conditions du marché – Application de l'article 234§3 de la NLC - 25.000 € - Article : 137/122-02/80.

- 30 décembre 2024 : Achat complémentaire de mobilier pour la bibliothèque communale néerlandophone d'Uccle.- Approbation des conditions, firmes à consulter, procédure, attribution et engagement des dépenses.- Application des articles 236 et 234§3 de la Nouvelle loi communale. – Prise pour information par le Conseil communal - Mode de financement - 3.372,27 € - Article : 76701/741-51/NL/70.

- 30 décembre 2024 : Contrôles périodiques d'inspection des ascenseurs et monte-charges de divers bâtiments communaux. - Approbation de l'attribution et de l'engagement de la dépense - Application de l'article 234§3 de la NLC. Information du Conseil du dépassement du montant de l'estimation - 14.968,25 € (2024), 59.873,01 € sur 4 ans (exercices 2024 à 2028) - Article : 131/124-06/88.

- 30 décembre 2024 : Achat de matériel pour les expositions organisées à la Maison des Arts –Approbation des conditions et de l'attribution -Engagement des dépenses - Mode de financement - Prise pour information par le Conseil - 2.755,41 € - Article : 775/744-98/-/91.

- 30 décembre 2024 : Réaménagement de la rue Egide Van Ophem, exercice 2021 - Lot 1 - Approbation de l'état d'avancement n°7- approbation de 5 prix unitaires supplémentaires - paiement de la facture - Approbation du décompte final-

Approbation de la dépense supplémentaire, de la réception provisoire- libération partielle du cautionnement- Engagement de la dépense supplémentaire - Mode de financement - Prise pour information par le Conseil concernant la dépense supplémentaire - 275.703,79 € HTVA + 57.897,80 € (montant TVA à reverser au SPF Finances) - Article : 421/731-60/82.

- 30 décembre 2024 : Achat d'une table de tennis de table - Engagement de la dépense - Mode de financement - Prise pour information par le Conseil - 665,02 € TVAC - Article : 764/744-98/12.

- 30 décembre 2024 : Entretien et dépannage des installations hydrauliques dans divers bâtiments communaux pour la période du 1/01/2025 au 31/12/2025 - Procédure négociée sans publication préalable - Marche public de services - Approbation des conditions et de la désignation de la firme adjudicataire et de l'engagement de la dépense- Prise pour information par le Conseil communal - 75.000,00 € (majoration +/- 7,50 % comprise et hors TVA 6 % et 21%), soit 90.750,00 € (majoration +/- 7,50 % et TVA 6 % et 21 % comprises) - Divers articles du code économique : ...125-06/85 (exercice 2025).

- 30 décembre 2024 : Centre administratif d'Uccle : fourniture et pose d'un abri pour fumeurs - Marché de travaux - Procédure de faible montant - Approbation des conditions et de l'attribution du marché - Engagement de la dépense - Mode de financement - Prise pour information par le Conseil communal - 16.940,00 € (options et TVA autoliquidation comprises), soit 12.494,50 € (options comprises et hors TVA autoliquidation), soit 14.000,00 € (majoration +/- 12 % et options comprises et hors TVA autoliquidation) + 2.940,00 € (montant TVA 21 % à reverser au SPF Finances) - Article : 137/724-60/85.

- 30 décembre 2024 : Aménagement hydraulique et paysager du vallon du Gaesbeek - Exercice 2017 - Approbation de l'état d'avancement n° 10 - mode de financement - engagement de la dépense - paiement de la facture - prise pour information par le Conseil - 135.520 € TVAC, soit 112.000 € HTVA + 23.520 € (montant TVA à reverser au SPF Finances) - Article : 879/732-60/93.

- 30 décembre 2024 : Etude de faisabilité pour le remplacement de la passerelle sise chaussée de Saint-Job entre les numéros 263 et 265 – Approbation des conditions du marché de faible montant et des firmes à consulter, de l'attribution et de l'engagement de la dépense – Application de l'article 234 §4 - Mode de financement. - 7.061,86€ - Article : 421/747-60/82.

- 30 décembre 2024 : Travaux d'urgence de remplacement de câbles porteurs en façades pour les illuminations de fin d'année: chaussée de Waterloo 1482 et 1488 (quartier Fort Jaco).- Procédure d'urgence.- Exercice 2024.- Engagement de la dépense.- Information au Conseil - Mode de financement. - 834,90 € - Article : 520/732-60/82.

- 30 décembre 2024 : Espaces publics numériques des bibliothèques francophones.- Déploiement de l'outil de gestion à la bibliothèque du Centre.- Engagement de la dépense; - information du conseil - Mode de financement. - 6.110,50€ - Article : 76701/742-53/FR/70

Le Conseil prend connaissance.

Overheidsopdrachten - Nieuwe gemeentewet, artikel 234 § 3 - Kennisneming van beslissingen van het Schepencollege

De Raad,
Gelet op de nieuwe gemeentewet, meer bepaald artikels 234, leden 3 et 236,
Neemt kennis van de volgende beslissingen van het college van burgemeester en schepenen :

- 8 oktober 2024 : Raamovereenkomst voor de aankoop, levering en installatie van meubilair voor scholen, kinderdagverblijven en diverse gemeentelijke sites tussen 2024 en 2026 : bestelling 1 - Vaststelling van de uitgave - Financieringswijze - 6.703,40 € Artikel : 721/741-51/40 - 22.356,59 € Artikel : 722/741-51/40 - 1.256,05 € Artikel : 75101/741-51/40 - 284,86 € Artikel : 75101/744-98/40 - 7.430,21 € Artikel : 75102/741-51/40.

- 10 december 2024 : Topografische opmetingen van de openbare ruimte - dienstjaar 2024 - goedkeuring van de uitgave, de documenten en gunningswijzen van de opdracht, de lijst van de raad te plegen landmeters en de datum van de opening der offertes - artikelen 234 §4 en 236 van de nieuwe Gemeentewet - 20.000 € incl. btw - Artikel : 421/747-60/82.
- 10 december 2024 : Ferme Rose - Verven van de gevels - Werkenoverheidsopdracht - Goedkeuring van het project, van het bestek, van de raming, van de wijze van aanbesteding en van de lijst van de te raadplegen firma's - Kennisneming door de Gemeenteraad - 46.000,00 € excl. btw, dus 55.660,00 € incl. btw - Artikel : 773/723-60/96.
- 10 december 2024 : Parkeerplaats Saint-Pierre : brandwerende verven en verschillende afwerkingen - Werkenoverheidsopdracht - Onderhandelingsprocedure zonder voorafgaande bekendmaking - Goedkeuring van de voorwaarden van de opdracht - Kennisneming door de Gemeenteraad - 388.553,50 € (incl. toeslag 10 %, btw 21 % verlegging), dus 291.926,00 € (excl. toeslag en btw 21 % verlegging), dus 321.118,60 € (incl. toeslag 10 % en excl. btw 21 % verlegging) + 67.434,91 € (bedrag btw 21 % terug te betalen aan de FOD Financiën) - Artikel : 424/724-60/85.
- 10 december 2024 : Opdracht voor studie en advies : energie begeleiding voor de gemeentelijke diensten voor 2025 (en verlengbaar tot en met 31 december 2028 ten laatste) - Goedkeuring van de voorwaarden van de overheidsopdracht - Kennisneming door de Gemeenteraad - 82.644,63 € excl. btw, dus 100.000 € incl. btw 21 % - Artikel : 137/747-60/85.
- 10 december 2024 : Parking Saint-Pierre : installatie van een brandalarm- en detectiesysteem - Werkenoverheidsopdracht - Onderhandelingsprocedure zonder voorafgaande bekendmaking - Goedkeuring van de voorwaarden van de overheidsopdracht - Kennisneming door de Gemeenteraad - 42.350,00 € (incl. btw 21 % verlegging), dus 35.000,00 € (excl. btw 21 % verlegging) + 7.350,00 € (bedrag btw 21 % terug te betalen aan de FOD Financiën) - Artikel : 424/724-60/85.
- 10 december 2024 : Parking Saint-Pierre : renovatie van de normale verlichtings-, nood- en beveiligingsarmaturen en van de videobewakingsstelsel - Werkenoverheidsopdracht - Onderhandelingsprocedure zonder voorafgaande bekendmaking - Goedkeuring van de voorwaarden van de overheidsopdracht - Kennisneming door de Gemeenteraad - 52.635,00 € (btw 21 % verlegging), dus 43.500,00 € (excl. btw 21 % verlegging) + 9.135,00 € (bedrag btw 21 % terug te betalen aan de FOD Financiën) - Artikel : 424/724-60/85.
- 10 december 2024 : Gaesbeekvallei en begraafplaats Verrewinkel: beheer van Japanse duizendknoop - Aanwijzing en vastlegging van de uitgaven - Wijze van financiering - 30.000 € incl. btw - Artikel : 879/732-60/93.
- 10 december 2024 : Bewegwijzering voor de speelruimten - Goedkeuring van de uitgave, van de wijze van de opdracht en de aanwijzing van de aannemer bedrijf - Financieringswijze - Kennisneming door de Gemeenteraad - 25.800,00 € + 5.418,00 € - Artikel : 766/725-60/83.
- 17 december 2024 : Aanleg van een skatepark in de Egide Van Ophemstraat – dienstjaar 2024 – goedkeuring van de voorontwerp, de uitgave, de documenten en gunningswijzen van de opdracht, de lijst van de raad te plegen firma's en de datum van de opening der offertes - artikelen 234 §4 en 236 van de nieuwe Gemeentewet - 117.975,00 € - Artikel : 764/665-52/12 - 24.402,00 € incl. btw, waarvan 4.235,00 € (bedrag btw terug te betalen aan de FOD Financiën) - Article 000/724-60/2020/17.
- 17 december 2024 : Ontwerp van een project inzake meubilair en inrichting van het nieuwe gemeentelijke administratieve centrum : bestelling 18 - Vastlegging van de uitgave - Financieringswijze - Toepassing van artikelen 234 § 3 et 236 van de nieuwe gemeentewet - 8.650,29 € incl. btw - Article : 137/741-51/58.
- 17 december 2024 : Raamovereenkomst voor de aankoop, levering en installatie van meubilair voor scholen, kinderdagverblijven en diverse gemeentelijke sites tussen 2024 en 2026 : bestelling 2 (perceel 3) - Vastlegging van de uitgave - Financieringswijze - Toepassing van artikel 234 § 3 van de nieuwe gemeentewet - 1.485,47 € incl. btw - Artikel : 832/741-51/58.
- 17 december 2024 : Uitrusting voor kinderen met speciale behoeften als onderdeel van redelijke huisvesting - Toevoeging van een aanvullende opdracht en vastlegging van de uitgaven - Toepassing van artikel 234§3 van de nieuwe

- gemeentewet - Financieringswijze - 3.560,40 €, waarvan 617,92 € (bedrag btw terug te betalen aan de FOD Financiën) - Artikel : 75102/744-98/40.
- 17 december 2024 : Levering en uitleendienst "Apparatuur" - Goedkeuring van voorwaarden en toewijzing - Toepassing van artikel 234 §3 van de Nieuwe Gemeentewet - 5.960,80 € excl. btw, dus 7.212,57 € incl. btw 21 %, waarvan 1.251,77 € (bedrag btw terug te betalen aan de FOD Financiën) - 76301/744-98-/58.
 - 17 december 2024 : Aankoop van gebakjes voor de vergaderingen in het gemeentebestuur voor het jaar 2025 - goedkeuring van de voorwaarden en de gunning - Vastlegging van de uitgave - toepassing van artikelen 234 § 4 en 236 van de nieuwe gemeentewet - Artikelen : .../123-48... et.../123-16...
 - 17 december 2024 : Betreft: Vervanging van een professionele koelkast voor de school Val Fleuri - Goedkeuring van voorwaarden en gunning - Toepassing van artikelen 234 §3 en 236 van de Nieuwe Gemeentewet - Financieringswijze - 2.507,42 € incl. btw 21 % - Artikel : 722/744-51/40.
 - 17 december 2024 : Een ongediertebestrijdingsplan opstellen en uitvoeren - Goedkeuring van de voorwaarden, de gunningswijze en de te raadplegen firma's - Toepassing van artikel 234, § 3 van de nieuwe gemeentewet - 36.000 € per jaar, 144.000 € op 4 jaar - Dienstjaren 2024 tot 2027 - Artikel : 875/124-48/85.
 - 17 december 2024 : Preventie. Barnum voor de dienstanten aan het Melkriek - Goedkeuring van de gunningswijze, de aannemer en de vaststelling van de uitgave - Financieringswijze - Kennisneming door de gemeenteraad - 783,35 € - Artikel : 300/744-98/97.
 - 17 december 2024 : Opdracht voor studie en advies : energie begeleiding voor de gemeentelijke diensten voor 2025 (en verlengbaar tot en met 31 december 2028 ten laatste) - Goedkeuring van de voorwaarden van de overheidsopdracht - Kennisneming door de Gemeenteraad - 115.000,00 € excl. btw, dus 139.150,00 € incl. btw 21 % - Artikel : 137/747-60/85.
 - 17 december 2024 : Diverse sites : standaardisatie van toegangscontroles, videotelefonie en netwerkgegevensextensie - Werkenoverheidsopdracht - Onderhandelingsprocedure zonder voorafgaande bekendmaking - Goedkeuring van de voorwaarden van de overheidsopdracht - Financieringswijze - Kennisneming door de Gemeenteraad - 96.800,00 € (incl. toeslag +/- 10 % et btw 21 % verlegging), dus 72.450,00 € (excl. toeslag en btw), soit 80.000,00 € (incl. toeslag +/- 10 % en excl. btw) + 16.800,00 € (bedrag btw terug te betalen aan de FOD Financien) - Article : 84401/724-60/85.
 - 17 december 2024 : Informatisering der diensten - Aankoop van biometrische apparatuur voor de loketten van de bevolking dienst - Goedkeuring van de aanwending van de uitgaven, wijze van aanschaf en de financieringswijze van de kosten - (INF493). Ter informatie-neming door de Raad - 35.788,35 € - Artikel : 104/742-53/53.
 - 17 december 2024 : Schepping, levering en verplaatsing van een bewegwijzering - Vaststelling van de uitgave - financieringswijze - Kennisneming door de gemeenteraad - 15.000,00 € - Artikel : 137/723-60/80.
 - 17 december 2024 : Water- en landschapsaanleg van het Gaesbeekdal.- Dienstjaar 2017. – financieringswijze - Vaststelling van de uitgave – betaling van de factuur – kennisneming door de raad - 194.768,38 € - Artikel : 879/732-60/93 (2017) - 72.862,24 € incl. btw, soit 60.216,73 € excl. btw + 12.645,51 € (bedrag btw terug te betalen aan de FOD) - Artikel : 879/732-60/93 (2024).
 - 17 december 2024 : Aankoop en levering van picknicktafels voor het Wolvendaelpark - Goedkeuring van de uitgave, van de wijze van de opdracht en de aanwijzing van de aannemer bedrijf - Vaststelling van de uitgave - Financieringswijze - Kennisneming door de gemeenteraad - 5.094,10 € incl. btw - Artikel : 766/741-51/83.
 - 17 december 2024 : Herstelling van kastanje ganivelle in het Wolvendaelpark - - Aanwijzing van het winnende bedrijf en vastlegging van uitgaven - Financieringswijze - Kennisneming door de gemeenteraad - 28.589,80 € excl. btw + 6.003,85 € (bedrag btw terug te betalen aan de FOD Financiën) - Artikel : 766/725-60/83.
 - 17 december 2024 : Aankoop en installatie van een vaatwasmachine in de school van Messidor - Goedkeuring van de voorwaarden en de gunning -

- Financieringswijze - Kennisneming door de gemeenteraad - 15.469,80 € incl. btw 21 % - Artikel : 722/744-51/40.
- 17 december 2024 : Betreft: Vervanging van een professionele koelkast voor de school Val Fleuri - Goedkeuring van voorwaarden en gunning - Toepassing van artikelen 234 §3 en 236 van de Nieuwe Gemeentewet - Kennisneming door de gemeenteraad - Financieringswijze - 2.507,42 € incl. btw 21 % - Artikel : 722/744-51/40.
 - 30 december 2024 : Opdracht voor technische bijstand.- Studieopdracht - Goedkeuring van de voorwaarden van de opdracht - Toepassing van artikel 234§4 van de nieuwe gemeentewet - 100.000 € - Artikel : 137/122-02/80.
 - 30 december 2024 : Coördinatie veiligheid-gezondheid - Studieopdracht – Goedkeuring van de voorwaarden van de opdracht - Toepassing van artikel 234§3 van de NGW - 25.000 € - Artikel : 137/122-02/80.
 - 30 december 2024 : Bijkomende aankoop van meubilair voor de Nederlandstalige gemeentebibliotheek van Ukkel.- Goedkeuring van de voorwaarden, te raadplegen firma's, procedure, gunning en vastlegging van de uitgave.- Toepassing van artikelen 236 en 234 §3 van de Nieuwe Gemeentewet. – Ter informatie aangenomen door de Gemeenteraad - 3.372,27 € - Artikel : 76701/741-51/NL/70.
 - 30 december 2024 : Periodieke inspectiecontroles van de liften en goederenliften van diverse gemeentegebouwen - Overschrijding van de raming van de uitgave - Toepassing van artikel 234 §3 van de nieuwegemeentewet - Kennisneming door de gemeenteraad - 14.968,25 € (2024), 59.873,01 € op 4 jaar (dienstjaren 2024 tot 2028) - Artikel : 131/124-06/88.
 - 30 december 2024 : Aankoop van materiaal voor de tentoonstellingen in het Kunstenhuis – Goedkeuring van de voorwaarden en van de gunning – Vastlegging van de uitgaven – Financieringswijze – Kennisneming door de gemeenteraad - 2.755,41 € - Artikel : 775/744-98/-/91.
 - 30 december 2024 : Herinrichting van de Egide Van Ophemstraat, begrotingsjaar 2021 – Lot 1 - Goedkeuring van vorderingsstatus nr. 7 -goedkeuring van 5 extra eenheidsprijzen- Betaling van de factuur - Goedkeuring van de eindafrekening - Goedkeuring van de bijkomende uitgaven, voorlopige aanvaarding - Gedeeltelijke vrijgave van de borgtocht - Vastlegging van de bijkomende uitgaven - Wijze van financiering - Ter informatie aangenomen door de Raad betreffende de bijkomende uitgaven. - 275.703,79 € excl.btw + 57.897,80 € (bedrag btw terug te betalen aan de FOD Financiën) - Artikel : 421/731-60/82.
 - 30 december 2024 : Verwerving van een tafeltennistafel - Vastlegging van de uitgaven - Financieringswijze - Ter kennisgeving aangenomen door de Raad - 665,02 € incl. btw - Artikel : 764/744-98/12.
 - 30 december 2024 : Onderhoud en probleemoplossing van hydraulische systemen in verschillende gemeentelijke gebouwen voor de periode van 01/01/2025 tot en met 31/12/2025 - Onderhandelingsprocedure zonder voorafgaande bekendmaking - Dienstenoverheidsopdracht - Goedkeuring van de voorwaarden van de overheidsopdracht - Kennisneming door de Gemeenteraad - 75.000,00 € (incl. toeslag +/- 7,50 % en excl. btw 6 % et 21%), dus 90.750,00 € (incl. toeslag +/- 7,50 % en btw 6 % et 21 %) - Diverse artikelen van de economische code : ...125-06/85 (exercice 2025).
 - 30 december 2024 : Administratief centrum van Ukkel : levering en installatie van een rookopvang - Werkenoverheidsopdracht - Procedure van beperkte waarde - Goedkeuring van de voorwaarden en van de gunning van de opdracht - Vastlegging van de uitgave – Financieringswijze - Kennisneming door de Gemeenteraad - 16.940,00 € (incl. opties en btw verlegging)), dus 12.494,50 € (incl. opties en excl. btw verlegging), dus 14.000,00 € (incl. toeslag +/- 12 % en opties en excl. btw verlegging) + 2.940,00 € (bedrag btw 21 % terug te betalen aan de FOD Financiën) - Artikel : 137/724-60/85.
 - 30 december 2024 : Water- en landschapsaanleg van het Gaesbeekdal.- Dienstjaar 2017. – Goedkeuring van vordering nr 10 - Financieringswijze – Vastlegging van de uitgave - Betaling van de factuur – Kennisneming door de raad - 135.520 € incl. btw, dus 112.000 € excl. btw + 23.520 € (bedrag btw terug te betalen aan de FOD Financiën) - Artikel : 879/732-60/93.
 - 30 december 2024 : Haalbaarheidsstudie voor de vervanging van de loopbrug gelegen Sint - Jobssteenweg 263 en 265 - Goedkeuring van de voorwaarden voor

een opdracht van geringe en de te raadplegen firma's, de gunning en de vastlegging van de uitgave - Toepassing artikel 234 §4 - Wijze van financiering. - 7.061,86€ - Artikel : 421/747-60/82
- 30 december 2024 : Spoedwerkzaamheden voor de vervanging van de draagkabels aan de gevel voor de eindejaarsverlichting: Waterlooosesteenweg1482 en 1488 (Fort Jaco) - Spoedprocedure - Begrotingsjaar 2024 - Vastlegging van de uitgaven - Informatie voor de Raad. - 834,90 € - Artikel : 520/732-60/82
- 30 december 2024 : Openbare Computerruimte in Franstalige bibliotheken. - Implementatie van de beheertool in de bibliotheek du Centre. -Vastlegging van de uitgave - 6.110,50€ - Artikel : 76701/742-53/FR/70

De Raad neemt kennis.

23.01.2025/A/0016 **Gardiennage C.A.U. et C.P.A.S. - Approbation des conditions du marché.**

Le Conseil,

Vu la nouvelle loi communale, notamment l'article 234 relatif aux compétences du Conseil communal;

Vu la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics, notamment l'article 89, § 1, 2° (le montant du marché HTVA ne dépassant pas le seuil de 750.000,00 €);

Considérant que le cahier des charges n°2024-080 relatif au marché « Gardiennage C.A.U et C.P.A.S. » établi par la Centrale de marchés et le service Patrimoine du C.P.A.S. d'Uccle;

Considérant que le présent marché est un marché conjoint au sens des articles 2, 36° et 48 de la loi du 17 juin 2016. Les entités sont: La Commune d'Uccle, pouvoir adjudicateur organisateur (PAO) et Le CPAS, pouvoir adjudicateur bénéficiaire (PAB);

Considérant que le marché sera conclu pour une durée de 12 mois;

Considérant que le présent marché pourra être reconduit pour maximum 1 an, conformément aux dispositions de l'article 57 de la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services;

Considérant que le pouvoir adjudicateur informera le prestataire par écrit s'il souhaite reconduire le marché avant l'échéance du délai d'exécution du marché;

Considérant que ce marché est divisé en lots :

Lot 1 : Gardiennage C.A.U., estimé à 230.000,00 € H.T.V.A.;

Lot 2 : Gardiennage C.P.A.S. estimé à 106.000,00 € H.T.V.A.;

Considérant que le montant total estimé de ce marché s'élève à 672.000,00 € H.T.V.A. ou 813.120,00 €, 21 % T.V.A et reconduction comprises;

Considérant qu'il est proposé de passer le marché par procédure négociée sans publication préalable;

Considérant que les crédits permettant cette dépense sont inscrits, pour la commune, à l'article 137/124-06/85 et, pour le C.P.A.S, à l'article 1040/12500/10 AFFGE;

Considérant que le Collège a approuvé la liste des firmes à consulter;

Sur proposition du Collège des Bourgmestre et Échevins;

Décide:

- d'approuver le cahier des charges n°2024-080 et le montant estimé du marché « Gardiennage C.A.U et C.P.A.S. », établi par la Centrale de marchés et le service Patrimoine du C.P.A.S. d'Uccle. Les conditions sont fixées comme prévu au cahier des charges et par les règles générales d'exécutions des marchés publics;
- d'approuver l'estimation annuelle pour le lot 1, s'élevant à 230.000,00 € H.T.V.A. et l'estimation annuelle pour le lot 2, s'élevant à 106.000,00 € H.T.V.A., pour le montant total estimé de 813.120,00 €, 21 % T.V.A. et reconduction comprises;
- de choisir la procédure négociée sans publication préalable comme mode de passation du marché, en application des dispositions de l'article 89, § 1, 2° de la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics;
- de transmettre cette délibération à l'autorité de tutelle en vue de l'exercice de la tutelle générale.

Le Conseil approuve le point.

37 votants : 37 votes positifs.

Bewaking A.C.U. en O.C.M.W. - Goedkeuring van de voorwaarden van de opdracht.

De raad,

Gelet op de nieuwe gemeentewet, meer bepaald artikel 234 inzake de bevoegdheden van de gemeenteraad;

Gelet op de wet van 17 juni 2016 inzake overheidsopdrachten, meer bepaald artikel 89, § 1, 2° (het bedrag van de opdracht excl. btw is lager dan de drempel van € 750.000);

Gelet op bestek nr. 2024-080 inzake de opdracht "Bewaking ACU en OCMW", opgesteld door de Opdrachtcentrale en de dienst Patrimonium van het OCMW van Ukkel;

Overwegende dat de onderhavige opdracht een gezamenlijke opdracht is in de zin van artikels 2, 36° en 48 van de wet van 17 juni 2016. De entiteiten zijn: De gemeente Ukkel, aanbestedende overheid - organisator (AOO) en het OCMW, aanbestedende overheid - begunstigde (AOB);

Overwegende dat de opdracht zal worden afgesloten voor een periode van 12 maand;

Overwegende dat de onderhavige opdracht voor max. 1 jaar verlengd kan worden overeenkomstig de bepalingen van artikel 57 van de wet van 17 juni 2016 betreffende de overheidsopdrachten en sommige opdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten;

Overwegende dat de aanbestedende overheid de opdrachtnemer schriftelijk zal informeren indien hij de opdracht wenst te verlengen vóór het einde van de

uitvoeringstermijn van de opdracht;

Overwegende dat deze opdracht is verdeeld in percelen:

Perceel 1: Bewaking ACU, geraamd op € 230.000, excl. btw;

Perceel 2: Bewaking OCMW, geraamd op € 106.000, excl. btw;

Overwegende dat het geraamde totaalbedrag van deze opdracht € 672.000 excl. btw of 813.120,00 incl. 21% btw en verlenging bedraagt;

Overwegende dat er wordt voorgesteld de opdracht te gunnen via een onderhandelingsprocedure zonder voorafgaande bekendmaking;

Overwegende dat de kredieten voor deze uitgave ingeschreven zijn onder artikel 137/124-06/85 en voor het O.C.M.W. onder het artikel 1040/12500/10 AFFGE;

Overwegende dat het college de lijst van te raadplegen ondernemingen heeft goedgekeurd;

Op voorstel van het college van burgemeester en schepenen;

Beslist:

- zijn goedkeuring te verlenen aan bestek nr. 2024-080 inzake de opdracht "Bewaking ACU en OCMW", opgesteld door de Opdrachtcentrale en de dienst Patrimonium van het OCMW van Ukkel. De voorwaarden zijn vastgelegd in het bestek en in de algemene uitvoeringsregels van overheidsopdrachten;

- zijn goedkeuring te verlenen aan de jaarlijkse raming voor perceel 1, ten bedrage van € 230.000,00 excl. btw en de jaarlijkse raming voor perceel 2, ten bedrage van € 106.000,00 excl. btw, voor een totaal geraamd bedrag van € 813.120,00 incl. 21% btw en verlenging;

- de onderhandelingsprocedure zonder voorafgaande bekendmaking te kiezen als plaatsingsmethode van de opdracht overeenkomstig de bepalingen van artikel 89, § 1, 2°, van de wet van 17 juni 2016 inzake overheidsopdrachten;

- deze beraadslaging op te sturen naar de toezichthoudende overheid met het oog op de uitoefening van het algemeen toezicht.

De Raad keurt het punt goed.

37 stemmers : 37 positieve stemmen.

2 annexes / 2 bijlagen

2024_10_21_CCH - Modele 3P.def.docx, 2024_10_21_Bestek - Model 3P.def.docx

Secrétariat central - Centraal secretariaat

23.01.2025/A/0017 **Question écrite de M. Van de Cauter : les retards des enfants dans les écoles communales**

Le Conseil prend connaissance.

Schriftelijke vraag van de h. Van de Cauter : late aankomsten van kinderen in onze gemeentelijke scholen.

De Raad neemt kennis.

1 annexe / 1 bijlage

Réponse QE Van de Cauter Retard scolaire.docx

23.01.2025/A/0018 **Interpellation de M. Cools : soutien à la libération de Boualem Sansal.**

M. Cools déclare que la liberté – « Liberté, Liberté chérie », pour reprendre le poème d'Eluard – est absente dans une large partie du monde, de la Chine et de la Russie à l'Iran en passant par des pays comme l'Algérie. Depuis le 16 novembre 2024, ce dernier pays a incarcéré l'écrivain franco-algérien Boualem Sansal.

Auteur d'une quinzaine d'ouvrages, cet homme engagé dénonce la progression de l'idéologie islamiste dans les pays musulmans et les conséquences qui en découlent, y compris dans les pays européens. Sa détention en Algérie est purement arbitraire et totalement inacceptable.

Boualem Sansal est un militant contre tous les fanatismes et pour la paix dans le monde. En octobre 2012, il a lancé avec l'écrivain israélien David Grossman l'« appel de Strasbourg pour la paix » lors du premier Forum mondial de la démocratie organisé par le Conseil de l'Europe et la Ville de Strasbourg. Près de 200 écrivains issus des cinq continents ont depuis signé cet appel et se sont déclarés prêts à s'engager pour faire progresser la paix et la démocratie partout dans le monde. M. Cools souhaite que la commune prenne une initiative telle que le placement d'un panneau plaidant pour sa libération dans l'entrée du hall d'accueil de son centre administratif et/ou le placement de tels panneaux à l'entrée des bibliothèques communales. Pourquoi aussi ne pas organiser une soirée littéraire dans une des bibliothèques, où serait présentée l'œuvre littéraire de Boualem Sansal et son combat pour la paix et la démocratie ? Un membre du comité pour sa libération pourrait être sollicité afin d'y faire un exposé.

L'état de santé de Boualem Sansal rend nécessaire sa libération rapide.

Au-delà de son aspect en partie symbolique, une initiative de la commune en faveur de la libération de Boualem Sansal est importante pour rappeler le combat d'hommes et de femmes à travers le monde contre le fanatisme et pour la liberté d'expression.

Mme Ledan rappelle qu'il n'est pas si facile pour une commune de marquer son soutien même symbolique à toutes causes justes et légitimes en faveur de la démocratie. La Commune l'a fait pour Olivier Vandecasteele et suite à l'assassinat en captivité d'Alexeï Navalny et a lancé un groupe de travail consacré aux prisonniers politiques auquel tous les groupes politiques du Conseil communal étaient représentés. Mme Ledan explique qu'une stèle sera installée devant le Centre administratif pour rendre hommage à ces prisonniers politiques défendant la démocratie. Le 10 décembre Amnesty international a organisé au Centre administratif un marathon des lettres.

Le sort de Boualem Sansal ne peut nous laisser indifférent. Mme Ledan rappelle qu'il s'agit d'un homme de qualité, un écrivain mais qu'il faut aussi rappeler, et quelles que soient toutes les qualités de l'engagement de M. Sansal, qu'il est aussi membre du

comité stratégique du média français d'extrême droite « Frontière ». M. Sansal fait partie des 1 million de personnes en captivité dans le monde en raison de leur race, de leur religion, de leur origine ethnique, de leurs relations privées ou pour avoir exercé leurs droits fondamentaux. L'organisation Pen America qui défend la liberté d'expression des écrivains dans le monde entier a recensé en 2020, 273 écrivains emprisonnés dans 35 pays du monde, la Chine restant en tête de ce palmarès.

Mme Ledan espère que de nouvelles personnalités politiques, en plus des personnalités notamment françaises qui se sont exprimés, des personnalités publiques, d'autres instances au niveau européen par exemple et d'autres pays, vous avez parlé de la Belgique, que le Royaume de Belgique se prononceront contre cette incarcération qui ne peut que nous inquiéter sur le climat politique en Algérie.

Mme Ledan témoigne de la présence de pétitions qui circulent pour demander sa libération auxquelles nous pouvons contribuer. Et puis la Commune peut faire mieux connaître son œuvre qui est présente dans nos 3 bibliothèques francophones.

M. l'Echevin Vanraes remercie M. Cools pour son interpellation qui tend à ce que la commune prenne un certain nombre d'initiatives visant la libération de M. Boualem Sansal actuellement détenu en Algérie et arrêté le 16 novembre 2024 à Alger où il est actuellement hospitalisé. Les charges que l'Etat algérien a retenu contre M. Sansal, sont la violation de l'article 57bis du code criminel algérien qui parle de l'atteinte à l'intégrité du territoire national. Selon la presse française, son arrestation serait liée à des déclarations qu'il aurait faites à Frontières Media par laquelle M. Sansal appuyait la position française en faveur du Maroc dans le conflit Maroc et Algérie au sujet du Sahara occidental. Le 27 novembre dernier lors de la séance plénière du Parlement européen à Strasbourg, M. Joseph Borell, ex haut représentant d'Union européenne pour les affaires étrangères a demandé par la voie du Commissaire Helena Dalli, que l'Algérie respecte les droits fondamentaux dans le cadre de ce dossier. En Belgique, la Scam a demandé la libération de M. Sansal.

M. l'Echevin Vanraes trouve que l'interpellation concerne l'arrestation d'une personne n'ayant aucun lien avec notre commune ni notre pays, dans le cadre de conflits opposant en fait la France, l'Algérie et le Maroc. A ce jour, ni l'Etat belge, ni l'Etat français n'ont émis des demandes de libération officielle pour M. Sansal.

M. l'Echevin Vanraes prend pour exemple le professeur de la VUB, le docteur Djalali, détenu depuis 8 ans en Iran ou le militaire belge Jean-Jacques Wondo victime de la violation des droits de l'homme pour qui les pouvoirs nationaux et internationaux tels que le Gouvernement belge, la Commission et le Parlement Européen, le Conseil de l'Europe ainsi que les pouvoirs judiciaires qui ont condamné ces infractions aux règles ou aux violations des droits humains.

Il se pose la question, de savoir si notre commune doit intervenir chaque fois qu'il y a une telle violation des droits de l'homme. Il estime que les pouvoirs locaux n'ont ni la vocation ni les moyens d'évaluer chaque cas individualisé de violations des droits fondamentaux afin de prendre des initiatives au nom de leurs citoyens parce que c'est ce qui est demandé. M. l'Echevin Vanraes rappelle tous les événements et actions mis en place par la Commune pour mettre en avant les Droits de l'Homme notamment la journée des Droits humains du 10 décembre.

M. l'Echevin Vanraes se propose avec l'Echevinat de l'enseignement pour explorer les pistes de travail autour des droits humains à intégrer dans nos écoles communales. La commune continuant à sensibiliser la population ucloise et plus particulièrement les jeunes quant à l'importance du respect des principes repris dans la déclaration des droits de l'homme notamment lors du festival des solidarités qui se tiendra cette année du 10 au 27 mars sur le thème de la double culture. L'Echevin propose de chercher des fonds européens pour faire d'Uccle un point de contact local sur la défense des droits fondamentaux sur notre territoire en raison de l'application de la charte des

devoirs fondamentaux d'une union européenne.

M. Cools remercie M. l'Echevin Vanraes pour la fin de son intervention en disant qu'à titre individuel chacun peut prendre des initiatives et demander de pouvoir disposer par exemple des locaux dans une bibliothèque. De plus, il se réjouit de l'organisation d'une journée des droits humains le 10 décembre dont il pense qu'un certain nombre d'organisations au sein du Conseil de l'Europe pourrait être associées à cela ; le Commissariat aux droits humains, le Congrès des Pouvoirs locaux et régionaux qui développent toute une série d'actions en matière de droits humains destinés aux pouvoirs locaux et régionaux.

M. Cools se dit, toutefois, déçu sur le reste de l'intervention et plus particulièrement sur celle de Mme Ledan. Il est bien conscient qu'il peut y avoir un débat sur la saisie des questions humanitaires mais il nie le fait que M. Sansal soit d'extrême droite et M. Cools dit que M. Sansal est un défenseur de la paix entre israéliens et palestiniens basé sur les résolutions de l'ONU sur deux Etats vivant en sécurité l'un à côté de l'autre. M. Sansal ayant été emprisonné en Algérie à son retour d'Israël.

Il pense que la commune aurait pu répondre qu'elle organisait une soirée littéraire pour faire connaître son œuvre à la bibliothèque Le Phare car M. Sansal est un prix Goncourt. M. Cools prend acte que si on veut le faire connaître il faut prendre des initiatives privées et le regret en estimant que la commune doit aller le geste à la parole au niveau des droits humains et de la liberté.

Le Conseil prend connaissance.

Interpellatie van dhr. Cools : steun voor het vrijlaten van Boualem Sansal.

De h. Cools zegt dat vrijheid - "Liberté, Liberté chérie", om het gedicht van Eluard aan te halen - afwezig is in grote delen van de wereld, van China en Rusland tot Iran en landen als Algerije. Sinds 16 november 2024 zet Algerije de Frans-Algerijnse schrijver Boualem Sansal gevangen.

Sansal, auteur van een vijftiental boeken, hekelt de verspreiding van de islamistische ideologie in moslimlanden en de gevolgen daarvan, ook in Europese landen. Zijn aanhouding in Algerije is puur willekeurig en volstrekt onaanvaardbaar.

Boualem Sansal is een militant tegen alle vormen van fanatisme en voor wereldvrede. In oktober 2012 lanceerde hij samen met de Israëlische schrijver David Grossman de "appel de Strasbourg pour la paix" op het eerste Wereld Democratie Forum georganiseerd door de Raad van Europa en de stad Straatsburg. Bijna 200 schrijvers uit alle vijf continenten hebben sindsdien de oproep ondertekend en zich daarmee bereid verklaard zich in te zetten voor de bevordering van vrede en democratie in de hele wereld. De h. Cools zou graag zien dat de gemeente een initiatief neemt zoals het plaatsen van een bord dat oproept tot zijn vrijlating in de hal van het administratief centrum en/of het plaatsen van soortgelijke borden bij de ingangen van de gemeentelijke bibliotheken. Waarom geen literaire avond organiseren in een van de bibliotheken, waar het literaire werk van Boualem Sansal en zijn strijd voor vrede en democratie gepresenteerd kunnen worden? Een lid van het comité voor zijn vrijlating zou gevraagd kunnen worden om een presentatie te geven.

De gezondheidstoestand van Boualem Sansal maakt een snelle vrijlating noodzakelijk.

Afgezien van het symbolische aspect is een initiatief van de gemeente voor de vrijlating van Boualem Sansal belangrijk als herinnering aan de strijd van mannen en vrouwen over de hele wereld tegen fanatisme en voor vrijheid van meningsuiting.

Mevr. Ledan wijst erop dat het voor een gemeente niet zo eenvoudig is om haar steun te betuigen, hoe symbolisch ook, aan alle rechtvaardige en legitieme democratische doelen. De gemeente heeft dit gedaan voor Olivier Vandecasteele en na de moord in gevangenschap op Alexeï Navalny, en heeft een werkgroep opgericht voor politieke gevangenen waarin alle fracties van de gemeenteraad vertegenwoordigd zijn. Mevr. Ledan legt uit dat er voor het Administratief Centrum een gedenksteen zou worden opgericht als eerbetoon aan deze politieke gevangenen die de democratie verdedigen. Op 10 december organiseerde Amnesty International een schrijfmarathon in het Administratief Centrum.

Het lot van Boualem Sansal kan ons niet onverschillig laten. Mevr. Ledan herinnerde ons eraan dat de h. Sansal een man van kwaliteit is, een schrijver, maar dat we ook niet mogen vergeten, en ongeacht de kwaliteiten van de inzet van de h. Sansal, dat hij ook lid is van het strategisch comité van de extreem rechtse Franse media "Frontière". De h. Sansal is een van de 1 miljoen mensen die wereldwijd gevangen zitten vanwege hun ras, religie, etnische afkomst, privérelaties of vanwege het uitoefenen van hun grondrechten. In 2020 telde Pen America, een organisatie die opkomt voor de vrijheid van meningsuiting voor schrijvers wereldwijd, 273 schrijvers die gevangen zitten in 35 landen over de hele wereld, met China bovenaan de lijst.

Mevr. Ledan, ik hoop dat nieuwe politieke figuren, naast de Franse figuren die zich hebben uitgesproken, publieke figuren, andere instanties op Europees niveau bijvoorbeeld, en andere landen - u noemde België - zich zullen uitspreken tegen deze opsluiting, die ons alleen maar zorgen kan baren over het politieke klimaat in Algerije.

Mevr. Ledan getuigt dat er petitie's circuleren waarin wordt opgeroepen tot zijn vrijlating, waaraan wij kunnen bijdragen. De gemeente kan ook meer bekendheid geven aan zijn werk, dat te vinden is in onze 3 Franstalige bibliotheken.

De h. Vanraes dankt de h. Cools voor zijn interpellatie aan de gemeente om een aantal initiatieven te nemen voor de vrijlating van Boualem Sansal, die momenteel in Algerije wordt vastgehouden en op 16 november 2024 in Algiers werd gearresteerd, waar hij momenteel in het ziekenhuis ligt. De Algerijnse regering beschuldigt de h. Sansal onder meer van overtreding van artikel 57bis van het Algerijnse strafwetboek dat betrekking heeft op misdrijven tegen de integriteit van het nationale grondgebied. Volgens de Franse pers houdt zijn arrestatie verband met verklaringen die hij tegenover Frontières Media heeft afgelegd, waarin de h. Sansal het Franse standpunt ten gunste van Marokko in het conflict tussen Marokko en Algerije over de Westelijke Sahara steunde. Op 27 november jl. heeft Joseph Borell, voormalig Hoge Vertegenwoordiger van de Europese Unie voor buitenlandse zaken, tijdens de plenaire

vergadering van het Europees Parlement in Straatsburg Algerije bij monde van commissaris Helena Dalli opgeroepen de grondrechten in deze kwestie te respecteren. In België heeft de Scam opgeroepen tot de vrijlating van de h. Sansal.

De h. Vanraes is van mening dat de arrestatie een persoon betreft die geen band heeft met onze gemeente of ons land, in de context van conflicten tussen Frankrijk, Algerije en Marokko. Tot op heden hebben noch de Belgische noch de Franse regering een officieel verzoek tot vrijlating van Sansal ingediend.

De h. Vanraes noemt als voorbeelden VUB professor Dr Djalali, die al 8 jaar wordt vastgehouden in Iran, en de Belgische soldaat Jean-Jacques Wondo, een slachtoffer van mensenrechtenschendingen, voor wie nationale en internationale autoriteiten zoals de Belgische regering, de Europese Commissie en het Parlement, de Raad van Europa en de rechterlijke macht deze schendingen van de regels of schendingen van de mensenrechten hebben veroordeeld. Hij vraagt zich af of ons gemeentebestuur moet tussenkomen wanneer er sprake is van een dergelijke schending van de mensenrechten. Hij is van mening dat lokale overheden noch de roeping noch de middelen hebben om elk individueel geval van schending van grondrechten te beoordelen teneinde initiatieven te nemen ten behoeve van hun burgers, want dat is wat er nodig is. De h. Vanraes herinnert aan alle evenementen en acties die de gemeente heeft georganiseerd om de mensenrechten te bevorderen, met name de Dag van de Mensenrechten op 10 december.

De h. Vanraes stelt voor om samen te werken met de schepen van Onderwijs om na te gaan hoe we de mensenrechten kunnen integreren in onze gemeentescholen. De gemeente blijft de Ukkelaars, en in het bijzonder jongeren, bewust maken van het belang om de beginselen van de Verklaring van de Rechten van de Mens te respecteren, met name tijdens het Festival van Solidariteit, dat dit jaar van 10 tot 27 maart zal worden gehouden met als thema de dubbele cultuur. De schepen stelt voor Europese financiering aan te vragen om van Ukkel een lokaal contactpunt te maken voor de verdediging van de grondrechten in ons gebied, gezien de toepassing van het Handvest van de grondrechten van een Europese Unie.

De h. Cools bedankt de h. Vanraes voor het einde van zijn tussenkomst en zegt dat elk individu initiatieven kan nemen en bijvoorbeeld kan vragen om toegang te krijgen tot lokalen in een bibliotheek. Ook juicht hij de organisatie van een Dag van de Mensenrechten op 10 december toe en is hij van mening dat een aantal organisaties binnen de Raad van Europa hierbij betrokken zou kunnen worden, waaronder het bureau van de commissaris voor de mensenrechten en het congres van lokale en regionale overheden, die een hele reeks mensenrechteninitiatieven voor lokale en regionale overheden ontwikkelen.

De h. Cools is echter teleurgesteld over de rest van de tussenkomst, met name over die van mevr. Ledan. De h. Cools zei dat de h. Sansal een voorvechter was van vrede tussen Israëli's en Palestijnen op basis van de VN-resoluties over twee staten die in veiligheid naast

elkaar leven. De h. Sansal werd na zijn terugkeer uit Israël gevangen gezet in Algerije.

Hij is van mening dat de gemeente had kunnen antwoorden dat zij een literaire avond organiseert om zijn werk in de bibliotheek van Le Phare onder de aandacht te brengen, aangezien de h. Sansal een winnaar van de Goncourtprijs is. De h. Cools neemt nota van het feit dat als we hem bekend willen maken, we particuliere initiatieven moeten nemen en betreurt dit, omdat hij vindt dat de gemeente de daad bij het woord moet voegen als het gaat om mensenrechten en vrijheid.

De Raad neemt kennis.

1 annexe / 1 bijlage

Interpellation sur le soutien à la libération de Boualem Sansal.docx

23.01.2025/A/0019 **Interpellation de M. Cools : déneigement des trottoirs.**

M. Cools affirme que même s'il neige rarement, il neige quand même de temps à autre, comme cela a été le cas au début de cette année. La responsabilité du déneigement des trottoirs incombe aux habitants riverains. Malheureusement, beaucoup de personnes n'enlèvent pas la neige et ne mettent pas du sel sur leur trottoir quand c'est nécessaire. Pourtant, on peut acheter 10 kg de sel de route dans le commerce pour 4 € !

Lorsque les habitants d'un des quartiers uclois signalent le non-déneigement de nombreux trottoirs à leur agent de quartier, la réaction de ce dernier consiste souvent à demander aux habitants concernés de faire le nécessaire, en affirmant que, de toute façon, c'est à la commune d'enlever la neige sur les trottoirs, ce qui est inexact. À tout le moins, les agents de quartier devraient être mieux informés.

Quelles sont les initiatives du Collège pour inciter les habitants à déneiger le trottoir devant leur domicile et plus généralement à prendre les mesures susceptibles de garantir le passage des piétons sur leur trottoir ? Parfois, le passage est entravé par des haies non taillées.

Outre les agents du service de la Voirie, les agents de la Prévention sont-ils mis à contribution lors de leurs rondes pour signaler, par la pose de courriers dans les boîtes aux lettres des habitants concernés, la nécessité de remédier aux situations problématiques afin de ne pas contraindre les piétons à marcher dangereusement dans la rue ? Lorsque les personnes concernées ne réagissent pas à l'invitation d'entretien de leur trottoir, des amendes administratives sont-elles dressées ? Si c'est le cas, combien y en a-t-il eu ces dernières années ?

Le jour où M. Cools a introduit son interpellation, les trottoirs au Moensberg près de la halte de chemin de fer étaient une véritable patinoire. Il n'y a pas d'habitation riveraine et la SNCB est dispensée par la loi de l'obligation de respecter les règlements communaux, dont celui relatif aux trottoirs qui longent ses propriétés. Dans une telle situation, la commune ne doit-elle pas effectuer elle-même le déneigement des trottoirs en cause pour éviter des accidents ?

M. le Bourgmestre rejoint M. Cools en disant qu'il s'agit d'un problème récurrent et que les services d'épandage ont bien fonctionné. M. le Bourgmestre partage le constat de M. Cools sur la problématique et la difficulté à faire respecter les obligations élémentaires des citoyens mais n'a pas l'intention d'engager des agents communaux

en plus en matière de propreté. M. le Bourgmestre souhaite continuer à intensifier l'information qui est faite par rapport à cette obligation, tout d'abord, au niveau des différents réseaux sociaux et estime que cela porte déjà ses fruits. Ensuite, via une information directement sur le terrain.

M. le Bourgmestre prend l'exemple de l'hôpital Ste-Elisabeth qui a reçu un rappel car il n'a pas déneigé ses trottoirs. La Commune travaille également sur une liste les endroits qui posaient problème. M. le Bourgmestre explique également prendre au sérieux le déneigement des trottoirs de la SCNB sur Uccle.

M. le Bourgmestre conclut en disant qu'il rejoint M. Cools sur le fait que la prévention et les répressions sont deux moyens essentiels pour lutter contre ce phénomène.

M. Cools remercie le Bourgmestre pour sa réponse et ajoute que la SNCB doit à minima agir pour déneiger ses trottoirs à l'entrée des gares. M. Cools appelle à vérifier la possible application de SAC en cas de non-déneigement de trottoirs. M. Cools rappelle le travail qu'il avait fait en tant qu'Echevin pour prévenir les citoyens en infraction pour non-entretien de leur trottoir mais ajoute qu'après plusieurs rappels la Commune doit se montrer plus ferme voire, éventuellement, infliger des SAC.

M. le Bourgmestre explique qu'il n'y a pas eu de sanctions administratives jusqu'à présent pour les citoyens qui ne déneigeaient pas leur trottoir mais qu'il y est ouvert. Le Bourgmestre explique que, de façon globale, la Commune va mener une série d'actions plus répressives sur les incivilités avec des équipes mixtes, Inspecteur de propreté et Police. En cas de flagrants délits, il y aura des sanctions mais on va aussi en profiter pour faire de l'information et sensibiliser.

Le Conseil prend connaissance.

Interpellatie van de h. Cools : sneeuwruimen van het voetpad.

De h. Cools zegt dat hoewel het zelden sneeuwt, het toch af en toe sneeuwt, zoals begin dit jaar het geval was. De verantwoordelijkheid voor het sneeuwvrij maken van de trottoirs ligt bij de omwonenden. Helaas verwijderen veel mensen de sneeuw niet en strooien ze geen zout op hun stoep als dat nodig is. Toch kun je in de winkel 10 kg strooizout kopen voor €4!

Wanneer bewoners van een van de Ukkelse wijken melden dat veel van hun trottoirs niet sneeuwvrij zijn gemaakt, is de reactie van de wijkagent vaak om de betrokken bewoners te vragen het nodige te doen, met het argument dat het sowieso de verantwoordelijkheid van de gemeente is om de sneeuw van de trottoirs te verwijderen, wat niet klopt. De wijkagenten zouden op zijn minst beter geïnformeerd moeten worden.

Welke initiatieven heeft het college genomen om bewoners aan te moedigen de sneeuw van de trottoirs voor hun woningen te ruimen en, meer in het algemeen, om maatregelen te nemen om ervoor te zorgen dat voetgangers hun trottoirs kunnen oversteken? Soms staan ongesnoeide hagen in de weg.

Worden er naast de ambtenaren van de Wegendienst en de Preventiedienst opgeroepen om tijdens hun rondes, door middel van brieven in de brievenbussen van de betrokken bewoners, te wijzen op de noodzaak om problematische situaties te verhelpen zodat voetgangers niet gedwongen worden om gevaarlijk over straat te lopen? Worden er administratieve sancties uitgeschreven wanneer de betrokkenen geen

gehoor geven aan het verzoek om hun trottoir te onderhouden? Zo ja, hoeveel zijn dat er de afgelopen jaren geweest?

Op de dag dat de h. Cools zijn vraag indiende, waren de trottoirs op de Moensberg bij het station een ware schaatsbaan. Er zijn geen naburige woningen en de NMBS is bij wet vrijgesteld van de verplichting om de gemeentereglementen na te leven, inclusief die met betrekking tot de voetpaden langs haar eigendommen. Zou de gemeente in zo'n situatie niet zelf de sneeuw van de trottoirs in kwestie moeten ruimen om ongelukken te voorkomen?

De burgemeester is het eens met de h. Cools en zegt dat dit een terugkerend probleem is en dat de strooidiensten goed werken. De burgemeester was het eens met de h. Cools over het probleem en de moeilijkheid om ervoor te zorgen dat de basisverplichtingen van de burgers worden nagekomen maar was niet van plan om extra gemeentelijk schoonmaakpersoneel aan te werven. De burgemeester wil de voorlichting over deze verplichting blijven opvoeren, in de eerste plaats via de verschillende sociale netwerken, en is van mening dat dit al vruchten afwerpt. Ten tweede door rechtstreeks ter plaatse informatie te verstrekken.

De burgemeester gaf het voorbeeld van het Sint-Elisabethziekenhuis, dat een herinnering kreeg omdat het zijn trottoirs niet sneeuwvrij had gemaakt. De gemeente werkt ook aan een lijst met probleemgebieden. De burgemeester legt ook uit dat hij het sneeuwvrij maken van de trottoirs van de NMBS in Ukkel serieus neemt.

De burgemeester sluit af door te zeggen dat hij het eens is met de h. Cools dat preventie en repressie twee essentiële middelen zijn om dit fenomeen te bestrijden.

De h. Cools bedankt de burgemeester voor zijn antwoord en voegt eraan toe dat de NMBS op zijn minst actie moet ondernemen om de sneeuw van haar voetpaden aan de stationsingangen te ruimen. De h. Cools vraagt om een controle van de mogelijke toepassing van een GAS in geval van niet sneeuwvrij gemaakte voetpaden. De h. Cools herinnerde aan het werk dat hij als schepen had verricht om burgers in overtreding te waarschuwen omdat ze hun trottoirs niet onderhielden maar voegde eraan toe dat de gemeente na verschillende aanmaningen een strengere houding zou moeten aannemen en mogelijk zelfs een GAS zou moeten opleggen.

De burgemeester legt uit dat er tot nu toe geen administratieve sancties waren opgelegd aan burgers die hun trottoirs niet sneeuwvrij maakten maar dat hij daar wel voor openstond. De burgemeester legde uit dat de gemeente in het algemeen een reeks meer repressieve maatregelen zal nemen om asociaal gedrag aan te pakken, met gemengde teams van reinheidsinspecteurs en politie. In het geval van flagrante overtredingen zullen er sancties volgen maar we zullen ook van de gelegenheid gebruik maken om informatie te verstrekken en mensen bewust te maken.

De Raad neemt kennis.

1 annexe / 1 bijlage

Interpellation sur le déneigement des trottoirs.docx

23.01.2025/A/0020 **Interpellation de Mme Nagelmackers : la déclaration de politique générale.**

Mme Nagelmackers rappelle qu'en date du 16 janvier, les membres du Conseil communal ont reçu un message signé par M. le Bourgmestre annonçant que la déclaration de politique générale ne sera présentée que lors de la séance du 20 février 2025.

Or, dans l'édition du mois de janvier du magazine Le Wolvendael, M. le Bourgmestre annonçait avec fierté que cette déclaration serait présentée lors de la séance du 23 janvier du Conseil communal, en usant des termes suivants : « La déclaration sera ambitieuse, réaliste et résolument tournée vers l'avenir afin de répondre au mieux aux besoins et attentes des Ucclois ».

Nous sommes le 23 janvier et...rien !

Que s'est-il passé ? nous sommes à plus de trois mois des élections et la majorité n'a pas encore eu le temps, ou pris le temps, ou tout simplement n'a pas trouvé de consensus au sein de ses diverses composantes pour présenter aux citoyens, représentés par cette assemblée, les fondements sur lesquels elle va s'appuyer pour répondre aux besoins et attentes des Ucclois. C'est très décevant, voire inquiétant !

Au nom de son groupe politique, Mme Nagelmackers ose espérer que le Collège n'attendra pas la semaine précédant la prochaine séance - comme c'est fâcheusement le cas pour les documents préparatoires aux réunions du Conseil communal – pour transmettre le texte de la déclaration de politique générale, ceci afin de permettre aux membres du Conseil d'avoir suffisamment de temps pour l'analyser en détail et lui porter tout l'intérêt qu'il se doit

M. De Bock ne s'estime pas car, selon lui, l'attente prouve 2 choses, d'abord que cette déclaration sera bien faite et ambitieuse. La 2ème chose est qu'il n'y avait pas de préaccord électoral. M. De Bock a vérifié dans les communes où il y a des Bourgmestres « Les engagés » et tant à Jette, qu'à Ganshoren, qu'à Berchem ou à Woluwe-Saint-Pierre, aucune déclaration de politique générale n'a été faite. M. De Bock conclut en disant qu'il préfère attendre pour avoir une déclaration de qualité.

M. le Bourgmestre félicite Mme Nagelmackers pour sa première interpellation. M. le Bourgmestre présente mes excuses pour ce retard mais estime que cette déclaration n'était pas une priorité absolue créant un sentiment de nécessité chez les citoyens ucclois. Le retard de cette déclaration de politique générale par rapport à son annonce dans le Wolvendael est dû à une mauvaise estimation de temps que sa rédaction prendrait.

M. le Bourgmestre promet que cette déclaration de politique générale sera faite lors du Conseil communal de février et qu'elle sera transmise avec un délai respectable aux Conseillers pour leur permettre d'en prendre connaissance.

Le Conseil prend connaissance.

Interpellatie van Mevr. Nagelmackers : Algemene beleidsverklaring.

Mevr. Nagelmackers herinnert eraan dat de leden van de gemeenteraad op 16 januari een door de burgemeester ondertekend bericht ontvingen waarin werd aangekondigd dat de algemene beleidsverklaring pas in de vergadering van 20 februari 2025 zou worden gepresenteerd.

In het januarinumnummer van het magazine Wolvendael kondigde de burgemeester trots aan dat deze verklaring tijdens de gemeenteraadsvergadering van 23 januari zou worden voorgesteld, in de volgende bewoordingen: “De verklaring zal ambitieus, realistisch en resoluut toekomstgericht zijn om zo goed mogelijk in te spelen op de behoeftes en verwachtingen van de Ukkelaars”.

Hier zijn we dan op 23 januari en... niets!

Wat is er gebeurd? We zijn meer dan drie maanden verwijderd van de verkiezingen en de meerderheid heeft nog steeds niet de tijd gehad, of de tijd genomen, of gewoonweg geen consensus gevonden binnen haar verschillende fracties om aan de burgers, vertegenwoordigd door deze vergadering, de fundamenten voor te leggen waarop ze zal bouwen om tegemoet te komen aan de behoeftes en verwachtingen van de inwoners van Ukkel. Dit is zeer teleurstellend, om niet te zeggen verontrustend!

Namens haar fractie hoopt mevr. Nagelmackers dat het college niet wacht met het toesturen van de tekst van de algemene beleidsverklaring tot de week voor de volgende vergadering - zoals helaas het geval is met voorbereidende documenten voor gemeenteraadsvergaderingen - zodat de raadsleden voldoende tijd hebben om deze in detail te analyseren en de aandacht te geven die ze verdient.

De h. De Bock is niet tevreden omdat het wachten volgens hem 2 dingen bewijst, ten eerste dat deze verklaring goed en ambitieus zal zijn. Het tweede is dat er geen electorale voorovereenkomst was. De h. De Bock controleerde de gemeenten waar er “Les engagés”-burgemeesters zijn, en in Jette, Ganshoren, Berchem en Sint-Pieters-Woluwe was er geen algemene beleidsverklaring opgesteld. De h. De Bock besluit met te zeggen dat hij liever wacht op een kwalitatieve verklaring

De burgemeester feliciteert mevr. Nagelmackers met haar eerste interpellatie. De burgemeester verontschuldigt zich voor de vertraging maar is van mening dat deze verklaring geen absolute prioriteit heeft en een gevoel van noodzaak creëert bij de burgers van Ukkel. De vertraging van deze algemene beleidsverklaring ten opzichte van de aankondiging in de Wolvendael was te wijten aan een slechte inschatting van de tijd die nodig zou zijn om deze verklaring op te stellen

De burgemeester belooft dat deze algemene beleidsverklaring klaar zal zijn voor de gemeenteraadsvergadering in februari en dat ze tijdig naar de raadsleden zal worden gestuurd zodat ze er kennis van kunnen nemen.

De Raad neemt kennis.

23.01.2025/A/0021 **Interpellation de Mme Vanderborght : le volet "financement durable" du Plan d'Action Climat.**

Mme Vanderborght signale que le 14 novembre 2024, elle a participé avec 51 autres personnes à la soirée d'information sur le financement durable organisée par les services des Finances et de l'Environnement. Le contenu et les interactions ont été très riches.

Cette conférence, organisée en partenariat avec l'ASBL Ethibel, a mis en lumière l'impact capital du patrimoine financier ucclois en termes d'émissions de gaz à effet de serre (GES). En effet, selon l'inventaire des émissions de GES réalisé en 2019 sur le territoire ucclois par Factor X, le patrimoine financier représente le premier poste d'émissions de GES indirectes, avec 40 % du bilan total.

La première action du plan Climat consiste à effectuer une conscientisation des Ucclois sur l'empreinte carbone des placements financiers traditionnels, dont la conférence de novembre fut une première étape.

La seconde action du plan Climat, qui a plus particulièrement retenu l'attention de Mme Vanderborght, consiste à mettre en œuvre une stratégie pour réduire l'empreinte carbone des finances communales et inciter les Ucclois à investir dans des projets communaux durables.

Cette stratégie se déploie notamment dans les deux actions suivantes :

- étudier la possibilité de proposer aux Ucclois de financer une partie des investissements et des projets visant à réduire les émissions de gaz à effet de serre sur le territoire communal ;
- étudier les possibilités d'emprunt auprès de banques durables ou inciter les banques durables à accorder des prêts aux pouvoirs publics.

Mme Nagelmackers signale à cet égard que l'ULB s'est associée à la coopérative F'in Common pour permettre aux citoyens de financer des travaux énergétiques sur le campus avec un rendement financier pouvant atteindre jusqu'à 4,5 % pour les Bruxellois.

Comment le Collège envisage-t-il la mise en œuvre de ces projets en 2025 ?

Mme la Première Echevine explique que le volet finance du PAC relève effectivement de sa responsabilité. Elle relève l'importance de

cette problématique qui concerne principalement le patrimoine financier des uclois et non pas de la commune d'Uccle. La Première Echevine explique prioriser la sensibilisation sur cette thématique en visant des gens qui n'ont pas conscience de leur impact environnemental quand ils investissent en leur donnant ces clés d'analyse. La première Echevine poursuit avec deux autres actions concrètes,

1) la possibilité d'avoir recours à des emprunts auprès de banques durables est compliqué car entre les besoins de la commune, c'est-à-dire des montants assez conséquents et les capacités de prêts et des critères établis par les banques durables les deux éléments ne se rejoignent pas car les banques ne sont pas en capacités de prêter ces sommes. Pour des raisons de taux d'intérêts, la commune essaye de ne pas prendre des emprunts avec des aussi petits montants parce que cela coûte au budget et qui augmente la charge de dettes.

2) L'autre écueil vient les critères de durabilité sont également assez stricts. L'échevine cite comme exemple le fait qu'une banque durable n'accepte pas qu'on emprunte pour refaire la voirie si la Commune ne s'engage pas à ce que les véhicules qui circulent sur ladite voirie ne soient pas des véhicules thermiques.

La Première Echevine rejoint Mme Vanderborgh sur le fait de mettre un critère éthique dans l'attribution du marché.

Concernant la deuxième partie de l'interpellation sur la possibilité de proposer aux uclois de financer une partie des investissements communaux et des projets visant à réduire les émissions à effets de serre sur leur territoire la Première Echevine avoue que le service n'y a pas encore travaillé si ce n'est pour se renseigner auprès d'autres communes. La Première Echevine explique que cette opération ne semble pas intéressante car entre le coup de l'intermédiaire, le taux qui doit être intéressant pour les citoyens et le fait que la commune doit se financer à de meilleurs taux que via une banque, cela n'est pas réaliste. La Première Echevine explique toutefois que ce genre de projet de crowdfunding sont à l'étude par la Commune ce qui sera énoncé dans la déclaration de politique générale. La Première Echevine conclut en invitant les élus à participer à ce genre de conférence et elle explique que les citoyens ne se rendent pas compte de l'impact de la finance sur les émissions de gaz à effet de serre.

Le Conseil prend connaissance.

Interpellatie van Mevr. Vanderborgh : het deel "duurzame financiering" van het Klimaatactieprogramma.

Mevr. Vanderborgh herinnert eraan dat zij op 14 november 2024 samen met 51 andere personen de infoavond over duurzame financiering heeft bijgewoond die georganiseerd werd door de diensten Financiën en Milieu. De inhoud en de interacties waren zeer rijk.

De conferentie, georganiseerd in samenwerking met vzw Ethibel, belichtte de grote impact van de financiële activa van Ukkel op de uitstoot van broeikasgassen. Volgens de inventaris van broeikasgasemissies die in 2019 op het Ukkelse grondgebied zal worden uitgevoerd door Factor X, vormen financiële activa de grootste bron van indirecte broeikasgasemissies, goed voor 40% van het totaal.

De eerste actie in het klimaatplan is om de Ukkelaars bewust te maken van de koolstofvoetafdruk van traditionele financiële investeringen en de conferentie in november was de eerste stap in deze richting.

De tweede actie in het klimaatplan, die in het bijzonder de aandacht van mevr. Vanderborght trok, is het implementeren van een strategie om de koolstofvoetafdruk van de gemeentelijke financiën te verminderen en de inwoners aan te moedigen om te investeren in duurzame gemeentelijke projecten.

Deze strategie omvat met name de volgende twee acties:

- de mogelijkheid onderzoeken om Ukkelaars de mogelijkheid te bieden om een deel van de investeringen en projecten gericht op het verminderen van de uitstoot van broeikasgassen in de gemeente te financieren;
- de mogelijkheid onderzoeken om te lenen bij duurzame banken of duurzame banken aanmoedigen om leningen te verstrekken aan overheden.

Mevr. Nagelmackers herinnert eraan dat de ULB heeft samengewerkt met de coöperatie F'in Common om burgers in staat te stellen energiewerken op de campus te financieren, met een financieel rendement tot 4,5% voor de Brusselaars.

Hoe denkt het college deze projecten in 2025 uit te voeren?

Mevr. Delwart legt uit dat het financiële aspect van het KAP inderdaad onder haar verantwoordelijkheid valt. Ze benadrukt het belang van deze kwestie, die voornamelijk betrekking heeft op het financiële vermogen van de inwoners van Ukkel en niet van de gemeente Ukkel. Ze legt uit dat ze voorrang geeft aan de sensibilisering over deze kwestie, waarbij ze zich richt tot mensen die zich niet bewust zijn van hun milieu-impact wanneer ze investeren, door hen de sleutels tot de analyse te geven. De schepen legt vervolgens twee andere concrete acties uit,

1) De mogelijkheid om leningen af te sluiten bij duurzame banken wordt bemoeilijkt door het feit dat de behoeften van de gemeente, d.w.z. vrij aanzienlijke bedragen, en de leencapaciteit en criteria van de duurzame banken niet met elkaar in overeenstemming zijn, aangezien de banken niet in staat zijn om deze bedragen te lenen. Om renteredenen probeert de gemeente geen leningen af te sluiten voor zulke kleine bedragen omdat dit ten koste gaat van de begroting en de schuldenlast verhoogt.

2) Het andere struikelblok is dat de duurzaamheidscriteria ook vrij streng zijn. Als voorbeeld noemde de schepen het feit dat een duurzame bank geen lening zou accepteren om het wegennet te herstellen als de gemeente zich er niet toe zou verbinden om ervoor te zorgen dat de voertuigen die van het wegennet gebruik maken niet worden aangedreven door verbrandingsmotoren.

De schepen is het met mevr. Vanderborght eens dat er een ethisch criterium moet worden opgenomen in de gunning van de opdracht.

Wat betreft het tweede deel van de vraag over de mogelijkheid om de Ukkelaars voor te stellen een deel van de gemeentelijke investeringen en projecten te financieren die gericht zijn op het verminderen van de uitstoot van broeikasgassen in hun gebied, gaf de schepen toe dat de dienst hier nog niet aan had gewerkt, behalve het inwinnen van informatie bij andere gemeentes. De schepen legt uit dat deze operatie niet de moeite waard leek, omdat het tussen de kosten van de tussenpersoon, de rente, die aantrekkelijk zou moeten zijn voor burgers, en het feit dat de gemeente zichzelf zou moeten financieren tegen betere tarieven dan via een bank, niet realistisch was. Mevr. Delwart legt echter uit dat dit soort crowdfundingprojecten door de gemeente worden bestudeerd en dat dit in de algemene beleidsverklaring zal worden opgenomen. Mevr. Delwart sluit af met een uitnodiging aan de verkozenen om deel te nemen aan dit soort conferenties en legt uit dat mensen zich niet bewust zijn van de invloed van financiën op de uitstoot van broeikasgassen.

De Raad neemt kennis.

*1 annexe / 1 bijlage
intervention-climat-janvier-2025-bis mdb-maj.docx*

23.01.2025/A/0022 **Question orale de M. Lambert : le recyclage des chargeurs.**

M. Lambert-Limbosch signale que 420 millions d'objets électroniques portables sont vendus chaque année dans l'Union européenne. Depuis le 28 décembre dernier, la plupart d'entre eux doivent utiliser le même chargeur de type USB-C et son câble spécifique.

Si la directive européenne qui détermine cette obligation date de 2022 et n'est donc entrée en vigueur que deux ans plus tard, ses prémices remontent à 2009. On devine que, dans l'intervalle, quelques lobbies économiques et leurs relais politiques se sont pleinement employés à amener l'Europe à perdre le fil de cette mesure essentielle.

M. Lambert-Limbosch soutient qu'il ne s'agit pas d'une affirmation gratuite de sa part car on peut la lire noir sur blanc dans l'étude d'impact de cette directive. Son projet se déclinait en quelque six options, dont l'option 0 – « Aucune action à mettre en place » -, privilégiée par les fabricants d'équipements. Cela démontre que les questions environnementales resteraient désespérément sans réponse si l'on s'en

remettait systématiquement au marché.

Selon l'étude d'impact précitée, la bascule vers l'USB-C permettrait de réduire de 1.000 tonnes les câbles et chargeurs qui finissent comme déchets. Vu que le chargeur et le câble d'un smartphone pèsent 50 grammes, 1.000 tonnes correspondent à une montagne de 20 millions de chargeurs avec leur câble (1.000 tonnes, soit 1 milliard de grammes / 50 = 20 millions).

Nous avons tous chez nous des chargeurs avec leur câble. Mais si nous les gardons dans un tiroir ou une boîte à chaussures, ils s'emberlificotent inutilement en un indémêlable spaghetti. En tous cas, il ne faut surtout pas les jeter dans les sacs-poubelle car ils sont une mine de matériaux à recycler.

M. Lambert-Limbosch suggère donc que la Commune encourage ses habitants, en dehors du passage de la déchetterie mobile, à venir déposer leurs petits déchets électroniques dans le réseau ucclois des points de collecte Récupel, voire qu'elle accueille un point de collecte dans ses propres locaux, au rez-de-chaussée du centre administratif, dans les écoles, à la piscine,...

Quelles mesures le Collège envisage-t-il de prendre afin de participer à l'effort nécessaire pour valoriser ces déchets dormants ?

M. le Bourgmestre explique que cela pourra être organisé à l'entrée du centre administratif et à la piscine. Cependant, c'est plus difficile à organiser dans les écoles car celles-ci ont déjà toute une série de tâches et de missions.

Le Conseil prend connaissance.

Mondelinge vraag van de h. Lambert : recyclage van opladers.

De h. Lambert-Limbosch wijst erop dat er elk jaar 420 miljoen draagbare elektronische apparaten worden verkocht in de Europese Unie. Sinds 28 december vorig jaar moeten de meeste daarvan dezelfde USB-C oplader en bijbehorende specifieke kabel gebruiken.

Hoewel de Europese richtlijn die deze verplichting oplegt dateert uit 2022 en pas twee jaar later van kracht werd, gaat de oorsprong terug tot 2009. Je kunt wel raden dat in de tussentijd een aantal economische lobby's en hun politieke steunpunten hard hebben gewerkt om Europa deze essentiële maatregel uit het oog te doen verliezen.

De h. Lambert-Limbosch beweert dat dit geen gratis bewering van zijn kant is want het is zwart op wit te lezen in de impactstudie voor deze richtlijn. Het ontwerp van deze richtlijn was onderverdeeld in een zestal opties, waaronder optie 0 - "Geen actie ondernemen" - die de voorkeur geniet van fabrikanten van apparatuur. Dit toont aan dat milieukwesties hopeloos onbeantwoord zouden blijven als we de zaken systematisch aan de markt zouden overlaten.

Volgens de eerder genoemde impactstudie zou overstappen op USB-C het aantal kabels en opladers dat als afval eindigt met 1.000 ton verminderen. Aangezien een smartphone-oplader en -kabel 50 gram wegen, komt 1.000 ton overeen met een berg van 20 miljoen opladers en bijbehorende kabels (1.000 ton, d.w.z. 1 miljard gram / 50 = 20 miljoen).

We hebben allemaal opladers en bijbehorende kabels thuis. Maar als we ze in een lade of schoenendoos bewaren, raken ze onnodig verstrikt in een onuitwisbare spaghetti. In ieder geval moeten we ze niet

in de vuilniszakken gooien, want ze zijn een mijn van te recycleren materialen.

De h. Lambert-Limbosch stelt daarom voor dat de gemeente, wanneer het mobiele containerpark niet aanwezig is, haar inwoners aanmoedigt om hun klein elektronisch afval in te leveren bij het Recupel-netwerk van inzamelingspunten in Ukkel, of zelfs een inzamelingspunt in te richten in haar eigen gebouwen, op de begane grond van het administratief centrum, in scholen, bij het zwembad ...

Welke maatregelen denkt het college te nemen om bij te dragen aan de inspanning die nodig is om dit sluimerende afval te recycleren?

De burgemeester legt uit dat dit kan worden georganiseerd aan de ingang van het administratief centrum en bij het zwembad. Het is echter moeilijker te organiseren in scholen omdat ze al een hele reeks taken en plichten hebben.

De Raad neemt kennis.

23.01.2025/A/0023 **Question orale de M. Tojerow : un agent de prévention devant l'école avenue Montana.**

M. Tojerow signale que jusqu'en avril-mai 2024, un agent de prévention sécurisait certains passages piétons reliés à l'avenue Montana, devant l'école Decroly.

Le matin, il était au croisement de l'avenue des Chênes et de l'avenue Montana et l'après-midi, il était directement devant l'école.

D'après les propos tenus par les parents qui ont contacté M. Tojerow, il semblerait que depuis le départ à la retraite de l'agent concerné - et unanimement apprécié - vers avril-mai, plus aucun agent ne sécuriserait ces passages piétons lors de l'entrée et de la sortie des élèves.

Ces traversées suscitent chaque jour la frayeur des parents.

Le Collège – ou toute autre autorité – aurait-il pris la décision de ne pas remplacer cet agent pour cette tâche de sécurisation des élèves et des familles ?

Serait-ce le fruit d'un oubli ?

Le Collège envisage-t-il dans un futur proche l'affectation d'un nouvel agent à l'entrée et à la sortie de l'école située avenue Montana, comme c'était le cas jusqu'en avril-mai ?

M. le Bourgmestre trouve cela tout à fait légitime que les citoyens et notamment les parents d'élèves se posent la question. Cela ne vient pas d'une décision volontaire du Collège mais du fait que le surveillant en question a pris sa pension au mois de mai l'année dernière. L'objectif, dans un monde idéal, serait qu'il soit remplacé. La réalité est qu'il y a un vrai souci par rapport au recrutement des ALE. En 10 ans, la Commune est passée de 25 à 8 effectifs en terme de surveillance d'écoles. Une raison est le tarif de 4,10 € de l'heure, qui n'est pas fixé par la Commune et qui rend extrêmement compliqué le fait de trouver des personnes qui acceptent d'accomplir ces tâches difficiles, très ingrates et très courageuses. Aujourd'hui, aucun remplacement n'est prévu Avenue Montana. Il y a énormément de demandes aux abords d'écoles. M. le Bourgmestre n'est pas optimiste sur le fait de trouver rapidement des ALE

supplémentaires mais examine actuellement d'autres pistes liées notamment au bénévolat. M. le Bourgmestre estime que la Commune a peut-être failli sur l'information, et va veiller à améliorer cette information. Il estime que c'est la moindre des choses de savoir pourquoi une situation est changées.

M. Tojerow remercie M. le Bourgmestre pour sa réponse et trouve intéressant d'imaginer des solutions interactives pour ces tâches et d'autres tâches que les agents de prévention remplissent dans la commune.

Le Conseil prend connaissance.

Mondelinge vraag van de h. Tojerow : een preventiemedewerker voor de school Montanalaan.

De h. Tojerow herinnert eraan dat tot april-mei 2024 een preventieambtenaar bepaalde zebrapaden beveiligde die verbonden waren met de Montanalaan, voor de Decrolyschool.

s Ochtends stond hij op de kruising van de Eikenlaan en de Montanalaan en 's middags recht voor de school.

Volgens de ouders die contact hebben opgenomen met de h. Tojerow, lijkt het erop dat sinds de pensionering van de betreffende ambtenaar - die unaniem werd gewaardeerd - rond april-mei, er geen ambtenaar meer is die deze zebrapaden bewaakt wanneer leerlingen de school in- en uitgaan.

Deze oversteekplaatsen jagen ouders elke dag angst aan.

Heeft het college - of een andere instantie - besloten om deze ambtenaar niet te vervangen om de veiligheid van leerlingen en families te garanderen?

Kan dit het gevolg zijn van een vergissing?

Is het college van plan om in de nabije toekomst een nieuwe ambtenaar aan te stellen voor de in- en uitgangen van de school aan de Montanalaan, zoals het geval was tot april/mei?

De burgemeester is van mening dat dit een volkomen legitieme vraag is voor het grote publiek en de ouders in het bijzonder. Dit is niet te wijten aan een vrijwillige beslissing van het college maar aan het feit dat de toezichthouder in kwestie in mei vorig jaar met pensioen ging. In een ideale wereld zou het de bedoeling zijn dat hij vervangen wordt. De realiteit is dat er een echt probleem is met de aanwerving van PWA's. In 10 jaar tijd is de gemeente van 25 naar 8 toezichthouders gegaan. Een van de redenen hiervoor is het tarief van 4,10 euro per uur, dat niet door de gemeente wordt vastgesteld en dat het extreem moeilijk maakt om mensen te vinden die bereid zijn om deze moeilijke, ondankbare en zeer moedige taken op zich te nemen. Er zijn momenteel geen plannen om de Montanalaan te vervangen. Er zijn enorm veel aanvragen in de buurt van scholen. De burgemeester is niet optimistisch over het vinden van extra PWA's in de nabije toekomst maar kijkt momenteel naar andere wegen, waaronder vrijwilligerswerk. De burgemeester vindt dat de gemeente misschien heeft gefaald in haar plicht om informatie te verstrekken en zal eraan werken om dit te verbeteren. Hij is van mening dat het het minste

is wat ze kunnen doen om te weten waarom een situatie is veranderd.

De h. Tojerow bedankt de burgemeester voor zijn antwoord en vindt het interessant om interactieve oplossingen te bedenken voor deze en andere taken die de preventie ambtenaren in de gemeente uitvoeren.

De Raad neemt kennis.

23.01.2025/A/0024 **Question orale de M. Assal : la pérennisation de lieux d'étude.**

M. Assal rappelle qu'en décembre dernier, la commune a mis à disposition des étudiants en blocus un lieu d'étude au CCU, ouvert du mardi au vendredi de 11h00 à 18h00 et doté d'une connexion Wifi.

Le groupe socialiste tient à saluer cette excellente initiative. En effet, une étude très récente publiée par Brussels Studies est venue confirmer de nombreuses autres études antérieures en vertu desquelles ne pas avoir de chambre à soi pour étudier s'avère un obstacle majeur à la réussite. Les privations économiques de ce type conduisent, selon cette étude, à de moins bons résultats.

Dans une enquête menée en 2021 par l'Observatoire de la vie étudiante de l'ULB auprès de ses étudiants, 29,1 % des répondants indiquaient ne pas disposer de lieu calme pour étudier à leur domicile, soit presque un étudiant sur trois !

Près de 25 % des étudiants modestes partagent leur chambre.

Selon l'Observatoire de la vie étudiante de l'ULB, 13 % des étudiants à revenu moyen ne disposent pas d'un endroit calme pour étudier. Ce chiffre monte à 20 % pour les étudiants les moins favorisés.

Selon une étude sur les familles monoparentales menée par Ipsos pour la Ligue des familles, plus d'un parent bruxellois sur quatre dort dans la même pièce qu'un de ses enfants.

Or, les besoins d'espaces d'étude et de travail ne disparaissent pas une fois le blocus passé. De nombreux cursus de l'enseignement supérieur sont organisés autour de travaux et épreuves menés tout au long de l'année, y compris dans l'enseignement universitaire. Et il en est de même pour les élèves de l'enseignement secondaire. Les besoins dépassent donc quelques semaines en décembre. Selon une étude de la cellule Vie étudiante de « Perspective Brussels », les étudiants sont en demande de plus de lieux d'étude, étant donné que pour 50 % de ceux qui ont été interrogés, le manque de place est le principal problème rencontré dans les espaces qu'ils fréquentent.

À l'instar de ce qui existe dans d'autres communes, Uccle ne devrait-elle pas poursuivre sur sa lancée et étudier la mise en place de tels lieux d'étude en dehors de la période de blocus, en fin d'après-midi et le week-end ?

Par exemple, la commune pourrait se faire accompagner par le service Vie étudiante de perspective Brussels et commencer par mener une enquête auprès des Ucclois de 15 à 25 ans sur leurs besoins en la matière, notamment pour ajuster le nombre de lieux d'étude et leur taille en fonction de la demande.

Mme la Première Echevine remercie M. Assal pour cette première question tout à fait pertinente et rappelle que, lors de la précédente mandature, Mme l'Echevine Margaux s'était également préoccupée des lieux d'études pour les étudiants et c'est ce qui avait amené la Commune à faire un sondage sur les réseaux sociaux auprès des jeunes pour savoir quels étaient leurs besoins. Mme la Première Echevine salue donc cette initiative d'ouvrir, en décembre, pendant la période de blocus un lieu avec wifi

permettant aux étudiants d'étudier. À juste titre, M. Assal a fait remarquer qu'il n'y a pas que la période de blocus durant laquelle les étudiants doivent étudier. Mme la Première Echevine explique donc que le site de la Région Studyspaces.brussels permet de retrouver tous les lieux d'étude ouverts avec les horaires et les moyens à disposition. Il est possible d'y retrouver les différentes bibliothèques d'Uccle. Celles-ci sont accessibles aux étudiants. Cela fonctionne assez bien puisque le niveau de fréquentation est assez élevé. Dans chacune des bibliothèques, au Centre et au Phare, 10 places sont disponibles. En période moins intense la moitié de ces places sont occupées et en période de blocus 100% des places sont occupées. La bibliothèque du Homborch présente moins de places disponibles mais des jeunes y sont présents. Mme la Première Echevine explique que ce site ainsi que la possibilité d'étudier au Centre Culturel seront sûrement communiqué aux ucclois via les réseaux sociaux de la Commune. Les éducateurs de rue et les ASBL paracomunales qui accueillent et encadrent les jeunes ont également été contactés pour voir si le besoin se faisait sentir et s'il y avait un souci. Pour le moment, il semblerait que l'offre permette de répondre aux besoins. Mme la Première Echevine a donc répondu en tant qu'Echevine de la Jeunesse mais précise que ce sont ses collègues Mme l'Echevine De Brouwer, M. l'Echevin Vanraes et Mme l'Echevin Margaux qui mettent à disposition ces lieux d'étude pour les étudiants à Uccle.

M. Assal est content de cette réponse et se demande si une communication est faite à ce sujet aux écoles secondaires pour les élèves.

Mme la Première Echevine explique que ce n'est pas spécifiquement le cas auprès des écoles mais reconnaît que cela pourrait s'inscrire dans la diffusion de l'information.

Le Conseil prend connaissance.

Mondelinge vraag van de h. Assal : bestendiging van studiezalen.

De h. Assal herinnert eraan dat de gemeente in december vorig jaar een studieruimte in het CCU ter beschikking heeft gesteld van studenten. Deze studieruimte is geopend van dinsdag tot vrijdag van 11 tot 18 uur en is uitgerust met een Wi-Fi-verbinding.

De socialistische fractie juicht dit uitstekende initiatief toe. Een zeer recent onderzoek, gepubliceerd door Brussels Studies, heeft namelijk vele eerdere onderzoeken bevestigd die hebben aangetoond dat het niet hebben van een eigen studeerkamer een groot obstakel is voor succes. Volgens de studie leidt dit soort economische deprivatie tot slechtere resultaten.

In een enquête die in 2021 door het Observatoire de la vie étudiante van de ULB bij studenten werd uitgevoerd, zei 29,1% van de respondenten dat ze thuis niet over een rustige studeerplek beschikten - bijna één student op drie!

Bijna 25% van de studenten met een laag inkomen delen hun kamer.

Volgens dit observatorium heeft 13% van de studenten met een middelhoog inkomen geen rustige plek om te studeren. Dit cijfer stijgt tot 20% voor de minstbedeelde studenten.

Volgens een studie van Ipsos over eenoudergezinnen in opdracht

van de Ligue des familles, slaapt meer dan één ouder op vier in Brussel in dezelfde kamer als een van hun kinderen.

De behoefte aan studie- en werkruimte verdwijnt echter niet zodra de blokperiode voorbij is. Veel opleidingen in het hoger onderwijs worden georganiseerd rond werk en tests die het hele jaar door worden uitgevoerd, waaronder universitaire opleidingen. Hetzelfde geldt voor middelbare scholieren. Er is dus meer nodig dan alleen een paar weken in december. Volgens een studie van de eenheid Studentenleven van Perspective Brussels vragen studenten om meer studieplaatsen, aangezien 50% van de ondervraagden plaatsgebrek aanhaalt als het grootste probleem in de plaatsen die ze gebruiken.

Zou Ukkel, in navolging van andere gemeentes, niet op dezelfde weg verder moeten gaan en overwegen om dergelijke studieplekken in te richten buiten de blokperiode, in de late namiddag en tijdens het weekend?

De gemeente zou bijvoorbeeld de hulp kunnen inroepen van de dienst Studentenleven van Perspective Brussels en om te beginnen een enquête kunnen houden onder de Ukkelaars tussen 15 en 25 jaar over hun behoeftes op dit gebied, zodat het aantal en de omvang van de studiecentra kunnen worden aangepast aan de vraag.

De eerste schepen bedankt de h. Assal voor zijn eerste, zeer pertinente vraag en herinnert eraan dat schepen Margaux zich tijdens haar vorige ambtsperiode ook zorgen heeft gemaakt over de studieplekken voor studenten, wat de gemeente ertoe heeft aangezet een enquête te houden onder jongeren op sociale netwerken om hun behoeftes te peilen. De eerste schepen was dan ook verheugd over het initiatief om in december, tijdens de blokperiode, een plek met Wi-fi te openen waar studenten kunnen studeren. De h. Assal wees er terecht op dat studenten niet alleen tijdens de blokperiode moeten studeren. De eerste schepen legde uit dat de website Studyspaces.brussels van het Gewest details geeft over alle plaatsen die open zijn voor studie, met roosters en beschikbare middelen. Het is ook mogelijk om de verschillende bibliotheken in Ukkel te vinden. Deze zijn toegankelijk voor studenten. Dit werkt vrij goed en er wordt vrij veel gebruik van gemaakt. Er zijn 10 plaatsen beschikbaar in elk van de bibliotheken Centre en Le Phase. In minder drukke periodes is de helft van deze plaatsen bezet en in blokperiodes is 100% van de plaatsen bezet. In de bibliotheek van Homborch zijn minder plaatsen beschikbaar maar er zijn wel jongeren aanwezig. De eerste schepen legde uit dat deze site en de mogelijkheid om te studeren in het cultureel centrum via de sociale netwerken van de gemeente aan de inwoners van Ukkel zouden worden meegedeeld. Er is ook contact opgenomen met de straathoekwerkers en de paragemeentelijke vzw's die jongeren opvangen en begeleiden om te zien of er behoefte aan is en of er zorgen zijn. Voorlopig lijkt het aanbod voldoende om in de behoefte te voorzien. De eerste schepen reageert in haar hoedanigheid van schepen van Jeugd maar wijst erop dat het haar collega's, schepen De Brouwer, schepen Vanraes en schepen Margaux, zijn geweest die deze studiefaciliteiten beschikbaar hebben gemaakt voor studenten in Ukkel.

De h. Assal is tevreden met dit antwoord en vraagt zich af of de middelbare scholen hiervan op de hoogte zijn gebracht voor hun leerlingen.

De eerste schepen legt uit dat dit niet specifiek voor scholen geldt maar erkent dat het onderdeel kan zijn van de informatieverbreiding.

De Raad neemt kennis.

Daniel Hublet préside la séance / zit de zitting voor.

23.01.2025/A/0025 **Question orale de Mme Kokaj : le projet "Chaque nom compte".**

Mme Kokaj précise que ce lundi 13 janvier, comme presque chaque année, les rhétoriciens de l'école Decroly se sont rendus à Malines à la caserne Dossin. Cette visite s'inscrit dans le projet d'établissement de cette école ucquoise, qui accorde depuis toujours une place primordiale au devoir de mémoire et à l'étude des génocides.

La singularité de ce musée, dont Mme Kokaj a déjà eu l'occasion de parler au sein de cette assemblée, réside dans le fait qu'il se focalise sur l'holocauste et les droits humains. L'espace muséal est divisé en trois parties : la masse, l'angoisse, la mort. Il nous invite à nous souvenir de l'horreur, à identifier les ingrédients qui l'ont rendue possible, ceci dans l'espoir d'en prémunir les générations futures.

Mme Kokaj a participé avec ses 54 élèves au très beau projet en cours à la caserne Dossin : « Chaque nom compte ». L'idée du projet consiste à commémorer les 25.843 personnes qui ont été déportées depuis la caserne Dossin, chaque nom étant prononcé par un participant unique. En prononçant ces noms à voix haute, les participants érigent un monument à chacun des déportés.

Pour sa part, Mme Kokaj a prononcé le nom d'Efraïm Kimelfeld, né comme elle un 13 août et déporté à 41 ans.

Chaque élève a ainsi prononcé le nom d'une jeune du même âge et né le même jour en d'autres temps et d'autres lieux, et envoyé à la mort pour nulle autre raison que d'être né juif.

Ces convergences de dates anniversaires amènent énormément de force et de sens au travail pédagogique mené avant et après la visite.

À ce stade, 11.508 noms ont été lus, et le projet prendra fin lorsque les 25.843 noms auront été lus.

La commune d'Uccle se distingue et s'est toujours distinguée dans l'attention qu'elle réserve au devoir de mémoire, la création d'un nouvel échevinat en atteste.

Le Collège pourrait-il envisager d'engager dans ce projet les classes de 6ème primaire des écoles communales et d'apporter ce faisant le concours d'Uccle dans la réalisation de l'objectif fixé par le musée ?

Ce serait saisir une occasion pédagogique et citoyenne exceptionnelle qui n'a peut-être jamais été aussi essentielle.

Mme l'Echevin Gol-Lescot remercie Mme Kokaj pour son intervention et explique qu'elle a déjà pris contact avec les écoles mais que celles-ci n'avaient initialement pas prévu d'y prendre part. Cependant, certaines écoles ont manifesté leur intérêt et cette commémoration pourrait éventuellement être faite avec les élèves de 5èmes primaire, sans savoir pour le moment quelles écoles y participeront. L'idée serait éventuellement de faire un déplacement commun.

Mme Kokaj remercie Mme l'Echevin Gol-Lescot pour sa réponse et lui propose d'élaborer une collaboration entre les écoles communales et les grands élèves de

l'école Decroly.

Le Conseil prend connaissance.

Mondelinge vraag van Mevr. Kokaj : het project "Elke naam telt".

Mevr. Kokaj legt uit dat op maandag 13 januari, zoals bijna elk jaar, de retorici van de Decrolyschool de Dossinkazerne in Mechelen bezochten. Het bezoek maakte deel uit van het project van deze Ukkelse school, die de herdenkingsplicht en de studie van genociden altijd hoog in het vaandel heeft gedragen.

Het unieke van dit museum, waarover mevr. Kokaj al heeft kunnen spreken in deze vergadering, ligt in het feit dat het zich richt op de Holocaust en de mensenrechten. De museumruimte is verdeeld in drie delen: massa, angst en dood. Het nodigt ons uit om de gruwel te herinneren, om de ingrediënten te identificeren die het mogelijk maakten, in de hoop toekomstige generaties ertegen te beschermen.

Mevr. Kokaj en haar 54 leerlingen namen deel aan een prachtig project in de Dossinkazerne: "Elke naam telt". Het idee van het project is om de 25.843 mensen te herdenken die gedeporteerd werden uit de Dossinkazerne, waarbij elke naam uitgesproken wordt door een unieke deelnemer. Door deze namen hardop uit te spreken, richten de deelnemers een monument op voor elk van de gedeporteerden.

Mevr. Kokaj sprak op haar beurt de naam uit van Efraïm Kimelfeld, net als zij geboren op 13 augustus en gedeporteerd op 41-jarige leeftijd.

Elke leerling sprak dus de naam uit van een jong persoon van dezelfde leeftijd, geboren op dezelfde dag in een andere tijd en plaats, en naar zijn of haar dood gestuurd om geen andere reden dan als Jood geboren te zijn.

Deze samenvallende verjaardagen voegen een enorme kracht en betekenis toe aan het educatieve werk dat voor en na het bezoek werd uitgevoerd.

Op dit moment zijn er 11.508 namen gelezen en het project zal eindigen als alle 25.843 namen gelezen zijn.

De gemeente Ukkel onderscheidt zich van oudsher door de aandacht die ze besteedt aan de herdenkingsplicht, zoals blijkt uit de oprichting van een nieuw schepenambt.

Zou het college kunnen overwegen om het 6de lager van de gemeentescholen bij dit project te betrekken en zo Ukkel te helpen het door het museum gestelde doel te bereiken?

Dit zou een uitzonderlijke educatieve en maatschappelijke kans zijn die misschien nog nooit zo essentieel is geweest.

Schepen Gol-Lescot bedankt mevr. Kokaj voor haar tussenkomst en

legt uit dat ze al contact had opgenomen met de scholen maar dat ze in eerste instantie niet van plan waren om deel te nemen. Sommige scholen hebben echter belangstelling getoond en de herdenking zou mogelijk met leerlingen van het 5de lager gehouden kunnen worden, hoewel nog niet bekend is welke scholen zullen deelnemen. Het idee zou kunnen zijn om een gezamenlijke verplaatsing

Mevr. Kokaj bedankt schepen Gol-Lescot voor haar antwoord en stelt voor dat de gemeentescholen en de oudere leerlingen van de Decrolyschool samenwerken

De Raad neemt kennis.

Aleksandra Kokaj préside la séance / zit de zitting voor.

23.01.2025/A/0026 **Question orale de M. Meeùs : le fusion des zones de police à Bruxelles.**

M. Meeus explique que la question de la fusion des zones de police bruxelloises est un sujet récurrent dans le débat public et suscite des avis partagés, tant au sein des autorités locales qu'auprès des citoyens. Récemment, des déclarations ont laissé entendre que certaines communes pourraient envisager de créer leur propre police communale si une telle fusion venait à se concrétiser. Dans notre commune la situation est particulière vu la mise sur pied de la Zone Uccle/Watermael-Boitsfort/Auderghem.

M. Meeus interroge dès lors M. le Bourgmestre sur la position du Collège sur une éventuelle fusion des zones de police à Bruxelles et dans cette hypothèse, quelles garanties seraient jugées essentielles pour protéger les besoins propres à notre commune ?

M. le Bourgmestre explique que la Conférence des Bourgmestres de Bruxelles a remis un avis unanime sur la question. Les Bourgmestres estiment que le système fonctionne même s'il est perfectible. Le Bourgmestre rappelle que les collaborations entre zones fonctionnent bien. Lorsque des évènements le nécessite, notamment aux abords de l'Ambassade d'Israël, la zone Marlow a eu le soutien de la zone midi. Idem lorsque des évènements se sont produit en son temps au Bois de la Cambre. Pour le Bourgmestre, le problème réside dans le financement des zones de police à Bruxelles. M. le Bourgmestre promet de communiquer à l'ensemble des membres du Conseil les éléments de la note de Brulocalis reprenant une série de données qui vont vous être communiqué, qui aide à comprendre le débat. Le Bourgmestre conclut en disant que la proposition de fusion est actuellement vide de fond et hors une fusion pur et dur, elle ne reprend aucun autre élément.

Le Conseil prend connaissance.

Mondelinge vraag van de h. Meeùs : de fusie van Brusselse politiezones.

De h. Meeus legt uit dat de kwestie van de samenvoeging van de Brusselse politiezones een terugkerend onderwerp van publiek debat is, dat zowel bij de lokale overheden als bij de burgers verdeeldheid oproept. Onlangs zijn er verklaringen afgelegd waarin wordt gesuggereerd dat sommige gemeentes zouden overwegen om hun eigen gemeentepolitie op te richten als een dergelijke fusie zou doorgaan. In onze gemeente is

de situation bijzonder, gezien de oprichting van de zone Ukkel/Watermaal-Bosvoorde/Oudergem.

De h. Meeus vraagt de burgemeester dan ook wat het standpunt van het college is ten aanzien van een eventuele fusie van de politiezones in Brussel, en zo ja, welke garanties onontbeerlijk worden geacht om de specifieke behoeftes van onze gemeente te beschermen.

De burgemeester legt uit dat de Brusselse conferentie van burgemeesters hierover een unaniem advies had uitgebracht. De burgemeesters zijn van mening dat het systeem werkt, hoewel het voor verbetering vatbaar is. De burgemeester wees erop dat de samenwerking tussen de zones goed werkt. Wanneer gebeurtenissen dit vereisten, met name rond de Israëlische ambassade, had de zone Marlow de steun van de zone Zuid. Hetzelfde gold voor de gebeurtenissen in het Ter Kamerenbos. Voor de burgemeester ligt het probleem in de financiering van de politiezones in Brussel. De burgemeester beloofde alle leden van de raad de nota van Brulocalis te bezorgen met een reeks gegevens die hen zouden helpen het debat te begrijpen. De burgemeester besloot met te zeggen dat het fusievoorstel op dit moment inhoudsloos is en behalve een pure fusie geen enkel ander element bevat.

De Raad neemt kennis.

23.01.2025/A/0027

Question orale de M. Meeùs : les primes d'encouragement à l'ouverture d'un commerce à Uccle.

M. Meeus explique que la prime d'encouragement à l'ouverture des commerces a été présentée comme un levier pour revitaliser l'économie locale et réduire le nombre de vitrines vides dans nos quartiers et que selon des chiffres partagés dans la presse, 32 nouveaux commerces auraient vu le jour grâce à cette mesure.

M. Meeus s'interroge toutefois sur les 147 vitrines restant vides dans les six quartiers visés par l'initiative.

M. Meeus s'interroge donc sur l'efficacité de cette mesure et demande à l'échevine des données comparatives et sur l'avenir de cette mesure, sa pérennisation ou non.

-

Mme la Première Echevine Confirme que 33 primes ont été versées pour des nouveaux commerces. Ces primes visent 6 quartiers dont le dernier est le Fort-Jaco depuis le 3 décembre. La Première Echevine précise que ces primes ne sont pas une solution miracle qui permettra de résoudre toutes les problématiques du commerce local. Le choix des zones où sont distribués les primes est fait par rapport à diagnostic via l'ASBL de promotion de l'économie et du commerce ucclóis par une société spécialisée via un sondage très large, notamment auprès des clients, pour établir quels étaient les éléments qui permettaient de dynamiser un quartier et ces éléments sont multiples. Les critères étant : l'accessibilité, la disponibilité de places de stationnement pour des véhicules moteurs et pour les vélos (et autres mobilités douces), il y a les

aménagements. La prime ayant également pour objectif d'encouragé la durabilité des commerces.

M. Meeùs pense que c'est un problème qui plus structurel. M. Meeus se réjouit que cette prime vise les projets courts et a à cœur de rendre tous les quartiers actifs et dynamiques et pas que certains quartiers.

Le Conseil prend connaissance.

Mondelinge vraag van de h. Meeùs : de aanmoedigingspremies voor de opening van een handelszaak in Ukkel.

De h. Meeus legt uit dat de aanmoedigingspremies om winkels te openen is gepresenteerd als een middel om de plaatselijke economie nieuw leven in te blazen en het aantal lege etalages in onze wijken te verminderen, en dat er volgens cijfers in de pers dankzij deze maatregel 32 nieuwe winkels zijn geopend.

De h. Meeus vraagt zich echter af hoe het zit met de 147 lege etalages in de zes wijken waarop het initiatief is gericht.

De h. Meeus vraagt zich daarom af hoe effectief deze maatregel is en vraagt de schepen om vergelijkende gegevens en over de toekomst van deze maatregel, of deze al dan niet een permanent karakter moet krijgen

-

Mevr. Delwart bevestigt dat er 33 premies zijn uitgekeerd aan nieuwe winkels. Deze premies zijn gericht op 6 wijken, waarvan Fort-Jaco sinds 3 december de laatste is. De schepen wees erop dat deze premies geen mirakeloplossing zijn die alle problemen van de lokale handel zou oplossen. De wijken waar de premies worden verdeeld, worden gekozen op basis van een diagnose die vzw Promotion du Commerce et de l'Économie ucquoise door een gespecialiseerd bedrijf heeft laten uitvoeren via een zeer uitgebreide enquête, vooral bij klanten, om vast te stellen welke elementen een wijk dynamisch maken, en die elementen zijn talrijk. De criteria waren toegankelijkheid, de beschikbaarheid van parkeerplaatsen voor motorvoertuigen en fietsen (en andere vormen van zachte mobiliteit), en voorzieningen. De premie is ook bedoeld om de duurzaamheid van de winkels te stimuleren.

De h. Meeùs is van mening dat dit eerder een structureel probleem is. Hij is blij dat deze subsidie gericht is op korte projecten en zet zich in om alle wijken actief en dynamisch te maken en niet alleen bepaalde wijken.

De Raad neemt kennis.

23.01.2025/A/0028

Question orale de Mme Duvieusart : les inscriptions électroniques dans les écoles communales.

Mme Duvieusart ayant été interpellée par un reportage sur BX1 qui faisait part d'une réaction de l'asbl "Lire & Écrire" dénonçant la procédure d'inscription 100 % numérique imposée aux parents pour les écoles fondamentales de 7 communes, dont Uccle, via la plate-forme Iris Box.

Le reportage parlait de la commune d'Anderlecht qui faisait partie des sept communes bruxelloises, comme Uccle, ayant déjà adopté cette procédure numérique, une démarche qui est vivement critiquée par les associations d'accompagnement social.

Cette méthode nécessitant en effet une carte d'identité et son code PIN ou l'application Itsme, Mme Duvieusart explique cela complique l'accès pour une grande partie de la population, notamment les personnes peu qualifiées ou en situation de précarité.

Selon l'association, 40 % des Bruxellois et 70 % des personnes peu qualifiées rencontrent des difficultés avec le numérique. L'association juge ces solutions insuffisantes, pointant les nombreux obstacles pratiques, comme la nécessité d'une adresse mail ou d'une carte d'identité, qui rendent ce processus complexe.

Mme Duvieusart interroge donc Mme l'Echevin Gol pour savoir si une aide est prévue pour les parents qui éprouveraient des difficultés à inscrire leurs enfants dans les écoles ucloises.

-

Mme l'Echevin Gol explique que l'inscription doit se faire via Irisbox mais quelqu'un d'autre peut le faire pour vous et également que la commune organise le jour de l'inscription une permanence ici à la maison communale.

Mme l'Echevin Gol explique d'ailleurs qu'UNIA a salué cette procédure et qu'en période d'inscription, le service Education a deux ETP qui travaillent à plein temps uniquement sur les inscriptions. L'Echevin précise qu'aucun système n'est parfait mais que celui-ci évite de faire la file sous la pluie devant les écoles et le maximum est fait pour permettre au plus grand nombre de s'inscrire car la publicité est faite de ce système d'aide dans différents endroits de la Commune comme la Maison des jeunes.

Le Conseil prend connaissance.

Mondelinge vraag van Mevr. Duvieusart : de elektronische inschrijving in de gemeentescholen

Mevr. Duvieusart reageerde op een bericht op BX1 over een reactie van de vzw "Lire & Écrire" waarin ze de 100% digitale inschrijvingsprocedure aan de ouders van de basisscholen in 7 gemeentes, waaronder Ukkel, via het Iris Box-platform aan de kaak stelt.

De reportage focust op de gemeente Anderlecht, die net als Ukkel een van de zeven Brusselse gemeentes is die deze digitale procedure al hebben ingevoerd, een stap die fel bekritiseerd werd door de verenigingen voor maatschappelijk welzijn.

Mevr. Duvieusart legt uit dat voor deze methode een identiteitskaart met pincode of de Itsme-toepassing nodig is, wat de toegang voor een groot deel van de bevolking bemoeilijkt, vooral voor mensen met weinig kwalificaties of in precaire situaties.

Volgens de vereniging heeft 40% van de Brusselaars en 70% van de laaggeschoolden moeite met digitale technologie. De vereniging vindt deze oplossingen ontoereikend en wijst op de vele praktische obstakels,

zoals de noodzaak van een e-mailadres of een identiteitskaart, die het proces complex maken.

Ze vraagt daarom aan mevr. Gol of er hulp voorzien is voor ouders die moeilijkheden ondervinden om hun kinderen in te schrijven in de Ukkelse scholen.

Mevr. Gol legt uit dat de inschrijving via Irisbox moet gebeuren maar dat iemand anders het voor je kan doen en ook dat de gemeente een permanentie voorziet hier in het gemeentehuis op de inschrijvingsdag.

Ze legt uit dat UNIA deze procedure had verwelkomd en dat tijdens de inschrijvingsperiode de dienst Onderwijs twee VTE's fulltime had die zich uitsluitend met inschrijvingen bezighielden. De schepen wees erop dat geen enkel systeem perfect is maar dat dit systeem voorkomt dat mensen in de regen voor scholen moeten wachten en dat alles in het werk wordt gesteld om zoveel mogelijk mensen in staat te stellen zich in te schrijven, aangezien dit hulpsysteem op verschillende plaatsen in de gemeente wordt aangekondigd, zoals in het jeugdhuis.

-

De Raad neemt kennis.

Levée de la séance à 21:30
Opheffing van de zitting om 21:30

Le Secrétaire communal adjoint
De adjunct-gemeentesecretaris,

La Présidente,
De Voorzitster,

Thierry Bruier-Desmeth

Aleksandra Kokaj